Mensuel économique du LE CANADA FRANÇAIS

Classe affaires

Volume 1 · Numéro 8
26 février 2003



Profession : ingénieur

Le génie, le lien entre la science et l'utile

DE LA SCIENCE À L'UTILE

Le génie méconnu du Haut-Richelieu

GILLES BÉRUBÉ

Ça se passait dans une réunion pour choisir les thèmes de la première année des cahiers Classe Affaires. «En février, on pourrait parler des professionnels.

-Les professionnels? Le sujet est pas un peu large? On pourrait commencer par une seule profession.

-Laquelle?

-Ben, les ingénieurs, peut-être?

-T'as pas peur d'avoir vite fait le tour?

-Oh non! Ils sont sûrement des dizaines dans la région».

L'affirmation a soulevé quelques yeux dubitatifs autour de la table. En fait, on sait maintenant qu'ils sont quelques centaines d'ingénieurs à travailler dans la région. À elle seule, Oerlikon Contraves en emploie quelque deux cents. C'est sans compter les nombreux autres qui résident dans l'agglomération et qui se rendent travailler quotidiennement dans la Métropole ou ailleurs dans le monde. La conversation illustre bien la perception que le commun des mortels a de la profession d'ingénieur. On a tendance à la réduire à la construction de routes, d'égouts, de bâtiments. Ce travail, on le voit quotidiennement sous nos yeux. C'est celui dont on entend le plus souvent parler.

La profession d'ingénieurs compte une bonne douzaine de spécialités beaucoup moins connues que le génie civil. La forêt, le bio-médical, l'électricité (et l'électronique), l'aéronautique, la chimie, l'industrie manufacturière, la mécanique, l'informatique, l'environnement sont autant de secteurs qui ont des ingénieurs spécialisés. Ici dans la région, on en retrouve chez de nombreux manufacturiers. Ils développent de nouveaux produits, de nouvelles façons de faire. Ils intègrent des technologies, les raffinent, les transforment.

Essentiellement, le travail des ingénieurs est d'utiliser le savoir développé dans les laboratoires pour une application concrète, une application qui a souvent des retombées économiques importantes. Avec des connaissances sur la lumière et l'électricité, ils mettent au point un logiciel de météorologie. La science de la botanique conjuguée avec la mécanique et l'aérospatiale permet à l'agriculture industrielle d'atteindre la précision du jardinier du dimanche. Peindre une auto, c'est une chose. Peindre un train ou un avion, c'en est une autre qui commande des connaissances particulières. Ce sont là des exemples du travail de génie réalisés dans le Haut-Richelieu.



Les ingénieurs utilisent la connaissance scientifique pour des applications concrètes.

Dans ce numéro de Classe Affaires, on parle des ingénieurs, mais plus particulièrement des facettes méconnues du génie d'ici dans le Haut-Richelieu. Comme d'habitude, le cahier Classe Affaires propose, à la suite du thème, des articles sur différents sujets de l'actualité économique. ■

Ce matin...

Chez vous ou au bureau ?

Travaillez à distance, reliez vos bureaux en temps réel.







Faites comme Éric Denicourt, a.g.

ARPENTEURS - GÉOMÈTRES

Utilisez les solutions réseaux et de travail à distance ISMA Microsolutions et augmentez votre productivité. En effet Éric Denicourt a su faire appel à l'expertise de Monsieur Ismaël Morrissette et aux collaborateurs de ISMA Microsolutions pour lui permettre de relier son infrastructure principale d'Iberville avec son domicile et son bureau à Chambly. Maintenant, il peut compter sur des liens réseaux étendus pour permettre à ses employés de travailler directement sur des dossiers en temps réel. De plus, père de deux enfants, Éric peut maintenant concilier travail et famille en augmentant leur temps passé à travailler à la maison comme s'ils étaient au bureau.

ISMA Microsolutions utilise les technologies VPN IPSEC. VSAT et Terminal Serveur pour favoriser la communication de façon sécuritaire.

Parce que chaque entreprise est spéciale, chaque projet est différent, comptez sur un service personnalisé et très fiable qui assurera un suivi et ne vous laissera jamais tomber.

La réseautique, l'informatique et la réingénérie des processus d'affaires commencent chez vous grâce à ISMA MICROSOLUTIONS.

ISMA MICROSOLUTIONS

(450) 358-5096

10, rue Guillet, Saint-Jean-sur-Richelieu 1-866-358-5096

www.ismams.com

102711 3c39-gr

De la science à l'utile

Les ingénieurs passent de la théorie à la pratique

Claude Phaneuf

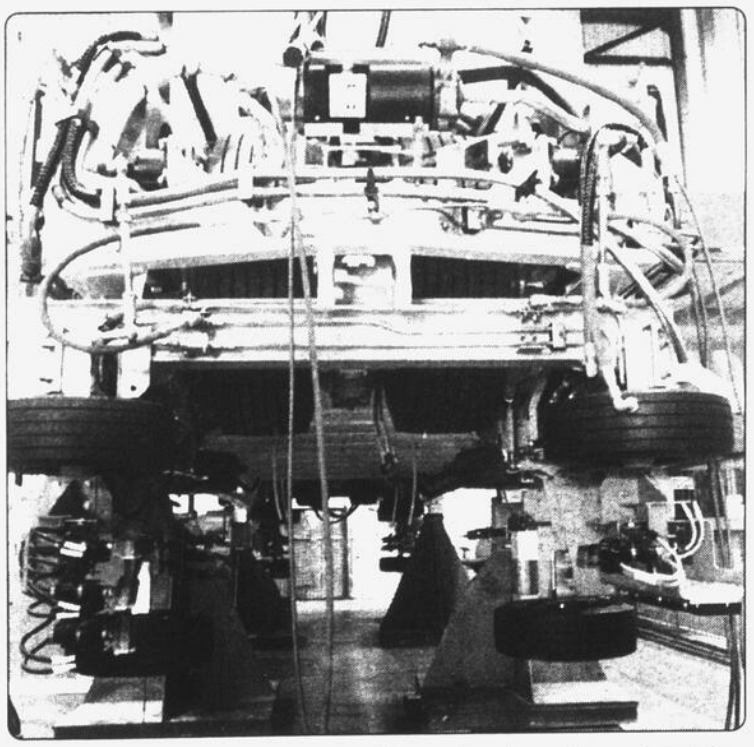
Passer de la théorie à la pratique, les ingénieurs y consacrent leur vie professionnelle. À l'origine, le mot ingénieur en ancien français signifiait «qui fabrique des engins». C'est vrai, mais encore. Ce sont les spécialistes des sciences appliquées. De l'électricité à l'éclairage, des propriétés des métaux à la fabrication d'outils, de la structure moléculaire du pétrole à son raffinage, les scientifiques créent les connaissances, les ingénieurs les appliquent.

Ce sont souvent eux qui imaginent les utilisations des nouvelles technologies. Par exemple, la localisation géographique par satellite (GPS) est une technologie relativement récente. Et voilà que des ingénieurs s'en servent pour prévoir la température ou dresser des cartes de rendement agricole.

Le Québec compte quelque 45 195 ingénieurs. C'est beaucoup lorsque comparé à d'autres professions : 3 148 notaires, 17 989 omnipraticiens et 19 289 avocats. La Montérégie, la région que l'Ordre des ingénieurs appelle «Plein Sud», en dénombre plus de 7 000 ce qui en fait la deuxième plus grande région d'ingénieurs, après Montréal. Par ailleurs, selon la plus récente enquête salariale (2001), le salaire annuel moyen de base d'un ingénieur est de 75 143 $.

Les mathématiques, la physique et la chimie constituent la base de leur formation et les prépareront vers l'une ou l'autre des domaines de spécialisation : alimentation, bâtiment, chimie, routes et infrastructures, électricité et électronique, agriculture, géologie, procédés industriels, informatique, métallurgie, mécanique, mines, physique, production automatisée.

Leur impact économique est incalculable, mais cette profession est reconnue pour rendre possible bien d'autres activités économiques, notamment pour l'entreprise manufacturière. Les ingénieurs sont présents dans tous les secteurs d'activités. Ils sont notamment nombreux dans les secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'électronique, les transports et les communications; ce qui ne peut que rassurer les économistes puisque ces domaines sont considérés comme des secteurs d'avenir, des incontournables des économies futures. ■



Les emplois d'ingénieurs sont nombreux dans les secteurs de pointe, notamment dans les transports.

Ingénieurs par secteur d'activités

Secteur public		
• Fédéral	1129	2.5%
• Provincial	3399	7.5%
• Municipal	871	1.9%
Secteur de la consultation		
• Génie-conseil	5886	13.0%
• Autres	751	1.7%
Secteur privé		
• Aéronautique / aérospatiale	5757	12.7%
• Produits électriques et électroniques	3523	7.8%
• Transport et matériel de transport	2928	6.5%
• Communications et services publics	2426	5.4%
• Métaux ferreux et non-ferreux	2100	4.6%
• Forêts, bois, pâtes et papier	1155	2.6%
• Machinerie et accessoires	1119	2.5%
• Pétrole et chimie	1019	2.2%
• Construction	849	1.9%
• Mines, carrières et puits	387	0.9%
• Aliments, brasseries et distilleries	250	0.5%
• Autres industries manufacturières	1184	2.6%
Secteur de l'éducation		
• Universités, collèges et commissions scolaires	1584	3.5%
Secteur des services		
• Services informatiques	1100	2.4%
• Laboratoires et services techniques	615	1.4%
• Finances et assurances	228	0.5%
• Autres services	272	0.6%
Études, retraites et autres	6663	14.8%
Total	**45,195**	**100%**

Source : Ordre des ingénieurs du Québec, Rapport annuel 2001-2002

classe 3-c39-c

MITEQ

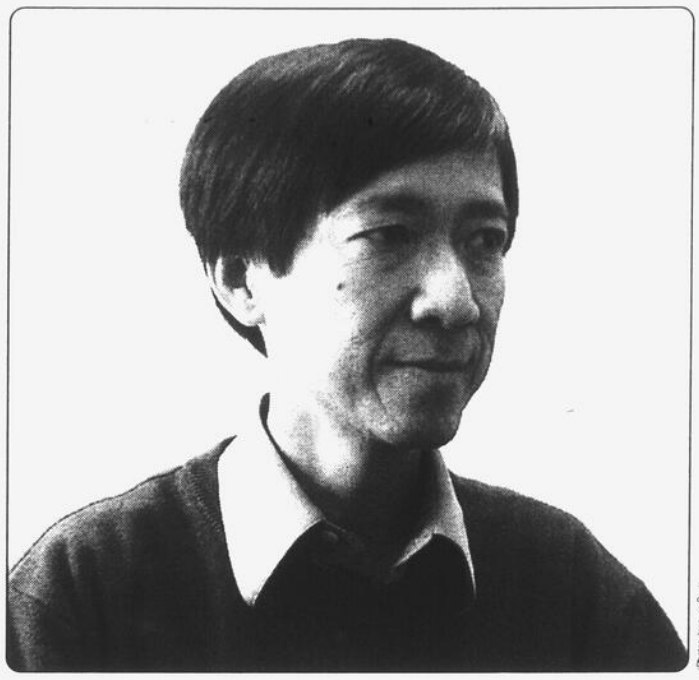
VOTRE BOUTIQUE POUR
LE PLEIN-AIR EN TOUTES SAISONS
chlorophylle
patagonia Royal Robbins
Tilley Endurables WOOLRICH
Miteq inc 558, boul. du Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu
349-0007
000349-3c39-r

DE LA SCIENCE À L'UTILE

Teknika, le génie des chambres à peinture

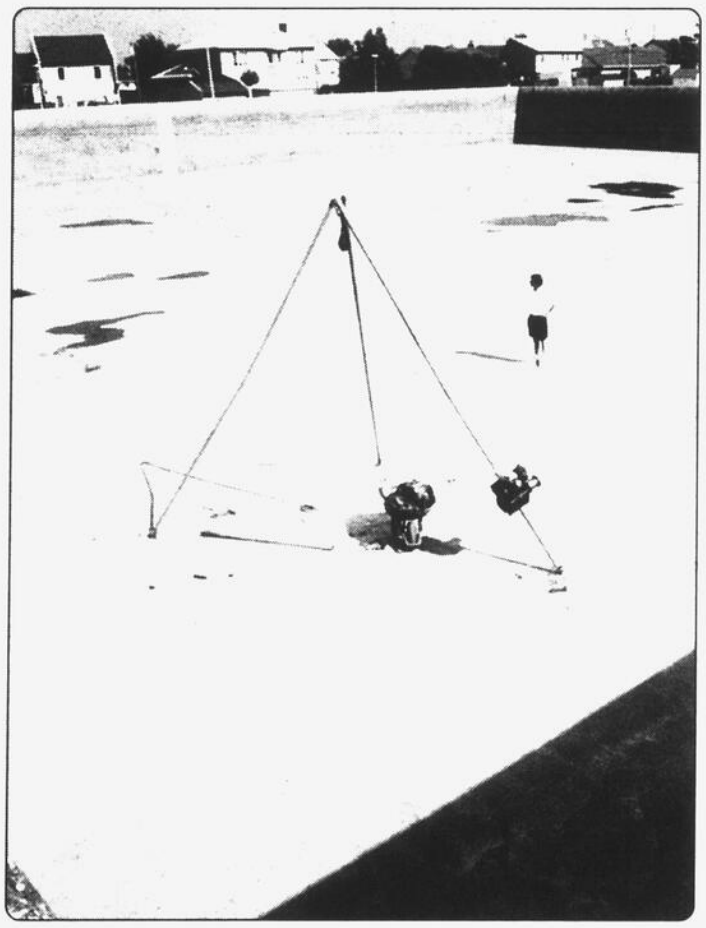
CLAUDE PHANEUF

Peinturer des véhicules, à une échelle industrielle, de façon efficace et sécuritaire, est un défi en soi. Teknika l'a relevé en concevant et construisant des chambres à peinture sur mesure pour ses clients. La peinture, appliquée au pistolet, peut représenter un risque pour la santé des travailleurs. Une application sécuritaire exige, d'une part, une bonne connaissance de la peinture et, d'autre part, un équipement de ventilation et de contrôle des éléments polluants.



(Photo: Jacques Paul)

Van Hiep Nguyen, l'expert recruté par Teknika.



Teknika fait aussi dans le génie civil. La Ville a recours à ses services dans le dossier du réservoir Landry.

Unique en Amérique du Nord, le savoir-faire développé par l'entreprise permet de respecter les normes de qualité d'air, tout en réduisant parfois de 20 % le volume d'air à faire circuler. Il en résulte une réduction de coûts pour les clients puisque l'air en question doit être humidifié et chauffé ou climatisé selon les saisons. L'entreprise a d'ailleurs recruté une sommité dans le domaine de la ventilation et de la qualité de l'air, l'ingénieur Van Hiep Nguyen, qui assure l'intégrité des procédés. Un bon nombre de grands clients ont eu recours aux services de Teknika dans ce domaine, nommément Bombardier pour la peinture d'avions et de trains, et Prévost, pour celle d'autocars. Les activités de recherche et développement à l'égard des chambres à peinture ont été concentrées à Saint-Jean dans leurs nouveaux locaux du Carrefour de la nouvelle économie, rue Richelieu.

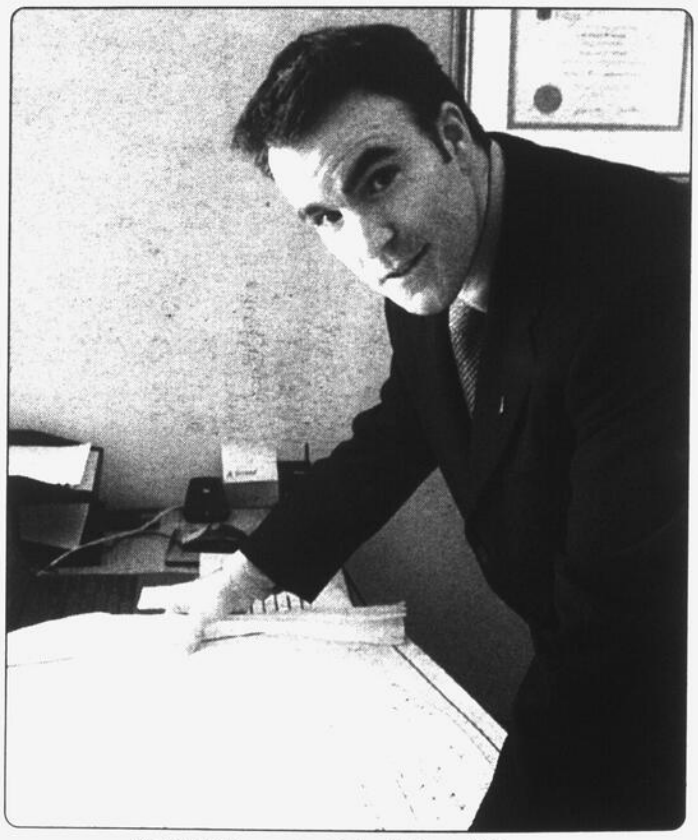
UNE PREMIÈRE

Formé en 1928, Teknika est la deuxième plus vieille entreprise d'ingénieurs au Québec, comptant en tout 270 employés, dont une dizaine au bureau régional de Saint-Jean. Ce dernier est en quelque sorte une première puisque, plutôt que d'être le produit d'une acquisition, il a été créé entièrement par le groupe.

Les chambres à peinture ne sont pas la seule expertise qu'on y offre. Marc Tremblay, vice-président aux opérations, affirme que le groupe a été impliqué dans plus de projets de traitement des eaux usées plus que tout autre. Pour sa part, Gabriel Bruneau, ingénieur-géologue et directeur régional, se spécialise dans tout ce qui a trait au sol. Il participe entre autres au projet de réhabilitation du réservoir d'eau potable Landry à Iberville, notamment pour analyser la capacité portante du sol. Les Laboratoires Shermont, filiale du groupe, sont aussi actifs dans la région. La filiale offre des services d'ingénierie géotechnique (sondages et forages), de contrôle qualitatif des matériaux (sol, béton asphalte) et diverses études d'impact environnemental.

Selon Marc Tremblay, l'avenir de Teknika se porte bien. Le groupe serait sur le point de signer un important contrat pour l'utilisation de leur technologie de chambre à peinture. Par ailleurs, les ingénieurs civils seront sans doute impliqués dans les projets de renouvellement du système routier, tandis que du côté de l'environnement, le dossier du lisier de porc procurera du travail à plus d'un ingénieur.

Chose certaine, une initiative telle que le Carrefour de la nouvelle économie a démontré sa capacité d'attirer ici des expertises d'avenir. ■



Gabriel Bruneau est ingénieur géologue.

Robert Paradis
Président-éditeur

Renel Bouchard
Directeur général

Charles Couture
Directeur général adjoint

Gilles Lévesque
Rédacteur en chef

Marc-O. Trépanier
Directeur de l'information

Michel Phaneuf
Gilles Bérubé
Louise Bédard
Isabelle Simard
Journalistes

Jacques Paul
Rémy Boily
Photographes

Gabrielle Agarla
Adjointe à la direction générale

Patrick Larivière
Coordonnateur

Denis Jolin
Sylvie Leblanc
Michel Turgeon
Manon Lavigne
Nancy Leclerc
Francis Benoit
Conseillers publicitaires

Hebdos Sélect
Publicité nationale

Rose Audette-Lemonde
Directrice de la production

Christian Marleau
Directeur de la distribution

Roger Trahan
Contrôleur

Suzette Vincent
Directrice administrative

Imprimé par :
Quebecor World Saint-Jean

Classe affaires

Une publication du:

Le Canada Français

84, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6X8
Téléphone : (450) 347-0323

Toute reproduction des annonces ou information, en tout ou en partie de façon intégrale ou déguisée, est formellement interdite sans la permission écrite de l'éditeur.

073180-2225-r

De la science à l'utile

S-Jean PhotoChimie: la finesse de la chimie

Claude Phaneuf

Il y a de bonnes chances que l'ordinateur que vous avez utilisé dernièrement contienne quelques molécules qui ont été de passage chez Saint-Jean Photochimie. Pour comprendre, examinons d'abord la fabrication des puces électroniques. Étonnamment, le procédé est apparenté à l'imprimerie et se nomme microlithographie. C'est un domaine où les choses se discutent en nanomètre, une unité d'ailleurs utilisée dans la mesure des ondes de lumière. C'est tellement petit qu'on a peine à se l'imaginer, mais, si vous voulez tenter l'expérience, examinez la longueur d'un millimètre sur une règle et divisez par un million !

La fabrication des puces donc. Une plaque de silicium est recouverte d'un composé, sur lequel se superpose le patron du circuit que l'on veut imprimer. Le tout est exposé à une source de lumière et du coup certaines parties se solidifient sous son effet. Voilà une première couche du circuit qui pourra en compter entre quinze et trente pour compléter la puce. Le résultat est un nombre incalculable de circuits sur un tout petit espace tridimensionnel: la puce.

Saint-Jean Photochimie confectionne la matière photosensible, le photorésistant, qui est un des ingrédients des recettes secrètes des composés. Aucune autre entreprise canadienne n'en fabrique. Elle offre d'ailleurs une gamme de photorésistants de divers degrés de photosensibilité. Notons qu'un des défis de fabrication est d'éliminer toute présence de métal dans les produits, métal qui aurait pour effet de créer des courts-circuits. La tolérance au métal se chiffre à moins de cent parties par milliard.

Du labo à la production

Les photorésistants sont élaborés au laboratoire qui représente d'ailleurs vingt pour cent des emplois de l'entreprise. C'est une fois le travail des chimistes complété qu'entrent en jeu les ingénieures-chimistes Martine Charette et Catherine Cauchon. (Pour une raison inconnue, le génie chimique semble attirer plus de femmes que les autres spécialités, mais passons). Leur défi est de définir les procédés capables de reproduire à grande échelle les formules concoctées par le laboratoire. On retrouve dans leur cuisine, pour ainsi dire, des cuves émaillées de 10 à 3000 gallons, des agitateurs, des contrôles de température, etc., et des locaux de travail ultra propres. De plus, la préoccupation omniprésente à l'égard du métal exige que les équipements soient en plastique ou en antiadhésif. Leur travail se résume à développer les nouveaux produits, améliorer la fabrication des produits existants et surveiller l'évolution des équipements.

Une filiale de PCAS

Saint-Jean Photochimie, qui fabrique de plus des colorants utilisés en art graphique, est une filiale à part entière de la société française PCAS (Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse) depuis 1993. Elle emploie une cinquantaine d'employés. Certes, la crise économique qui a secoué l'industrie électronique a été difficile puisque son chiffre d'affaires a affiché un recul de 20 % en 2001. Cependant, selon Didier Schneider, directeur général, l'entreprise entrevoit avec optimisme l'avenir. Le déstockage des fabricants de mémoire et de microprocesseurs arrive à terme et les achats reprennent. Par ailleurs, la rationalisation de l'industrie de la photographie a fait en sorte que bon nombre d'entreprises ont externalisé des processus de production, ce qui devrait créer des occasions d'affaires.

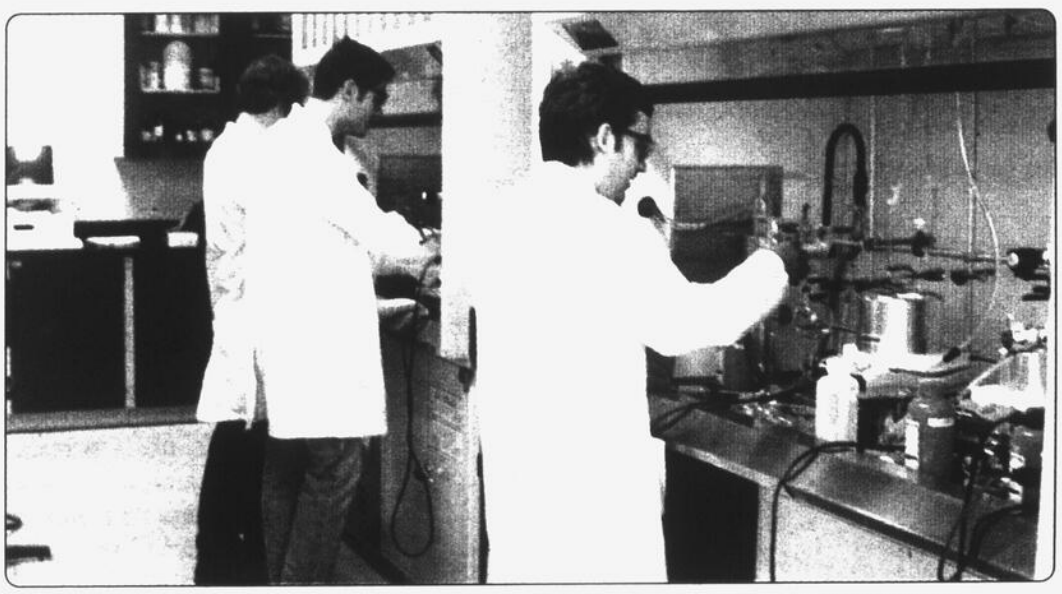
Saint-Jean Photochimie compte bien profiter de la reprise de l'industrie électronique. L'entreprise compte identifier de nouvelles utilisations, les écrans plats par exemple, et ainsi que diversifier son offre de produits. De plus, les nouvelles technologies en art graphique et l'émergence d'une nouvelle génération de photorésistants représentent aussi une voie d'avenir.

Chose certaine, quelle que soit l'évolution du marché, il faudra des ingénieures-chimistes pour passer du labo au produit final. ■



(Photo: Jacques Paul)

Martine Charette, ingénieure-chimiste chez St-Jean PhotoChimie.



Les ingénieurs développent les applications du savoir acquis dans les laboratoires.

Inclonable.
Golf CL 2003 À partir de 17 950 $*
• Freins à disque aux quatre roues avec ABS
• Quatre coussins gonflables
• Siège inclinable à hauteur réglable côté conducteur
• Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
• Garantie pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km
Pour en savoir davantage sur ce qui rend la Golf si unique, rendez-vous au vw.ca
Êtes-vous fait pour Volkswagen?
Haut-Richelieu Volkswagen

Remise de 750$ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent.
*L'offre s'applique à une Golf CL 2003 de base, 5 vitesses, neuve. Transport, préparation, droits sur les pneus neufs, taxes, immatriculation et assurances en sus. Taxe d'accise de 100$ sur climatiseur offert en option. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Offre valable chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre.
370, rue Berthier, Saint-Jean-sur-Richelieu
359-4222
www.hrvolks.com
1096511-3c39-b

DE LA SCIENCE À L'UTILE

16% DES NOUVELLES INSCRIPTIONS À L'ORDRE DES INGÉNIEURS

Contrairement à d'autres professions les femmes sont peu présentes dans le génie

CLAUDE PHANEUF

Les femmes ne composent que 10 % de la population d'ingénieurs du Québec. À titre de comparaison, les femmes représentent 33 % des omnipraticiens et 42 % des avocats. Mais il s'agit néanmoins d'une proportion croissante. Aujourd'hui, chez les jeunes ingénieurs de moins de trente ans, les femmes représentent près de 20 % du groupe d'âge, ce qui est dix fois plus que la proportion de femmes à l'intérieur du groupe d'âge 50 à 59 ans. C'est une croissance appréciable pour une période de vingt à trente ans. Mais est-ce que la tendance se maintiendra ? Parmi les 2151 nouvelles inscriptions à l'Ordre des ingénieurs, 16 % sont des femmes.

Selon un sondage mené en 2000 et publié dans la revue Plan d'août-septembre 2002, 89 % des femmes ingénieures occupent un emploi, dont 56 % dans le secteur privé, 20 % dans les secteurs publics et parapublics et 20 % en pratique privée. Par ailleurs, 83 % vivent avec un conjoint et 51 % ont des enfants de moins de 12 ans.

D'une façon générale, les femmes ingénieures sont satisfaites de leur emploi à 73 %, mais ce taux varie selon qu'elles travaillent dans les secteurs publics et parapublics (68 %) ou dans le secteur privé (76 %). Les plus satisfaites seraient celles qui oeuvrent en recherche et en enseignement ou qui en sont à leur deuxième emploi.

Il existe cependant des indications voulant que plus elles ont occupé d'emplois, plus elles risquent d'être insatisfaites. Peut-être s'agirait-il du phénomène du «plafond de verre», c'est-à-dire que malgré les années d'expérience qui s'accumulent, elles accèdent peu aux postes supérieurs de direction, d'où un sentiment d'exclusion.

Selon Diane Bégin, ingénieure électrique et directrice du Comité des femmes ingénieures de la région Plein sud, il importe que les femmes ingénieures forment un réseau afin de mettre en commun leurs expériences et leur réflexion. C'est ce qu'elle tente de faire auprès des 500 femmes ingénieures de la région en organisant conférences et activités sociales. Leur nouveau site internet www.legenial.qc.ca pourrait aussi être mis à contribution à cet égard et même créer des échanges avec les femmes ingénieures des autres régions du Québec. ■

Ingénieures et Ingénieurs par groupes d'âge

	Femmes		Hommes	
29 ans et moins	1147	25.6%	4763	11.7%
30 à 39 ans	2437	54.4%	12854	31.6%
40 à 49 ans	705	15.7%	11003	27.0%
50 à 59 ans	166	3.7%	6727	16.5%
60 ans et plus	25	0.6%	5368	13.2%
Total	**4480**	**100%**	**40715**	**100%**

Source : Ordre des Ingénieurs du Québec, Rapport annuel 2001-2002

Labrie 3 c39 s



(Photo : Jacques Paul)

Chantal Boudreau, ingénieure à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les femmes sont encore en minorité dans le génie.



M. Gilles Dolbec

Mot du maire

Je suis heureux de participer à cette édition du journal Classe Affaires qui porte sur les professionnels.

À titre de gestionnaire municipal, nous travaillons quotidiennement avec les ingénieurs, les arpenteurs-géomètres, les urbanistes, les avocats, les notaires, les évaluateurs et les comptables. Nous sommes donc témoins de l'importance de nos professionnels dans le développement de notre municipalité.

La nouvelle ville de Saint-Jean-sur-Richelieu connaît actuellement un essor remarquable et il est important d'être bien guidé dans nos démarches. Comme élu, nous prenons régulièrement le pouls de nos citoyens et nous connaissons leurs attentes mais, nous ne sommes pas des experts dans tous les domaines. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de nos professionnels pour faire les bons choix.

Que ce soit pour des travaux majeurs dans notre municipalité, le développement d'un nouveau quartier résidentiel, l'aménagement d'une nouvelle zone commerciale, des services-conseils sur la gestion du personnel ou la vérification des finances de la ville, nos professionnels sont toujours à l'avant-garde et leur travail est indispensable.

Je profite donc de cette édition du journal Classe Affaires pour souligner l'excellent travail de nos professionnels.

Le maire,
Gilles Dolbec

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

108240 3c39 f

De la science à l'utile

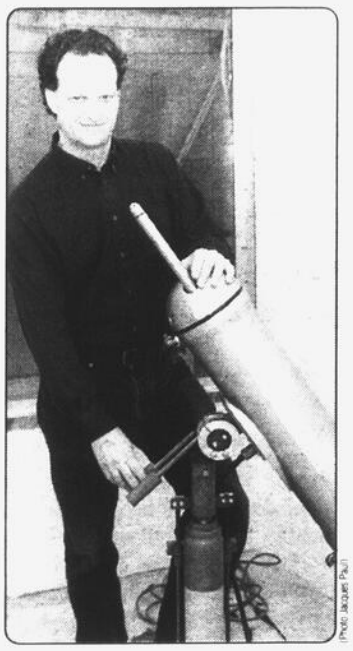
Génie rural

Les satellites prennent le champ

Claude Phaneuf

L'agriculture de précision est un domaine d'avenir, soutient Bernard Panneton, ingénieur chercheur rural et un des chefs de projet du Centre de Recherche et de Développement en Horticulture (CRDH) d'Agriculture Canada. Dans un futur pas trop lointain, les producteurs de légumes et de fruits disposeront de moyens rendant possible la microgestion des terres agricoles. Par exemple, l'épandage d'herbicides pourrait se faire sur des parcelles choisies plutôt qu'à la grandeur du champ.

Il est bien connu que les caractéristiques du sol, son relief, ses parasites et ses mauvaises herbes varient d'une parcelle à l'autre du même terrain. Pourtant, les traitements se décident et se réalisent de façon uniforme sur l'ensemble du terrain. L'utilisation des nouvelles technologies, en particulier la localisation géographique par satellite (GPS) et la micro-informatique, permettra une gestion mieux adaptée aux variations du terrain et un usage réduit de produits tel que les engrais, les pesticides, etc. Le tout s'appuie sur la possibilité de créer des cartes de rendement agricole en combinant des informations captées au sol avec le positionnement obtenu par GPS. Ainsi, le producteur, grâce à sa carte de rendement, pourra optimiser sa récolte tout en minimisant l'impact sur l'environnement.



Bernard Panneton, ingénieur rural au Centre de recherche d'Agriculture Canada.

Le défi de l'ingénieur, comme toujours, est de passer de la théorie à la pratique. Par exemple, si l'indicateur de rendement est le poids des pommes de terre, il faudra trouver une façon d'intégrer au convoyeur de récolte un capteur qui les pèsera. Pas évident de monter une peseuse sur une machinerie agricole continuellement secouée. Par la suite, l'information doit être envoyée à un ordinateur, qu'on devra protéger des intempéries et de la poussière, avant d'être combinée aux données GPS. Bernard Panneton et son équipe du CRDH ont participé de façon importante au développement du capteur et de l'interface électronique de ce type de projet.

Les différentes mesures prises au sol que l'on peut associer au positionnement géographique se multiplient. Le relief, parce qu'il détermine le ruissellement des eaux et le drainage, est un facteur important. Bernard Panneton a aussi travaillé au développement d'un système permettant de le mesurer de façon très précise grâce à l'utilisation combinée du laser et du GPS.

La protection des plantes

L'utilisation d'insecticides et de fongicides constitue une source d'inquiétude pour bien des consommateurs. Les ingénieurs ruraux sont donc appelés à trouver des façons d'améliorer cette utilisation. Ils peuvent intervenir sur les méthodes d'épandage et sur le type de pesticide utilisé.

Bernard Panneton a travaillé au développement de RÉCUPAIR, un système breveté de pulvérisation de verger. Typiquement, lorsqu'un arbre fruitier est pulvérisé, de milliers de gouttelettes se retrouvent inutilement dans les airs ou au sol. Par un système de soufflerie et la présence d'un écran placé à l'arrière de l'arbre, RÉCUPAIR récupère une bonne partie de l'excédent.

Il a aussi analysé des méthodes d'application de pesticide d'origine naturelle. La bactérie, appelée affectueusement bacillus thuringiensis, a la caractéristique de pondre ses œufs dans les œufs d'insectes ravageurs. Elle est d'ailleurs le seul pesticide d'origine naturelle utilisé au Québec. Le défi d'ingénierie à cet égard est de trouver une façon de l'introduire sur une grande surface sans trop de chocs mécaniques. Les pauvres petites bestioles n'apprécieraient guère se faire tirer d'un canon, par exemple.

La recherche agricole et l'économie

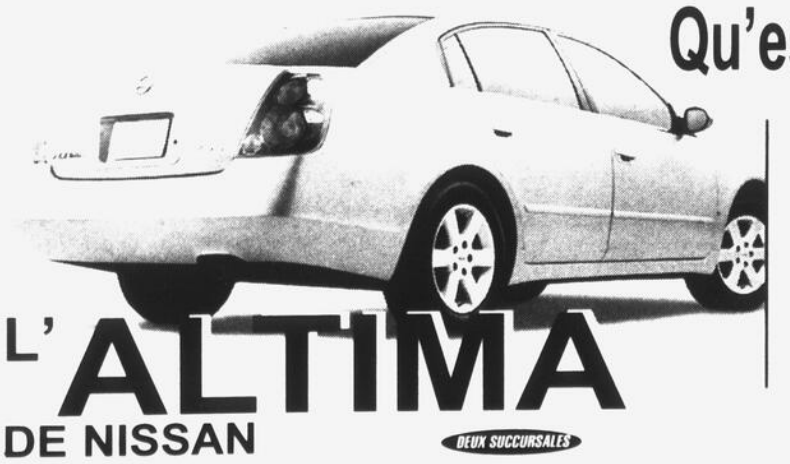
La recherche agricole stimule l'économie de bien des façons. La création et l'utilisation de nouvelles connaissances, dans la mesure où elles améliorent le rendement sans endommager l'environnement, constituent des avantages compétitifs sur des marchés inévitablement globaux. Insistons sur la nécessité de toujours protéger l'environnement. Un reportage télé récent affirmait qu'il n'y a plus une seule grenouille en Montérégie, ce qui en soi serait scandaleux. Par ailleurs, protéger l'environnement est une façon d'épargner les éventuels coûts de nettoyage qui, trop souvent, sont défrayés par nous tous les contribuables.

Les retombées économiques de la recherche agricole sont d'autant plus importantes lorsqu'elles ont en plus un effet d'entraînement sur les industries connexes, comme celui de la machinerie agricole par exemple. Le CRDH démontre clairement sa volonté de faire participer à ses recherches l'entreprise privée et c'est tant mieux.

La région de Saint-Jean se prête très bien à l'agriculture avec une saison de croissance d'environ 200 jours et des périodes sans gel moyennes de 133 jours. D'ailleurs, on y cultive la terre depuis l'arrivée des premiers colons. Par surprenant que le CRDH s'y soit installé depuis 1962 puisqu'elle constitue un environnement idéal pour la recherche appliquée en production et en protection des cultures fruitières et maraîchères. Et ça aussi, c'est tant mieux. ■



Le système Recupair permet de réduire la dispersion des pesticides dans l'environnement.



Qu'est-ce qui est «hot» même à -40°C ?

L'ALTIMA DE NISSAN

DEUX SUCCURSALES

COUPAL et BRASSARD AUTO inc.

500, boul. De Périgny, Chambly (450) 658-3443 (514) 856-0030

127, route 104, Iberville (514) 658-7793 (450) 347-5593

Location à partir de 319$/mois*

Comptant initial de 2 995$
Transport et préparation inclus !

• Transmission automatique • Radio AM/FM/CD 100 watts • Siège du conducteur à 8 réglages • Freins à disque aux 4 roues • Moteur 2,5 L de 175 chevaux • Climatiseur • Dossier arrière rabattable 60/40 • Pneus toutes saisons de 16 po • Système antidémarrage • Et beaucoup plus !

*Location de 48 mois pour l'Altima 2.5S 2003 (T4RG73 AEOO). Acompte ou échange équivalent de 2 995$. Limite de 24 000 km par année avec 10¢/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel, (toutes taxes incluses) requis à la livraison. **Assistance routière 24 h.** Taxes, immatriculation, assurance, frais d'enregistrement RDPRM, obligation sur pneu neuf et frais

NISSAN

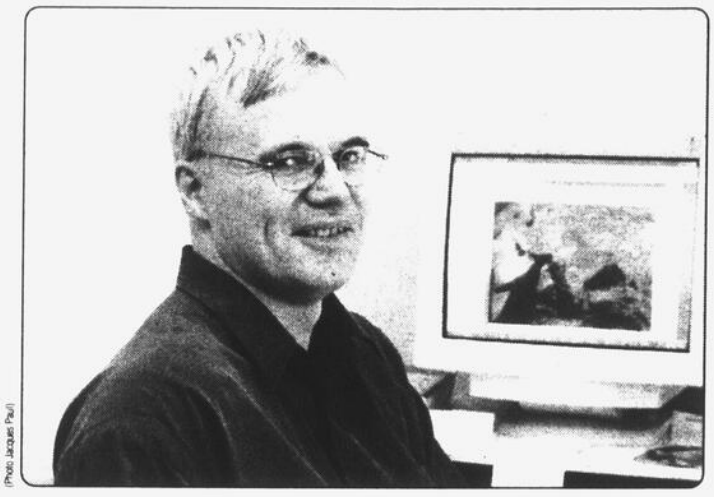
109650-3c39-bm

DE LA SCIENCE À L'UTILE

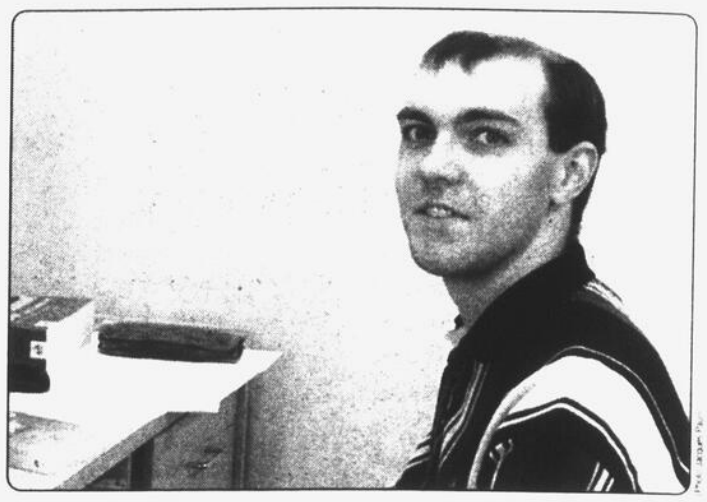
Sepia voit les choses de haut

CLAUDE PHANEUF

Les images que traite Systèmes Scientifiques Sepia peuvent prévoir quel temps il fera ou encore identifier quelles espèces d'arbres se retrouvent dans une région donnée. Une image vaut mille mots dit l'adage. Il faudra probablement revoir à la hausse cette estimation. À titre d'exemple, prenons un travail réalisé récemment pour le gouvernement indien.



Christian Roberge est ingénieur en électricité. Détenteur d'un doctorat, il s'intéresse particulièrement à la lumière et à l'image.



Jean-Yves Galipeau, ingénieur en informatique, doit rendre les données satellitaires intelligibles pour l'utilisateur de l'ordinateur.

À quelque 40 000 kilomètres au-dessus de l'Inde flotte un satellite qui porte le joli nom de INSAT-2E. Il est géostationnaire, donc il demeure en permanence au-dessus de ce pays en suivant la rotation de la Terre. À bord se trouvent différents capteurs mesurant la lumière visible, les ondes infrarouges et même les vapeurs d'eau. À partir de ces informations, il est possible de connaître la température de l'Himalaya et prédire une possible fonte des neiges, ou celle à la surface de l'Océan Indien et prévoir si les conditions sont propices au développement d'ouragans.

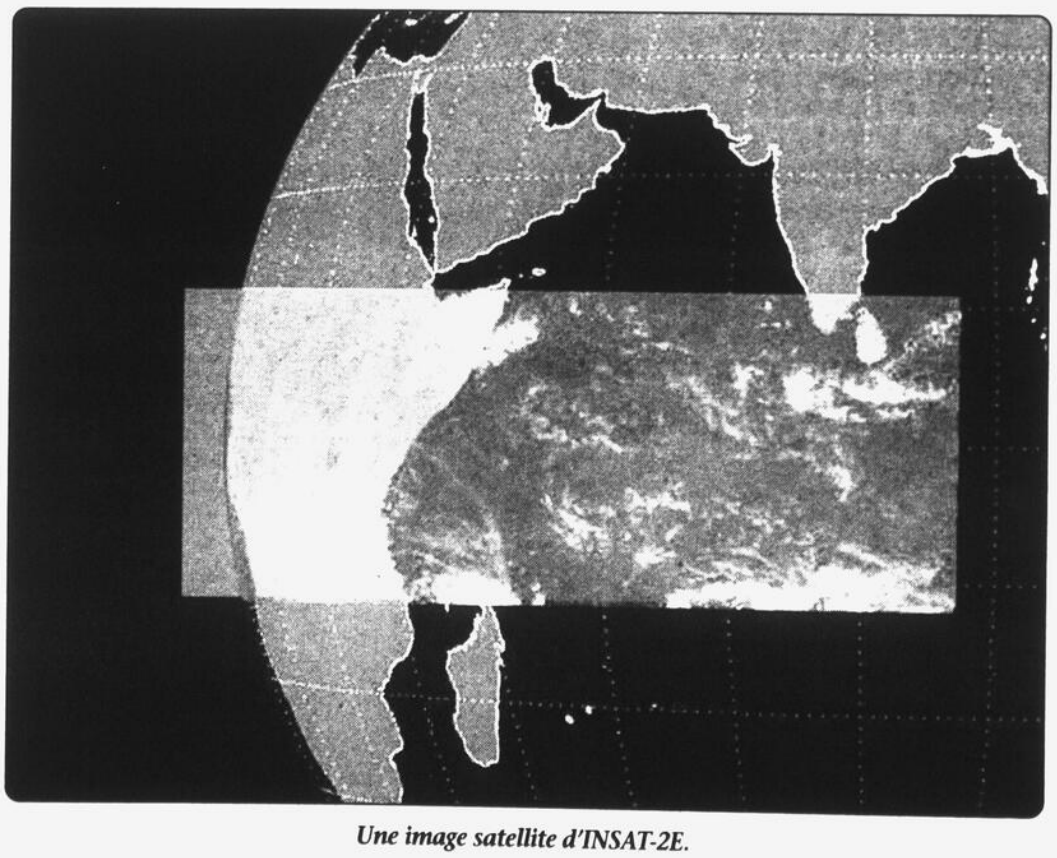
Simple ? Mais pas du tout. À cause de l'environnement spatial, le satellite vibre et sa course est instable. La tâche devient comparable à regarder à travers des jumelles, debout sur des échasses. Si l'on ajoute que le plus petit point des «photos» ainsi prises - une image satellite peut contenir plusieurs millions de ces petits points appelés «pixel» - peut représenter un kilomètre carré de planète, on se rend mieux compte des possibilités d'erreur. Le moindre tremblement peut déplacer la prise vue à des kilomètres plus loin. Ce n'est pas tout. Une partie de la lumière peut avoir réfléchi sur le satellite avant d'entrer dans le capteur, créant ainsi des distorsions additionnelles.

Bref, pour toutes sortes de raisons, il faut constamment corriger les données capturées, en plus de les calibrer de façon à ce qu'elles demeurent proportionnelles entre elles une fois superposées. Seulement une fois corrigées et calibrées, peuvent-elles servir à indiquer la température à la surface du sol ou de l'eau, ou autres données météorologiques. Dans le cas de INSAT-2E, les données peuvent même révéler la force et la direction des vents, de quoi à faire des envieux chez Environnement Canada.

UN LANGAGE MACHINE EN IMAGES

À l'aide d'une dizaine d'employées, Sepia est l'une des trois seules entreprises au monde capables de corriger, calibrer et traiter des images satellites, selon Christian Roberge, ingénieur électrique. Créée à Saint-Jean en 1992 par des anciens du collège militaire, dont l'informaticien Mike Schmidt, l'entreprise réalise ces prouesses grâce à un logiciel développé à l'interne, l'*Image Machine Language*. Celui-ci a été constitué à partir de différents langages informatiques, notamment le *Scheme*, emprunté au domaine de l'intelligence artificielle. Sepia a aussi élaboré *Picea*, un logiciel de classification d'images de forêts qui analyse la taille et les espèces d'arbres et facilite la gestion forestière.

Ce qui semble fasciner Christian Roberge, qui détient d'ailleurs un doctorat en la matière, est que les grandes théories en traitement d'images sont difficiles. Par exemple, en traitement de la voix, si une distorsion apparaît au cours d'une conversation téléphonique, elle peut être identifiée et éliminée de la conversation parce que c'est un signal qui se superpose. En traitement de l'image, les distorsions se substituent au signal. Éliminer une distorsion qui apparaît sur une photo ne fait pas réapparaître les éléments qui étaient derrières au moment où elle a été prise. Le travail nécessite beaucoup d'expérimentation et une bonne dose d'intuition. De plus, sur Terre du moins, lorsque nous prenons une photo, nous avons le bénéfice de pouvoir la comparer à ce que nos yeux ont vu.



Une image satellite d'INSAT-2E.

SUR L'ÉCRAN DU CLIENT

Un flot continuel de millions de données lumineuses sont maintenant capturées corrigées, calibrées et analysées, mais comment faire apparaître le tout sur l'écran du client. Ce sera en bonne partie le travail d'un autre ingénieur, spécialiste de l'informatique. Chez Sepia, l'ingénieur stagiaire en informatique, Jean-Yves Galipeau, contribuera à rendre toute l'information intelligible et utile au client. Il s'agit du design de l'interface graphique avec ses fonctionnalités et toute la programmation et la documentation nécessaires. L'interface graphique - les différents écrans et leurs boutons pour ainsi dire -, c'est le bout que le client voit de ses yeux et avec lequel il peut juger de l'ensemble du travail. Précieux travail.

UN AVENIR PROMETTEUR

Pour Christian Roberge, le traitement d'image est un domaine d'avenir parce que les utilisations se multiplient. Par exemple, il pourrait être possible d'identifier des mines de diamants à partir de photos satellites puisqu'elles se trouvent souvent à proximité d'anciennes cheminées de volcan, visibles de bien des façons depuis là-haut. Par ailleurs, les moyens techniques devenant de plus en plus à la portée des entreprises, les applications forestières pourront s'accroître.

Regarder le ciel n'est plus pareil puisque le ciel regarde la Terre aussi. ■

RBI INTERNATIONAL

RBI Experts-Conseils Inc.

RBI Experts-Conseils : du génie civil en passant par l'assainissement des eaux

Depuis sa création en 1979, la firme d'ingénierie RBI Experts-Conseils a su se tailler une place de marque, particulièrement dans la région du Haut-Richelieu, mais aussi à travers la province, et même à l'étranger. À Saint-Jean-sur-Richelieu, l'entreprise a laissé sa marque à bien des endroits, que ce soit avec des projets d'infrastructures urbaines, de transport, de bâtiments ou en environnement.

Derrière le succès de cette entreprise, on retrouve Réal Boucher, ingénieur senior principal et fondateur de la firme. " Au tout début, en 1979, nous n'étions qu'un : j'étais l'homme à tout faire de mon entreprise", se remémore Réal Boucher, qui se consacrait à sa nouvelle compagnie les soirs et les fins de semaine. Pendant cette période, où il forge son expérience au sein de la Communauté urbaine de Montréal, Réal Boucher décide simultanément de se lancer en affaires et de bâtir sa propre clientèle dans la région sous le nom Réal Boucher ingénieur-conseil. Quatre ans plus tard, il décide de faire le grand saut pour s'y vouer à plein temps. Puis, en 1988, au moment où il acquiert La Société générale des eaux Sogédeaux, l'entrepreneur rebaptise sa firme le Groupe Réal Boucher inc., lui permettant du coup de mettre son expertise à profit dans le domaine des ressources hydriques. Finalement, c'est en 1993 que la firme RBI Experts-Conseils adopte l'appellation telle qu'on la connaît aujourd'hui. L'année suivante, M. Boucher partage son entreprise avec des associés dont M. Éric C. Genest, ingénieur, déjà à l'emploi de la firme depuis plusieurs années.

Constamment motivée par le souci du détail, la firme RBI Experts-Conseils sait offrir à chacun de ses clients des services adaptés selon une approche personnalisée. Tout au long du projet, RBI Experts-Conseils tient un rôle de premier plan dans le développement des programmes, la présentation des concepts, l'évaluation des coûts, les dessins d'exécution, la préparation des soumissions, l'octroi et l'administration des contrats, la supervision des chantiers, et ce, jusqu'à l'inauguration du produit final.



TRANSPORT
TRANSPORT & TERRASSEMENT
B FREGEAU & FILS INC
ST-ALEXANDRE, CTÉ IBERVILLE
346-3487



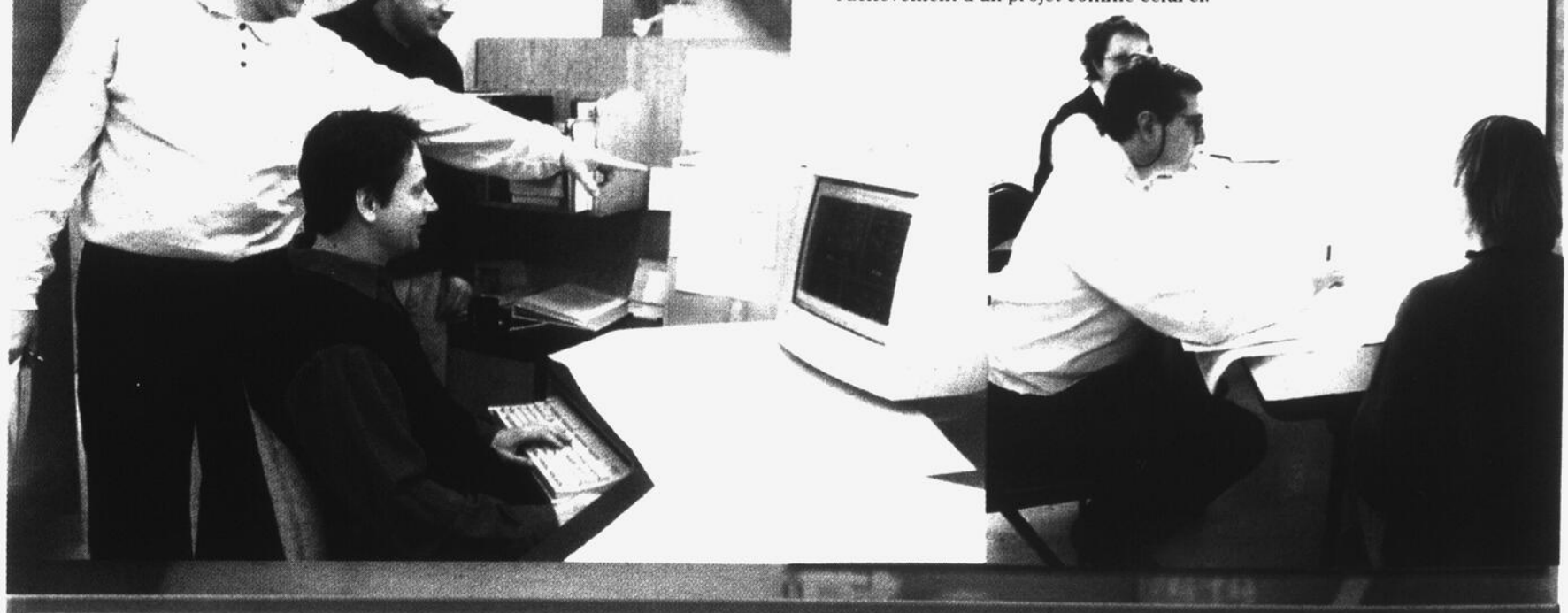
Des projets intégrés au milieu de vie des Johannais

Au cours de ses 23 années d'existence, la firme de Réal Boucher s'est impliquée dans plusieurs projets de construction résidentielle, commerciale, industrielle, institutionnelle, municipale, ainsi qu'à des programmes d'infrastructures routières. Concrètement, cela signifie la construction, la réfection ou l'agrandissement de plusieurs bâtiments à Saint-Jean-sur-Richelieu, comme le pavillon Dextraze, l'École professionnelle des métiers, la piscine du complexe Claude-Raymond, et le Centre des aînés johannais.

Ce dernier est d'ailleurs considéré par Réal Boucher comme un des joyaux du bâtiment dans la région, notamment pour le côté très enrichissant que ce projet a suscité. En effet, RBI Experts-Conseils a bénéficié d'une grande latitude d'action et d'une très bonne collaboration avec le donneur de mandat. " Lorsque nous avons entamé ce projet d'envergure avec la municipalité, nous avions de grandes attentes face à la conception et au design du bâtiment ", se rappelle Réal Boucher. " Bien sûr, nous devions d'abord et avant tout tenir compte du type de clientèle qui logerait dans cet édifice : nos aînés. Nous avons donc mis l'accent sur leur confort en installant notamment un système de climatisation, de chauffage et de ventilation assez complexe, mais tout à fait adapté aux besoins. "

La place Héritage au 100, rue Richelieu comporte aussi son lot de fierté pour Réal Boucher. Car dans ce cas, il s'agissait tout de même d'un défi intéressant : celui de raccorder trois bâtiments indépendants. La solution? Une série de corridors reliant chacundes bâtiments, intégrée à une nouvelle façade de style art déco, pourvue d'un système de colonnes bien découpées faites de matériaux nobles. On entend par cette distinction les matériaux qui traverseront bien le temps, un critère certes primordial pour l'achèvement d'un projet comme celui-ci.





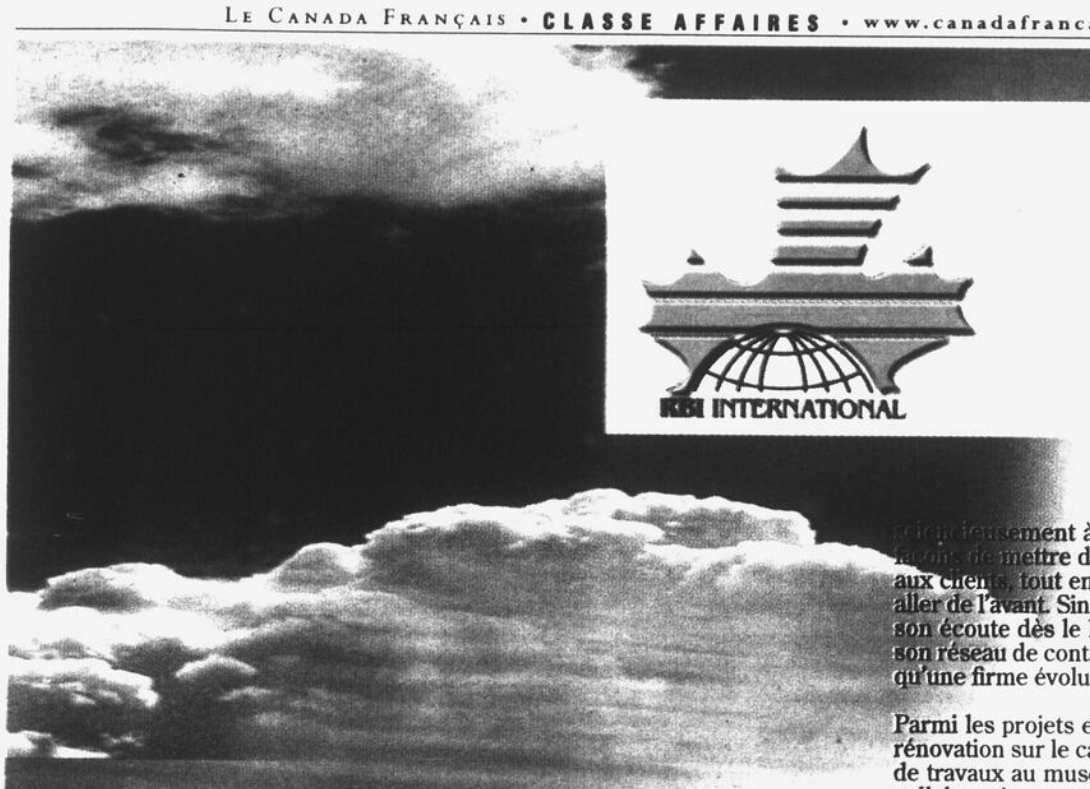
CARRIERE BERNIER LTÉE

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
ASPHALTE • BÉTON • PIERRE

Une relation d'affaires solide comme le roc

25, Petit Bernier, C.P. 548
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 545-2000
carriere@carrirebernier.com

108254_3c39_h



RBI INTERNATIONAL

RBI Experts-Conseils Inc.

L'environnement en milieu urbain : un autre champ d'expertise

Au cours des années 1980, la question de l'assainissement des eaux reflète une réelle préoccupation de la part du gouvernement provincial. Avant que celui-ci ne décide d'octroyer les fonds nécessaires pour améliorer les systèmes municipaux de collecte des eaux pluviales et usées, les canalisations de la plupart des villes du Québec se déversaient dans le cours d'eau le plus près.

À l'époque où ce fut au tour de Saint-Jean-sur-Richelieu à revoir son système de collecte des eaux, Réal Boucher connaissait déjà très bien le dossier. Alors qu'il était au service de la Communauté urbaine de Montréal, le principal dossier qu'il avait à gérer s'avérait justement celui sur l'assainissement des eaux. Évidemment, Réal Boucher a repris le dossier pour sa région natale et vient à peine d'en fermer les livres. Grâce au dossier d'assainissement des eaux, RBI Experts-Conseils a connu sa plus forte croissance de personnel, avec à son bord près de 30 employés, " ce qui était assez respectable pour un bureau d'ingénieurs en périphérie de Montréal ", ajoute M. Boucher.

En 2003, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu possède désormais un système moderne de gestion de ses eaux usées. Ainsi, pourrait-on aller jusqu'à dire que le Richelieu peut à nouveau accueillir ses baigneurs? Loin de là, comme l'affirme Réal Boucher, qui a pourtant profité de ce cours d'eau pendant toute sa jeunesse lors des chaudes journées d'été.

Un rayonnement à l'extérieur des frontières du Québec

Pour l'entreprise de Saint-Jean-sur-Richelieu, la grande majorité de son chiffre d'affaires, soit environ 90 %, provient de réalisations à travers le Québec. De ce nombre, les trois quarts des projets de RBI Experts-Conseils se retrouvent dans la région immédiate du Haut-Richelieu. En outre, 10 % de la totalité des projets sont développés outre-mer.

Il y a maintenant 11 ans, RBI Experts-Conseils entamait un nouveau créneau international avec un projet à Cavity City, aux Philippines, à une cinquantaine de kilomètres de Manille. Quelques années plus tard, Réal Boucher et son équipe signait une entente pour fin d'études seulement à Montevideo, en Uruguay. Le dernier projet, toujours en cours, implique la ville d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, plus particulièrement dans la commune de Treichville, " soit la plus pauvre de la métropole, où 150 000 habitants cohabitent à proximité d'un port, explique Réal Boucher. Inutile de dire que la gestion des déchets là-bas est primordiale. " Toutefois, le projet demeure en statu quo d'ici la fin des hostilités qui règnent dans le pays.

L'année qui s'amorce chez RBI Experts-Conseils s'annonce semblable aux précédentes, soit très bien remplie. Il faut dire que Réal Boucher travaille con[illegible]ieusement à la garnison de son carnet de commandes : " Il y a deux façons de mettre des projets en branle. On peut d'abord proposer des projets aux clients, tout en connaissant déjà leurs besoins, ce qui les incite souvent à aller de l'avant. Sinon, lorsque le client, un soir, a une idée, nous devons être à son écoute dès le lendemain matin. " C'est pourquoi M. Boucher entretient son réseau de contacts. Car " ce n'est pas en attendant que le téléphone sonne qu'une firme évolue, grandit et entretient sa clientèle ".

Parmi les projets en cours cette année, mentionnons les travaux majeurs de rénovation sur le campus militaire du Fort Saint-Jean, ainsi qu'une autre série de travaux au musée du Haut-Richelieu. Ces deux mandats sont exécutés en collaboration avec la firme d'architectes locale : Giroux, Carazzato Société d'architecture, qui habite l'ancien édifice des douanes sis au 109, rue Richelieu, tout comme RBI Experts-Conseils. " Notre collaboration avec cette firme d'architectes permet une gestion de projets en synergie où les délais sont beaucoup moins importants grâce à la proximité de nos bureaux ", explique Réal Boucher. Car quiconque demande des services d'ingénierie pour la construction d'un bâtiment demandera automatiquement les services d'une firme d'architectes. Toutefois, ces deux entreprises, quoiqu'elles opèrent sous le même toit, forment deux structures bien distinctes. Elles gèrent quand même des projets indépendants, chacune de leur côté. Cependant, le regroupement de tels services sous un même toit offre l'avantage de faciliter la tâche à la clientèle cible... et aux entreprises complémentaires.



Hormis ces projets mis en commun avec ses voisins architectes, RBI Experts-Conseils suit de près le dossier de la démolition du 245, rue Richelieu. Le but du projet implique la restitution de l'accès à la rivière aux Johannais. " Par la suite, nous entrerons à cet endroit dans la réalisation d'un projet de société majeur : un spectacle d'eau, son et lumière ", annonce Réal Boucher. Sa firme d'ingénierie s'occupe également de l'aménagement du centre de la petite enfance Joie de vivre dans l'ancien centre Notre-Dame, du lieu du sinistre au coin des rues Richelieu et Saint-Jacques, ainsi que de la rénovation de l'aréna Gouin, sans oublier, bien sûr, une collaboration étroite avec plusieurs entrepreneurs de la région pour leurs besoins d'agrandissements ou de relocalisations. Voilà qui prouve que l'attitude proactive de Réal Boucher lui mérite emploi et reconnaissance dans son milieu.

Entrepreneur général
Travaux de génie civil
Routes et infrastructures

Béton
Pierre concassée
Mélanges bitumineux

BAILLARGEON
Bâtir pour durer

800, rue des Carrières, C.P. 220
Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 6Z4
(450) 346-4441

BAILLARGEON
Bâtir pour durer

108253_3c39_h

GIROUX, CARAZZATO
SOCIETE D'ARCHITECTURE

Giroux, Carazzato, Société d'architecture converge vers une approche à la fois matérielle et humaine.

Lorsque nous parlons d'architecture, nous pensons immédiatement aux silhouettes des édifices, à leurs caractéristiques qui font qu'on reconnaît celui-ci de loin, ou encore, qu'on se serve de celui-là comme repère dans la ville. Dans les faits, l'architecture signifie beaucoup plus que cette simple image. Dans une première phase, l'architecte conçoit des immeubles en fonction des besoins qu'il établit avec son client de manière à élaborer un concept architectural de l'espace et de la forme qui répond aux attentes et à la vocation du lieu. Dans une seconde phase, il prépare les documents qui clarifient et décrivent la construction et les assemblages qui permettront la réalisation de l'œuvre.



M. GEORGES CARAZZATO

Sa mission de base est de concevoir des immeubles qui répondent à la fois aux besoins particuliers de chacun de ses clients et aux exigences de la réglementation. Dans ses services, l'architecte offre également la possibilité de valider et de développer des concepts architecturaux par le biais d'études de faisabilité qui permettent de dégager, lors de l'ébauche d'alternatives, les solutions correspondant le mieux aux besoins exprimés.

Un bâtiment est également le résultat d'une démarche complexe où la dimension humaine de cette forme d'art a tendance à être oubliée. Les besoins particuliers du client et les moyens de les satisfaire sont à la base même de tout projet. La firme Giroux, Carazzato, Société d'architecture s'attarde de façon particulière à agencer de façon optimale l'ensemble des exigences et des contraintes associées au domaine bâti.

Le succès d'un projet d'architecture est extrêmement dépendant des échanges entre les architectes, le client et les autres intervenants spécialisés. " Pour nous, le contact direct avec le client facilite et améliore grandement les échanges ", confie Georges Carazzato, architecte associé de la firme. À l'ère où les communications électroniques sont presque devenues la marche à suivre privilégiée, ce type d'échanges qui s'avère efficace ne peut remplacer les rencontres nécessaires pour percevoir les volontés ou souhaits du client.



La création d'un bâtiment selon ses besoins réels

L'architecture est avant tout un service qui va bien au-delà de la production de plans de construction. Elle est également "une série d'attentions qui mènent à la création d'un nouvel espace régi par un lot de conditions propres à une volonté ou à un besoin identifié ", précise M. Carazzato. C'est là la nature même de la profession. " Aussi, il est primordial de ne pas perdre la dimension humaine d'un projet, de toujours garder à l'esprit la raison d'être du bâtiment et de l'usager à qui il s'adresse ", précise-t-il. Autrement dit, un architecte ne doit pas se donner le mandat de construire un monument. La Société d'architecture Giroux, Carazzato s'attarde particulièrement à la viabilité du bâtiment : la fonctionnalité et la planification de l'espérance de vie d'un immeuble forment deux composantes essentielles des services offerts.

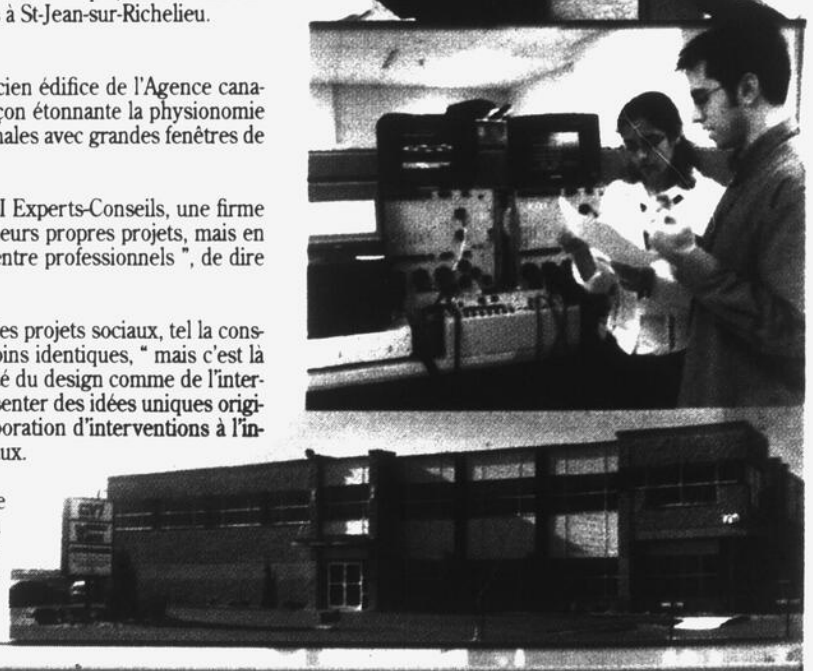
En général, la firme d'architecture installée au 109 de la rue Richelieu participe surtout à des projets issus du domaine institutionnel : les municipalités, les commissions scolaires et les hôpitaux font partie des clients qui ont recours à ses services. Le projet d'aménagement de l'urgence de l'Hôpital Anna-Laberge à Châteauguay, la rénovation du Musée Régional du Haut-Richelieu ou le réaménagement du Pavillon De Léry au Campus du Fort St-Jean font notamment partie des réalisations dans le domaine public. Plusieurs projets privés sont également réalisés par la Société d'architecture Giroux, Carazzato. À titre d'exemple, le nouveau centre de distribution Dominion Blueline à Montréal et le nouveau siège social pour les Autobus Boulais à St-Jean-sur-Richelieu.

Un lieu de travail en harmonie avec ses occupants.

L'emplacement des bureaux de la firme reflète sa spécialisation. Située au deuxième étage de l'ancien édifice de l'Agence canadienne des douanes, la société d'architecture a adapté les locaux à ses besoins en respectant de façon étonnante la physionomie originale des lieux. Par respect pour l'endroit, les bureaux sont encore dotés des portes en bois originales avec grandes fenêtres de verre opaque.

La société d'architecture ayant plus de 30 ans d'expérience cohabite dans ce même édifice avec RBI Experts-Conseils, une firme d'ingénierie bien établie dans la région depuis 23 ans maintenant. Les deux entreprises ont certes leurs propres projets, mais en partagent aussi quelques-uns, ce qui offre un réel avantage. " Cela favorise un échange de qualité entre professionnels ", de dire Monsieur Carazzato.

Quoique le volet institutionnel s'avère une véritable source de défis, l'associé de la firme travaille à des projets sociaux, tel la construction et la rénovation d'habitations. Certes, bâtir des résidences implique des besoins pour le moins identiques, " mais c'est là qu'importe tout l'aspect créatif de notre profession ", explique Georges Carazzato. Que ce soit du côté du design comme de l'interprétation des codes et de la réglementation, la Société d'architecture Giroux, Carazzato tente de présenter des idées uniques originales et surtout adaptées aux besoins et intérêts de son client. Le respect des échéanciers et l'élaboration d'interventions à l'intérieur des budgets établis sont des objectifs que la firme considère comme essentiels et fondamentaux.



Pour Messieurs Giroux et Carazzato, de même que leur équipe, l'important dans la profession est de pouvoir sentir les retombées de leur travail au sein de la ville. " Nous aimons voir que notre milieu s'améliore, notamment grâce à des interventions de rénovation ou de restauration des bâtiments qui le compose ". Un architecte trouvera toujours des défis pour dynamiser ou revitaliser un lieu, par exemple, en transformant des bâtiments à l'abandon en de véritables petits bijoux.

Construction G.C.P INC.
254, rue Saint-Pierre
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 5W9
(450) 346-4444
108252_3c39_hd

Le Relais-Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu: une destination incontournable dans le Haut-Richelieu

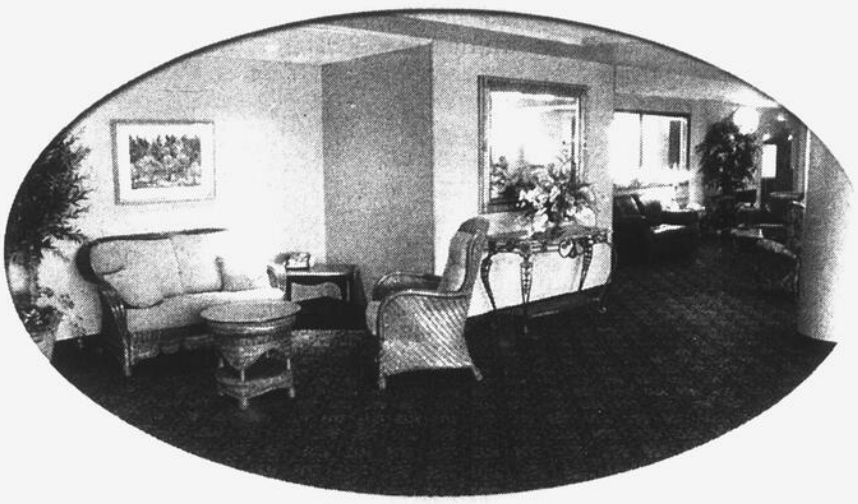
Célébrant en mai prochain son 15e anniversaire d'ouverture, le Relais Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu aura connu de nombreuses transformations au cours de son existence. Et ce n'est pas terminé! Son propriétaire, Raymond Boucher, entend bien poursuivre sur sa lancée et rendre son hôtel une destination incontournable dans le Haut-Richelieu.

D'ici 2007, il estime qu'il investira environ 150 000$ par année afin de renouveler complètement le mobilier et les installations. Par ailleurs, il a bien l'intention de participer activement au développement touristique de la région, ce qu'il croit un élément important à améliorer. Son partenariat en tant qu'actionnaire dans la relance du Parc Safari constitue déjà un pas en ce sens.

Et, bien évidemment, le projet d'un centre de congrès dans le Haut-Richelieu touche une corde sensible chez cet homme qui aime relever des défis et aller toujours plus loin dans ses ambitions. "Un tel projet nécessite une très bonne planification si nous ne voulons pas manquer notre coup. Mais, il y aura sûrement des décisions importantes à prendre en 2003», nous confie M. Boucher.

PLUSIEURS TRANSFORMATIONS

Ouvert en mai 1988, après des investissements de 9$ millions, l'hôtel adopte la bannière Roussillon Saint-Jean. Après avoir appartenu à M. André Bissonnette jusqu'en 1991, l'établissement change de mains jusqu'à ce que Raymond Boucher, en compagnie de trois autres actionnaires, en prennent possession le 11 juillet 1996. En 1997, ils adoptent la bannière Relais Gouverneur, ce qui leur permet de consolider leur clientèle et d'obtenir un rayonnement national. Puis, à l'automne 1999, M. Boucher devient l'unique propriétaire.



Lors des récents travaux réalisés dans le cadre du programme de revitalisation, le hall d'entrée a complètement été redessiné et réaménagé.



Les salles de banquet et de réunions du Relais Gouverneur peuvent accueillir jusqu'à 400 personnes. Les responsables vous proposent même de s'occuper de la décoration pour votre événement spécial.

Jusqu'à présent, l'hôtelier a déjà injecté plus de 600 000$ dans différentes rénovations: aménagement de salles de réception et de conférence, amélioration des suites corporatives, réfection du hall d'entrée et, tout dernièrement, ajout d'un service de réseau Internet sans fil à haute vitesse. Fier que son hôtel soit le premier site à installer cette nouvelle technologie, développée par Système scientifique Sépia de Saint-Jean-sur-Richelieu, Raymond Boucher croit que ce complément de services avantage les grands voyageurs en leur offrant une liberté de communication, peu importe où ils se trouvent.

GAMME DE SERVICES

Là où le Relais Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu se distingue surtout, c'est au niveau de la qualité de son service, de sa nourriture ainsi que du professionnalisme de son équipe. Que ce soit pour une réunion d'affaires, une réception privée ou un congrès d'envergure, l'équipe du Relais Gouverneur saura répondre à tous les besoins et fera de chaque événement un succès.

Onze salles de réunion, pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes, sont mises à la disposition de la clientèle. Différents forfaits clé en mains leur sont offerts: forfait-réunion, organisation de congrès, forfait party de Noël ainsi que forfait mariage, où tout est pris en charge de la prise de réservation jusqu'à la fin de l'événement, font partie des nombreux avantages proposés par l'organisation de l'hôtel.

Son restaurant Le Félix-Gabriel s'est acquis une réputation enviable auprès des gens d'affaires de la région et des congressistes. Ouverte dès 6h30 le matin, la salle à manger incite par son ambiance tranquille à la discussion d'affaires devant un excellent déjeuner. À l'heure du dîner, le menu proposé permet aux gens d'être de retour sans délai à leur bureau. Les jeudis et vendredis midis, le buffet de pâtes avec ses trois choix de pâtes et quatre choix de sauces attirent d'ailleurs de plus en plus d'amateurs de bonne cuisine.

Il en est de même pour son brunch matinal du dimanche, ouvert entre 10h et 12h30, qui offre comme spécialités une fesse de jambon, des gaufres maison et diverses omelettes. Une garderie sur place permet aux parents de profiter de doux instants de tranquillité. C'est sans oublier les activités spéciales soulignant entre autres la Saint-Valentin, la Pâques, la fête des Mères et la fête des Pères.

Au fil des années, le Relais Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu s'est acquis une place de choix dans l'organisation d'événements et de réunions d'affaires. "Nous avons maintenant une clientèle fidèle, qui nous revient à chaque année", conclut Mme Louise Létourneau, directrice de la restauration.

Publi-reportage



L'équipe responsable du succès du Relais Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu. Dans l'ordre habituel: Nancy Massia (comptabilité), Nathalie Brodeur (coordonnatrice aux banquets), Stéphanie Breault (déléguée commerciale), Raymond Boucher (propriétaire), Normand Touchette (chef exécutif), Étienne Houle (directeur de l'hébergement), Louise Létourneau (directrice de la restauration) et Jean Grenier (maître d'hôtel). Nathalie Cadieux (directrice des ventes) et David Desmarais (sous-chef) sont absents de la photo.

GOUVERNEUR
RELAIS
Saint-Jean-sur-Richelieu

725, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-7376
1-800-667-3815

À L'AVANT-GARDE AVEC EMPLOI-QUÉBEC

Employeurs, n'hésitez pas à sortir vos atouts!

Il y a un an, rien n'avait préparé Richard Sansoucy (nom fictif), président d'une PME de la région, à perdre dans le même mois sa directrice des ventes et trois de ses machinistes et vérificateurs d'usinage. Conséquence : pendant quelques mois, M. Sansoucy a tenté avec difficulté de recruter du nouveau personnel. Pour tirer son épingle du jeu, il a dû changer son fusil d'épaule…

«Je sais bien qu'aujourd'hui, on ne peut plus se permettre de gérer son personnel comme avant», confie Richard Sansoucy. De fait, les entrepreneurs doivent maintenant tenir compte du bas taux de chômage et de la main-d'œuvre qui vieillit. Selon les économistes d'Emploi-Québec, 112 000 postes seront disponibles en Montérégie d'ici 2005. Dans certains domaines, les compagnies se livrent même déjà à une compétition féroce pour recruter leurs candidats. Actuellement, M. Sansoucy, comme bien des employeurs, n'a d'autre choix que de développer de nouvelles stratégies pour recruter et pour garder ses employés.

Vos ressources?

Richard Sansoucy avait entendu parler des services offerts par Emploi-Québec. Il a donc décidé de téléphoner au Centre local d'emploi (CLE) du Haut-Richelieu. Sa conseillère, Maude Arbour-Pépin, lui propose alors quelques pistes de solution en plus de le guider vers un professionnel en gestion des ressources humaines.

Madame Arbour-Pépin raconte que des cas comme celui de Richard Sansoucy sont nombreux : «Nous avons encore beaucoup de travail à faire pour sensibiliser les employeurs aux nouveaux défis du marché du travail.» Il faut savoir «vendre» son entreprise, tant à l'interne qu'à l'externe : «Je dis aux employeurs de penser à la gestion de leur personnel en terme stratégique, comme ils sont habitués de le faire avec leurs finances et leur marketing »

Candidat idéal?

La première stratégie à adopter, explique madame Arbour-Pépin, est l'identification du bassin de recrutement de la main-d'œuvre. En terme clair: qui veut-on embaucher? «Ça a l'air simple, mais peu d'entreprises se donnent la peine de vraiment bien cibler leur bassin de recrutement», commente-t-elle. Par exemple, le candidat que l'on veut embaucher est-il âgé, jeune, diplômé, avec ou sans expérience?

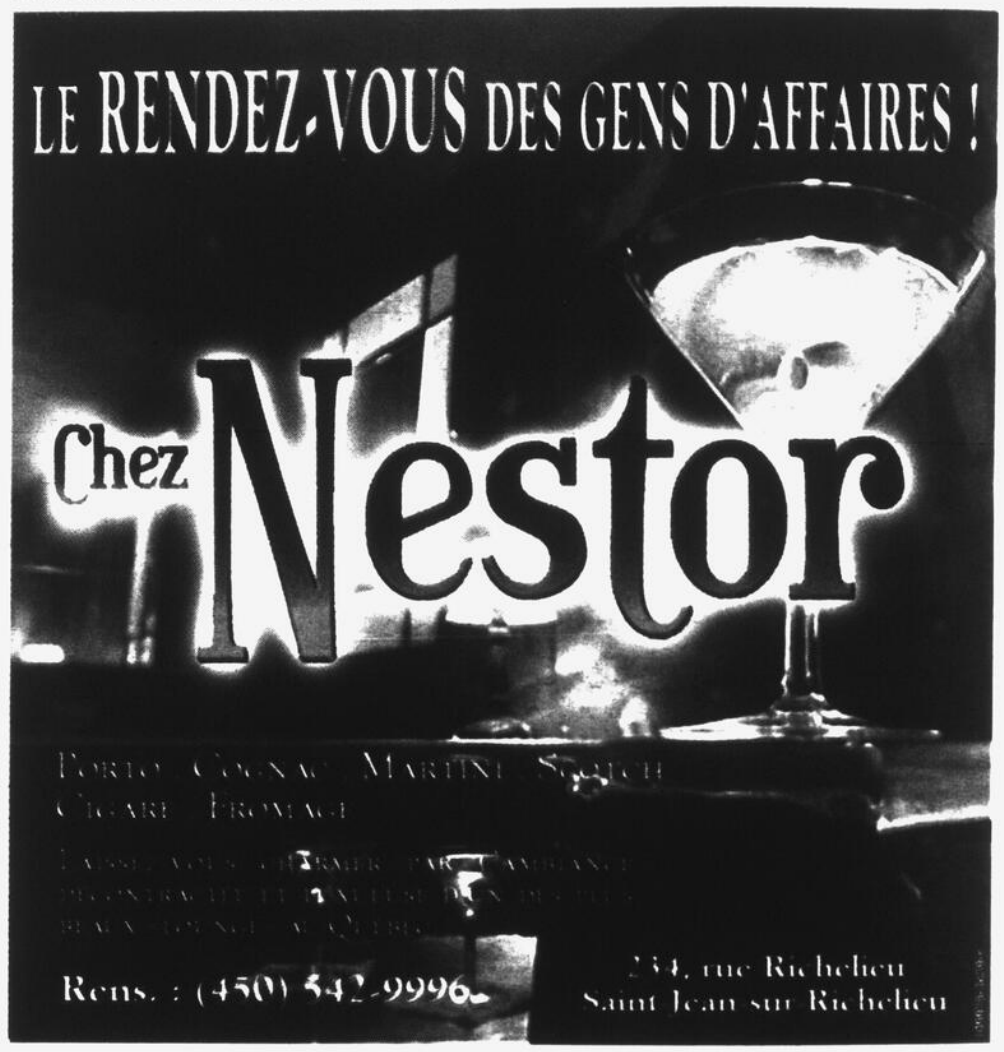
Une fois que l'on a bien établi le profil de la personne recherchée, il faut apprendre à connaître quels sont ses besoins. «C'est la partie la plus difficile à faire comprendre aux entreprises. Les gestionnaires doivent apprendre à écouter leurs ressources humaines», dit Maude Arbour Pépin. Dans le cas de Richard Sansoucy, cela a signifié l'implantation d'une nouvelle méthode de gestion: «Le consultant en gestion des ressources humaines m'a appris à changer de rôle. Je ne peux pas me permettre de tout changer, mais j'essaie de petites choses, comme d'être plus attentif à mon personnel.» À titre d'exemple, monsieur Sansoucy avait un haut taux de roulement avec le quart de travail du samedi soir: «Le professionnel m'a fait réaliser que la majorité de mes employés du samedi soir étaient des hommes dans la vingtaine, pour la plupart célibataires. C'est bien évident qu'ils aimaient mieux sortir que de travailler un samedi soir!» Depuis que ce quart de travail a été déplacé, il n'y a eu qu'un seul départ parmi ce groupe d'employés.

Selon les professionnels en gestion des ressources humaines, les raisons qui poussent un employé à rester au sein d'une entreprise sont multiples : la possibilité d'apprendre, d'occuper un poste stimulant, le sentiment de faire partie d'une équipe, le besoin de reconnaissance, un salaire et des avantages équitables, la sécurité d'emploi, etc.

Pour retenir la main-d'œuvre, les employeurs n'ont donc d'autres choix que de sortir leurs atouts : favoriser l'autonomie du personnel, offrir des horaires flexibles, permettre des congés sabbatiques, etc. Il n'y a pas une formule gagnante, mais bien des formules gagnantes. L'entrepreneur doit adapter une formule pour qu'elle corresponde à la réalité de son entreprise et de ses employés.»

Même si les changements sont loin d'être faciles et rapides à implanter, le cas de Richard Sansoucy démontre qu'il est possible d'instaurer une nouvelle façon de faire.

Emploi-Québec organise le 19 mars prochain le colloque «Employeurs, sortez vos atouts» qui se tiendra à Saint-Jean-sur-Richelieu. Les coûts sont de 50 $ par participant. Pour vous inscrire, téléphonez au 1 866 770-8855. Pour toute autre question concernant la gestion de vos ressources humaines, vous pouvez contacter le service aux employeurs du CLE du Haut-Richelieu au (450) 348-9294 ou au 1 800 567-3627 poste 225. ■





APP
AGENCE de PLACEMENT PROFESSIONNELLE

➢ Bureautique
➢ Administration
➢ Gestion



Industriel
Technique
Spécialisation

Service de placement temporaire et permanent

- Service professionnel, rapide et courtois
- Conseillère qualifiée en placement et recrutement
- Banque de noms de canditat(e)s soigneusement sélectionné(e)s
- Compétences évaluées - tests spécialisés



1050, Séminaire Nord, Bureau 218, St-Jean-sur-Richelieu (Qc.) J3A 1S7
Tel.: (450) 348-1699 Fax: (450) 348-2569
agenplac@mediom.qc.ca

Conférence du Club Export

Depuis janvier, les exportateurs doivent composer avec une nouvelle frontière

Gilles Bérubé

Le Club Export@ction organise une conférence sur les changements survenus à la frontière américaine depuis janvier 2003. Ces changements ont des conséquences significatives pour les entreprises exportatrices. Pour le meilleur... ou pour le pire.

Les événements du 11 septembre 2001 ont amené les gouvernements américain et canadien à revoir les règles et les procédures à la frontière qui sépare les deux pays. Tout le monde connaît l'histoire de ce Québécois qui est allé faire le plein de l'autre côté de la frontière avec une arme de chasse dans le coffre de son véhicule. On le voit, les Américains ne badinent plus avec leur frontière. Déjà l'automne dernier, le Club Export@ction avait organisé une conférence sur le sujet, appréhendant un véritable *bogue* de la frontière.

La conférence sera présentée par Donald Tardif, directeur de l'Est du Canada de la firme UPS Supply Chain Solution (anciennement Fritz Starber), un courtier en douane. M. Tardif parlera de programmes ou de règles qui existent depuis déjà un moment, de ceux qui sont entrés en vigueur en janvier et de ceux qui vont s'appliquer à compter du mois de mars.

Depuis quelques années, les voyageurs qui franchissent fréquemment la frontière, que ce soit pour des raisons professionnelles ou pour la villégiature, peuvent obtenir, en vertu du programme NEXUS, une pré-autorisation qui leur facilite le passage à la frontière dans les deux directions.

Par ailleurs, les deux gouvernements ont mis en place le programme CSI (*«Container Security Initiative»*, qui porte sur l'identification des conteneurs à risque élevé. Un deuxième programme, le C-TPAT (*«Customs Trade Partnership Against Terrorism»*) vise le passage accéléré des marchandises en provenance de manufacturiers, d'importateurs, de courtiers, d'entreposeurs et de transporteurs inscrits à ce programme.

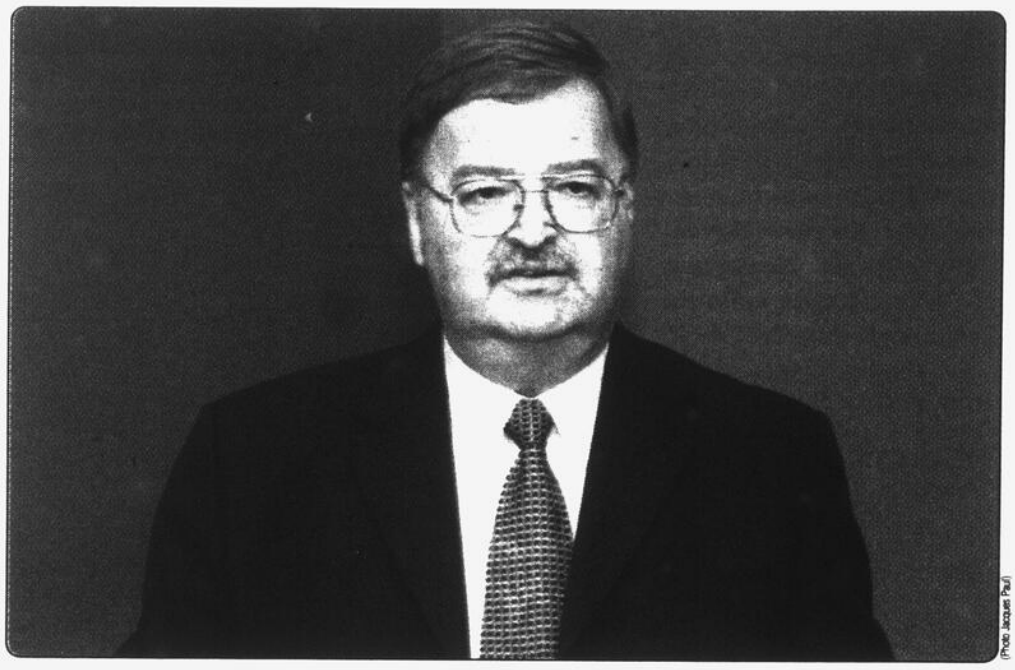
Concrètement, pour un manufacturier, il s'agit d'obtenir une approbation préalable de ses fournisseurs, de ses produits, des transporteurs qui les manutentionnent, des courtiers et transitaires qui s'occupent de la procédure. Si tout ce beau monde détient son approbation, la marchandise passera la frontière plus rapidement. Au contraire, s'il y a des doutes sur l'un des intervenants de la chaîne, les délais risquent de s'étirer. De son côté, le Canada a mis en place le pendant du C-PAT. Il s'agit du PEP (Partenaire en protection).

Un autre programme et son pendant s'appelle FAST (*«Free and Secure Trade»*) dans un cas et Express dans l'autre. Il vise plus particulièrement les importateurs, les transporteurs et les chauffeurs.

Le PAD (Programme d'autocotisation des douanes canadiennes) permet d'alléger le volume de marchandise à traiter à la frontière en transférant la responsabilité aux importateurs. Le SIPEC (Système d'information préalable sur les expéditions commerciales) prévoit l'inspection des marchandises à l'expédition. Enfin, le RASP (Régime de sanctions administratives pécuniaires) prévoit l'application de plus de 320 sanctions en vertu de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes et de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

Enfin, à tous ces programmes s'ajoutent la frontière intelligente, qui utilisera diverses technologies pour accélérer la circulation sécuritaire des personnes et des biens, pour accroître la sécurité des infrastructures, la coordination des actions et le partage de l'information à la frontière.

La conférence se déroulera le mercredi 5 mars, de 7h30 à 9 heures, au restaurant Chez Como Pizzeria, 141, rue Principale, à Delson (coin Principale et 132). Le coût est de 20 $ par personne. On peut réserver en appelant au Club Export@ction, au 359-9191. Rappelons que le Club couvre le territoire des MRC du Haut-Richelieu, des Jardins-de-Napierville et Roussillon. ■



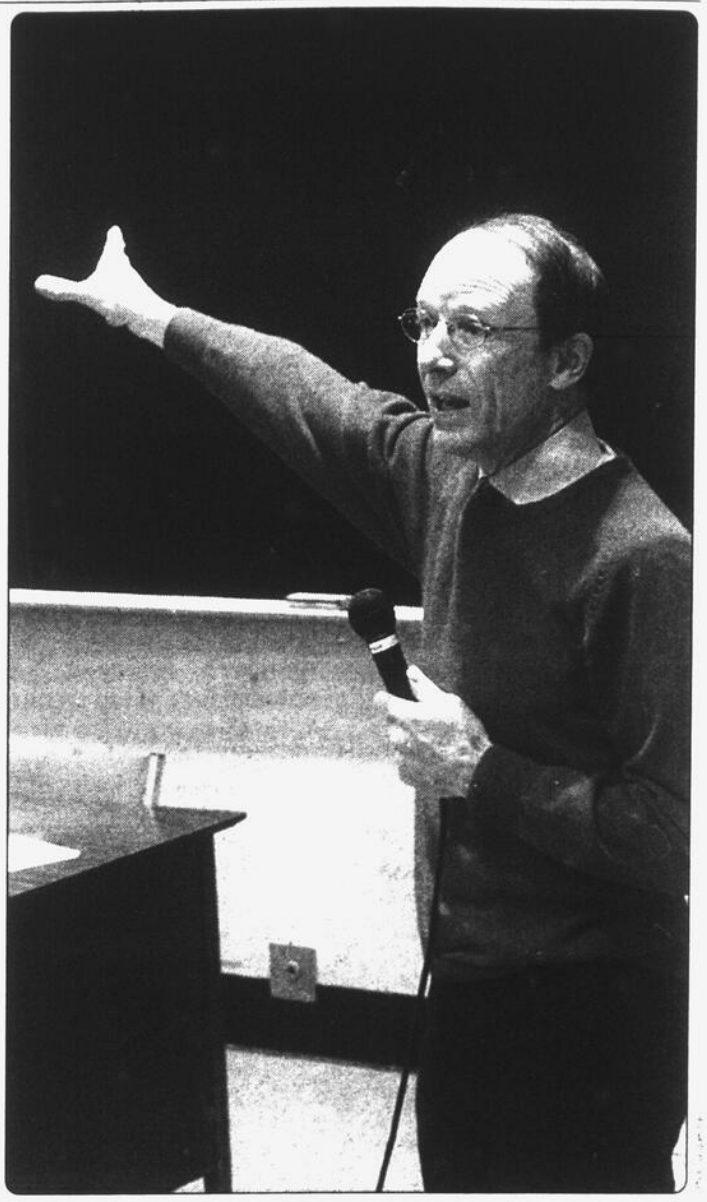
(Photo: Jacques Paul)

Donald Tardif



«Le Québec revient de loin»

- Pierre Fortin



Selon le professeur Pierre Fortin, l'éducation a eu un impact déterminant sur la croissance économique du Québec.

«Ce que je veux que vous reteniez, c'est que le Québec revient de loin». De la société la plus sous-éduquée d'Amérique, il affiche l'un des taux de scolarité les plus élevés. Cette progression explique en bonne partie celle de l'économie québécoise.

Le professeur Pierre Fortin, économiste à l'Université du Québec à Montréal, était l'invité du Club de politique du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, mercredi dernier. Le sujet de sa conférence était «La performance économique du Québec comparée à d'autres sociétés». Dans sa présentation, M. Fortin a mis en parallèle la situation de l'économie québécoise par rapport à celle des États-Unis, de l'Europe, du Canada et de l'Ontario.

Le Québec reste moins productif que ses voisins, mais l'écart s'est beaucoup amenuisé depuis une décennie. Et cet écart, a démontré le professeur, est en partie attribuable à un temps de travail moindre, ce qui n'est pas nécessairement un mal, a-t-il fait valoir. Par exemple, l'Europe est beaucoup moins productive que les États-Unis, mais les revenus des travailleurs européens sont aussi moindres, une situation qui s'explique principalement par un horaire moins chargé. C'est beaucoup une question de choix de société. Ils préfèrent bénéficier de plus de temps que d'argent.

Pour mettre en évidence l'évolution de l'économie québécoise, M. Fortin s'est servi principalement d'un graphique comparant le taux d'emploi du Québec et de l'Ontario depuis un demi-siècle. De 1950 au début des années 80, le taux d'emploi a dégringolé au Québec. Depuis, il a remonté progressivement alors que ces dernières années, il a littéralement explosé. Cette courbe est révélatrice de l'évolution de la société québécoise, analyse M. Fortin. Dans les années 60 et 70, le Québec a connu des bouleversements importants qui ont eu un impact certain sur le niveau d'emploi.

Grands projets

Dans sa période de déclin, le taux d'emploi a connu un soubresaut vers le milieu de la décennie 60. Ce rebondissement a été attribuable aux grands travaux lancés dans la foulée de la révolution tranquille: le chantier de l'Expo 67, celui du métro de Montréal, le réseau d'autoroutes, le réseau scolaire, Manic 5 sont autant de projets qui ont alors dopé l'économie québécoise.

Dans la décennie 70, le climat social et politique a été pour le moins *rock and roll*, a commenté M. Fortin. Il a rappelé les changements politiques et surtout la culture de revendication syndicale qui baignait le marché québécois du travail, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Durant ces années, le bilan du temps de travail perdu en raison de grèves ou de lock-out a atteint un record jamais égalé en Occident au cours du 20e siècle.

Ça a été profitable pour les travailleurs québécois. À la fin de cette décennie, leurs revenus atteignaient 105% de ceux des Ontariens. L'ennui, c'est que le taux de productivité du Québec n'était que de 88% de celui de l'Ontario. Profitable pour ceux qui avaient un job parce que cette situation a entraîné un niveau de chômage élevé. Le taux d'emploi a connu son plus bas niveau avec la récession du début des années 80, provoquant une prise de conscience tant au gouvernement que chez les syndicats.

Virage

On a alors assisté à un virage, a rappelé M. Fortin. Les relations de travail ont été balisées dans le secteur public alors que le secteur syndical a changé d'attitude. Selon M. Fortin, René Lévesque et Louis Laberge ont été des acteurs importants de ce virage. Depuis, le taux d'emploi du Québec a constamment gagné du terrain sur celui de l'Ontario. De 85%, il y a vingt ans, il est maintenant de 93% de celui de l'Ontario. La paix syndicale est un facteur remarquable, pense M. Fortin. D'un niveau record en Occident, les pertes de temps de travail dues à des conflits sont maintenant inférieures à celles de l'Ontario.

Trois autres facteurs ont contribué à ce redressement, croit M. Fortin. Pour un, la révolution éducative du Québec a commencé à rapporter. Selon lui, c'est de loin le plus important. Les enfants du rapport Parent sont arrivés massivement sur le marché du travail. En 1950, la société québécoise était la moins éduquée sur le continent américain. En 1962, le travailleur québécois détenait en moyenne neuf ans de scolarité en comparaison de onze en Ontario. Aujourd'hui, le niveau de scolarité moyen est de quatorze ans dans les deux provinces, mieux qu'aux États-Unis.

Une main-d'oeuvre mieux formée et plus compétente a permis d'améliorer la productivité dans tous les champs d'activité, favorisant du coup un enrichissement général de la société. La paix dans les relations de travail a été un deuxième facteur et les politiques économiques gouvernementales en ont été un troisième facteur. Qu'ils soient péquistes ou libéraux, les gouvernements qui se sont succédé à Québec ont agi dans la continuité. Ils ont favorisé les investissements dans les entreprises, générant du coup la création d'emploi et une productivité accrue.

M. Fortin retient également deux autres facteurs non négligeables. Dans les années 60, les Francophones étaient tout simplement absents du pouvoir économique. L'économie québécoise était contrôlée principalement par des Anglophones d'origine britannique. Plusieurs ont quitté le Québec. Une nouvelle communauté d'affaires francophone a vu le jour. Elle a pris le relais avec compétence. Le Québec fait maintenant preuve d'un esprit d'entreprise dynamique.

L'autre facteur, c'est le libre-échange. Sur ce point, il prête à René Lévesque d'avoir été le visionnaire qui a lancé le mouvement en faveur d'un accord de libre-échange. Sa logique était qu'un marché de 300 millions d'habitants représentait un formidable potentiel d'occasions d'affaires pour les entreprises québécoises, dont il ne doutait pas des capacités concurrentielles. À l'époque, raconte M. Fortin, Robert Bourassa était contre, John Turner était contre, Jean Chrétien était contre. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, le niveau des exportations a quadruplé. ■



Le gouvernement n'est pas si interventionniste

Pierre Fortin, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal, ne croit pas que le Gouvernement québécois soit si interventionniste que certains l'affirment. Il trouve dommage que le sujet devienne un enjeu majeur de la prochaine élection.

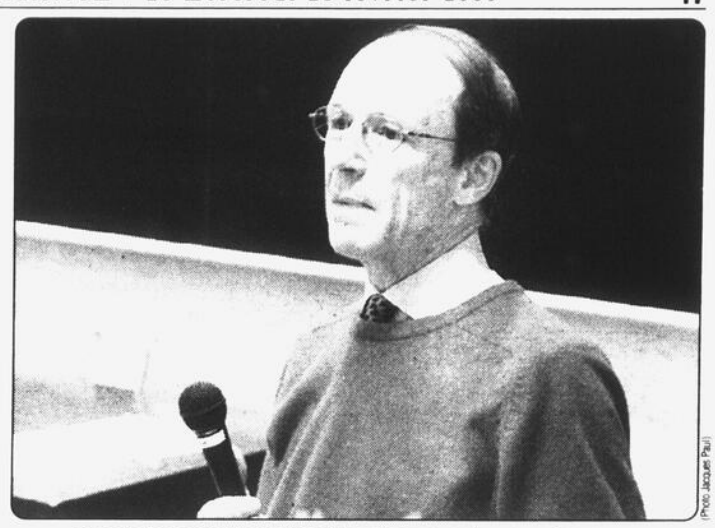
Lors de sa conférence au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, un étudiant a soulevé la possibilité qu'un interventionnisme moindre du Gouvernement du Québec aurait pu contribuer à une progression plus hâtive de l'économie. Après la conférence, la conversation s'est poursuivie sur le sujet.

Pour un, a souligné M. Fortin, il n'y a aucun modèle d'un pays qui s'est développé sans l'interventionnisme de l'État. En conséquence, il n'y a pas moyen de faire de comparaison. Par ailleurs, M. Fortin a rappelé que le déclin de l'économie québécoise avait commencé bien avant la Révolution tranquille et la naissance de l'État Providence. Dans les années 60, les Québécois francophones n'avaient aucune emprise sur l'économie. L'État était leur seul outil. Ils s'en sont servis pour favoriser l'émancipation du Québec francophone.

Au début des années 80, le Québec comptait des dizaines de sociétés d'État. À mesure qu'une classe d'affaires s'est développée, ces sociétés ont été démantelées ou cédées à l'entreprise privée, qui a pris progressivement la place. C'est à son avis un signe de maturité. Il y a peut-être lieu de faire plus, mais M. Fortin ne pense pas que ce soit un enjeu de premier ordre. Il ne croit pas à un système de libéralisme économique pur et dur. D'ailleurs, ça n'existe pas. Malgré leur discours, même les États-Unis sont interventionnistes et protectionnistes. Le dossier de l'acier et celui du bois d'oeuvre en sont des exemples éloquents.

Mondialisation

Dans la même veine, M. Fortin voit la mondialisation comme un phénomène naturel, propre à l'Homme, un phénomène irréversible. Le développement du transport et des moyens de communication n'a fait qu'accentuer le mouvement. Il y a cent ans, a-t-il rappelé, au cours de leur vie, la majorité des humains ne s'éloignaient pas à plus de 30 kilomètres de leur lieu de naissance. Encore dans les années 60, aller à Miami était une aventure rapportée dans les carnets mondains. Aujourd'hui, c'est presque une sortie de fin de semaine.


(Photo: Jacques Pauli)

Le professeur Pierre Fortin observe qu'aucun pays ne s'est développé sans que l'État n'intervienne.

En soi, la mondialisation n'a rien de mal. «Ce qu'il faut se demander, dit M. Fortin, c'est qu'est-ce qu'on fait avec?» Du point de vue économique et technologique, il juge la mondialisation comme un avantage qui favorise une productivité accrue. Les pays en développement réclament d'ailleurs un meilleur accès aux marchés occidentaux, notamment dans des secteurs comme le textile et les produits alimentaires. Mais, ces derniers ne sont pas particulièrement empressés d'ouvrir leurs frontières, quand ça ne fait pas leurs affaires.

Au niveau culturel, la mondialisation justifie des mesures protectionnistes et interventionnistes, tant au Canada qu'au Québec. Ça revient à une question économique, observe M. Fortin. Compte tenu de la taille du marché américain, jamais l'industrie culturelle canadienne et québécoise n'arrivera à concurrencer celle des États-Unis sans support gouvernemental. ■



000347-3c39-r

Le Centre funéraire Ducharme est maintenant ouvert

GILLES BÉRUBÉ

Le Centre funéraire Ducharme, situé coin Saint-Jacques et Industriel, est maintenant ouvert. Il doit bien y avoir près de quatre décennies qu'une nouvelle entreprise de services funéraires ne s'est pas établie dans la région.

L'an dernier, le propriétaire de l'entreprise, Claude Ducharme, un résident de Saint-Luc, a lancé Cercueil Mont-Royal. L'entreprise offrait presque tous les produits et services funéraires: cercueils, crémation, pré-arrangements, urnes cinéraires, pierres tombales et autres. L'entreprise n'offrat cependant pas l'exposition des dépouilles.

À l'été, M. Ducharme a décidé d'ajouter ce service en ouvrant une maison funéraire. À cette fin, il a acquis l'ancien immeuble de Manufacturier de bijoux LSM, coin Saint-Jacques et Industriel. Avant d'entreprendre les travaux de rénovation et d'aménagement, il a fallu obtenir un changement au règlement de zonage.

Par ailleurs, la direction de services funéraires est encadrée par une réglementation gouvernementale. M. Ducharme a dû suivre un cours pour obtenir son permis de directeur funéraire. Il précise qu'il ne fait toutefois pas lui-même d'embaumement.

Le nouveau centre funéraire offre maintenant tous les services funéraires, y compris l'incinération, qui ne se fait cependant pas sur place. L'établissement compte une seule salle d'exposition. Il accueille donc une seule famille à la fois. Le stationnement qui entoure l'édifice permet de garer 70 véhicules.



Photo Jacques Paul

Le propriétaire du nouveau centre funéraire, Claude Ducharme.

Comme il s'agit d'une pratique de plus en plus répandue, la cérémonie funéraire peut également se faire sur place. Même chose pour la réception qui suit, puisqu'une salle a été aménagée au sous-sol. Le centre funéraire recevra prochainement un columbarium de 164 niches.

Notons qu'avec le vieillissement de la génération des baby boomers, l'industrie des services funéraires est appelée à connaître de bonnes années au cours des prochaines décennies. Pour sa part, M. Ducharme ne cache pas qu'il veut se positionner sur le marché avec une stratégie de prix très concurrentiels. ■



L'intérieur du nouveau salon funéraire.

NISSAN

PATHFINDER ÉDITION CHILKOOT 2003

Qu'est-ce qui passe par-dessus l'hiver ?



399$/MOIS*

Comptant initial de 2 995$
Transport et préparation inclus !

• Dispositif antiblocage des roues «tout terrain» • Radio Bose[MD] 150 watts avec changeur 6 CD intégré • Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction • **Moteur V6 de 250 chevaux** • Jantes en alliage 16 po • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce • Climatiseur • Différentiel autobloquant arrière • Marchepieds latéraux aplanis • Sellerie spéciale Chilkoot • Et beaucoup plus !

1,8%
Financement à l'achat**

PDSF à partir de 34 200$

DEUX SUCCURSALES

COUPAL et BRASSARD AUTO inc.

500, boul. De Périgny, Chambly (450) 658-3443 (514) 856-0030

127, route 104, Iberville (514) 658-7783 (450) 347-5593

*Location de 48 mois pour le Pathfinder édition Chilkoot 2003 (5CRG53 AA00). Acompte ou échange équivalant de 2 995 $. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. **Assistance routière 24 h.** Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 3,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122

NISSAN

109652 3c39 b

CLASSE EXÉCUTIVE

Bérard Tremblay : La génération moderne d'arpenteurs-géomètres

Le temps est venu de revoir l'image que l'on se fait de la profession d'arpenteur-géomètre. L'image de cet homme *qui tire des lignes*, immobile, de dos, piquet à la main, avec sa chemise carreautée, ses jeans et ses bottes de travail, appartient au folklore. L'ampleur des changements technologiques que la profession a connue et les connaissances imposées à ceux et celles qui la pratiquent, sont tout simplement révolutionnaires. La société moderne exige des arpenteurs-géomètres la maîtrise des technologies de mesure et de positionnement ainsi que de l'environnement législatif. Daniel **Bérard** et François **Tremblay** ont relevé le défi avec succès.

Les expertises exigées

Certes, les arpenteurs-géomètres demeurent les experts de la mesure, notamment des propriétés privées et publiques. Mais ils se doivent aussi d'être experts des lois touchant le droit de propriété, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, le zonage agricole et l'environnement. Ainsi, lorsque qu'il intervient au sujet d'une propriété, l'arpenteur-géomètre tiendra compte d'une multitude de règlements l'affectant : zonage, restrictions environnementales, servitudes…

On exigera aussi que son travail soit informatisé. Par exemple, le cadastre québécois est le registre des plans et documents relatifs aux quelque 3,5 millions de propriétés du Québec. Ces plans définissent la mesure, la superficie et la forme des terrains et leur position par rapport aux propriétés voisines. En 1994, le ministère des Ressources naturelles a entrepris une vaste réforme de ce cadastre, parce qu'il datait de 1860, il était incomplet, imparfait et composé en majeure partie d'une tonne de papiers. L'objectif de la réforme : obtenir un nouveau cadastre complet, fiable, informatisé et constamment mise à jour. Le travail se fait région par région et **Bérard Tremblay**, grâce à son expertise reconnue et ses moyens technologiques, a été mandaté pour la réalisation de plusieurs d'entre elles. L'entreprise a d'ailleurs été parmi les premières appelées, en partie parce qu'elle maîtrisait le GPS (global positionning system) à une époque où cette technologie en était à ses premières utilisations privées.

Pourquoi Bérard Tremblay ?

Selon François Tremblay, *De plus en plus de gens font appel à nos services parce qu'ils savent qu'ils obtiendront un service de qualité et que le travail sera réalisé à temps.* Fondé en 1992, **Bérard Tremblay** est devenu aujourd'hui la plus importante entreprise d'arpenteurs-géomètres de la Rive Sud, comptant vingt-cinq employés, dont cinq arpenteurs-géomètres. Elle a la taille et les compétences qui rendent possible la réalisation de mandats de toute envergure. Visiblement fier, Daniel Bérard ajoute qu'*une bonne partie de notre notoriété est attribuable au bouche à oreille*. De fait, l'entreprise est en mesure d'offrir :

- L'arpentage foncier et technique ;
- Des services complets de géomatique
- De la cartographie numérique
- Des expertises pointues (pistes d'athlétisme, micro-géodésie…)

Il y a aussi l'assurance-qualité. L'entreprise est certifiée ISO 9002 depuis plusieurs années. Une qualité qui se maintient sans doute puisque la certification ISO 9001 (2000) sera confirmée en avril prochain. Ceux qui connaissent bien ces normes internationales savent que cette certification n'est pas donnée, elle est méritée.

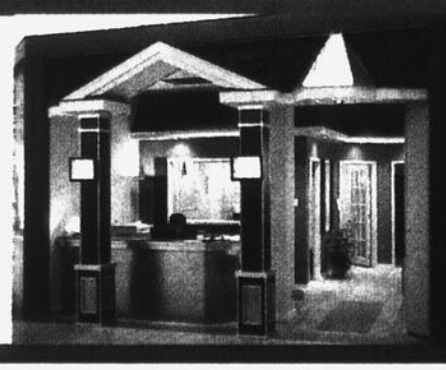
Bref, la prochaine fois que vous croiserez un arpenteur-géomètre sur le terrain et que vous voyez un véhicule de Bérard Tremblay à proximité, repensez à l'expertise technologique et légale, et à l'équipe qui le soutient. La personne que vous avez devant vous fait bien plus que *tirer des lignes*.



Sur la photo, quelques personnes absentes de notre dynamique équipe.


Sylvain Cousineau
Grand maître vendeur

IMMAX
Immeubles Maximum
COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ
600, rue Pierre-Caisse (entrée par le magasin Winners)
Saint-Jean-sur-Richelieu J3A 1M1 (450) 359-4488



102684-3c39-hj

CLASSE EXÉCUTIVE

Pipeline, piscine et piste d'athlétisme



Lorsqu'en 1994, Trans-Canada Pipeline décide de traverser le Québec entre Les Cèdres et Philipburgs avec un pipeline, elle aura recours à Bérard Tremblay. Pas une mince tâche lorsqu'on pense qu'il s'agit d'un parcours de 137 kilomètres de long. Lorsqu'Hydro-Québec veut établir une ligne de transport d'électricité dans le corridor Hertel-Des Cantons, elle a recours à Bérard Tremblay. Lorsqu'à quelques jours de l'ouverture, les officiels des Jeux de la Francophonie n'arrivent pas à tracer une piste de course conforme aux règlements, ils ont recours à Bérard Tremblay. Une dernière. Lorsque le CEPSUM de l'Université de Montréal veut garantir aux nageurs en compétition que la piscine est de calibre international, c.-à-d. tous les corridors de piscine mesurent entre 49.9996 et 50.0004 mètres, il a recours à Bérard Tremblay.

L'athlétisme est un bel exemple des compétences extraordinaires de l'entreprise. Lorsque qu'une petite fraction de seconde fait toute la différence au monde, la longueur des pistes et des corridors doit être irréprochable. On s'imagine bien le cafouillis, les complications et l'humiliation qu'occasionnerait un corridor de course trop court. L'entreprise a développé une telle expertise en ce domaine, qu'elle est appelée un peu partout dans le monde pour calibrer les pistes d'athlétisme, en Afrique et en Amérique du Nord notamment. Elle a d'ailleurs calibré la piste des Olympiades Juniors Mondiales qui se tiendront bientôt à Sherbrooke.

Clients variés et besoins divers

La clientèle de Bérard Tremblay se regroupe en quatre types. Les propriétaires, actuels ou futurs, de résidences qui requièrent par exemple un certificat de localisation dans le cadre d'une transaction immobilière ou de changements à l'immeuble. Les promoteurs immobiliers qui doivent subdiviser en lots un terrain pour un développement résidentiel. À cet égard, l'entreprise a participé d'une façon très importante aux développements résidentiels des nouveaux quartiers de Saint-Luc, Chambly et Saint-Bruno, pour n'en nommer que quelques-uns. Les clients institutionnels, comme les municipalités, les ministères, les services publics (électricité, gaz...), ont recours à leurs services dans le cadre de plan d'acquisition, de développement routier ou d'implantation de services. Finalement, les clients industriels, ou autres, qui nécessitent une grande précision dans l'installation d'équipements et d'infrastructures.

La dimension humaine

De toute évidence, Daniel Bérard et François Tremblay ont conservé avec la croissance le souci de la dimension humaine dans toutes les activités. Les documents produits ne sont pas simplement imprimés, timbrés et mis à la poste. Ils tiennent à ce que les clients soient traités avec soin et de façon à ce qu'ils comprennent bien le travail réalisé. D'ailleurs, la mission de l'entreprise se lit : *Rendre des services en géomatique et en analyse foncière, grâce à un personnel compétent et une technologie de pointe, de façon à satisfaire en permanence le client.*

Ce souci se retrouve aussi dans les relations avec les employés qui sont gardés au fait de l'évolution et des visées de l'entreprise au cours des *Muffinfo* mensuels (muffin-information). Ils sont conscients que le recrutement et la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée contribuent au succès de l'entreprise. D'ailleurs, la relève se fait rare. Chaque année, seule une quinzaine de diplômés en géomatique sortent de l'Université Laval, la seule université québécoise à former des arpenteurs-géomètres. De plus, du côté des techniciens, c'est en nombre comparable qu'ils sortent des cégeps d'Ahuntsic et de Limoilou. L'année dernière, par exemple, 18 stagiaires pouvaient choisir d'entre soixante-dix offres de stage en entreprise. Deux d'entre eux se sont retrouvés chez Bérard Tremblay, attirés par le dynamisme et la diversité du milieu de travail.

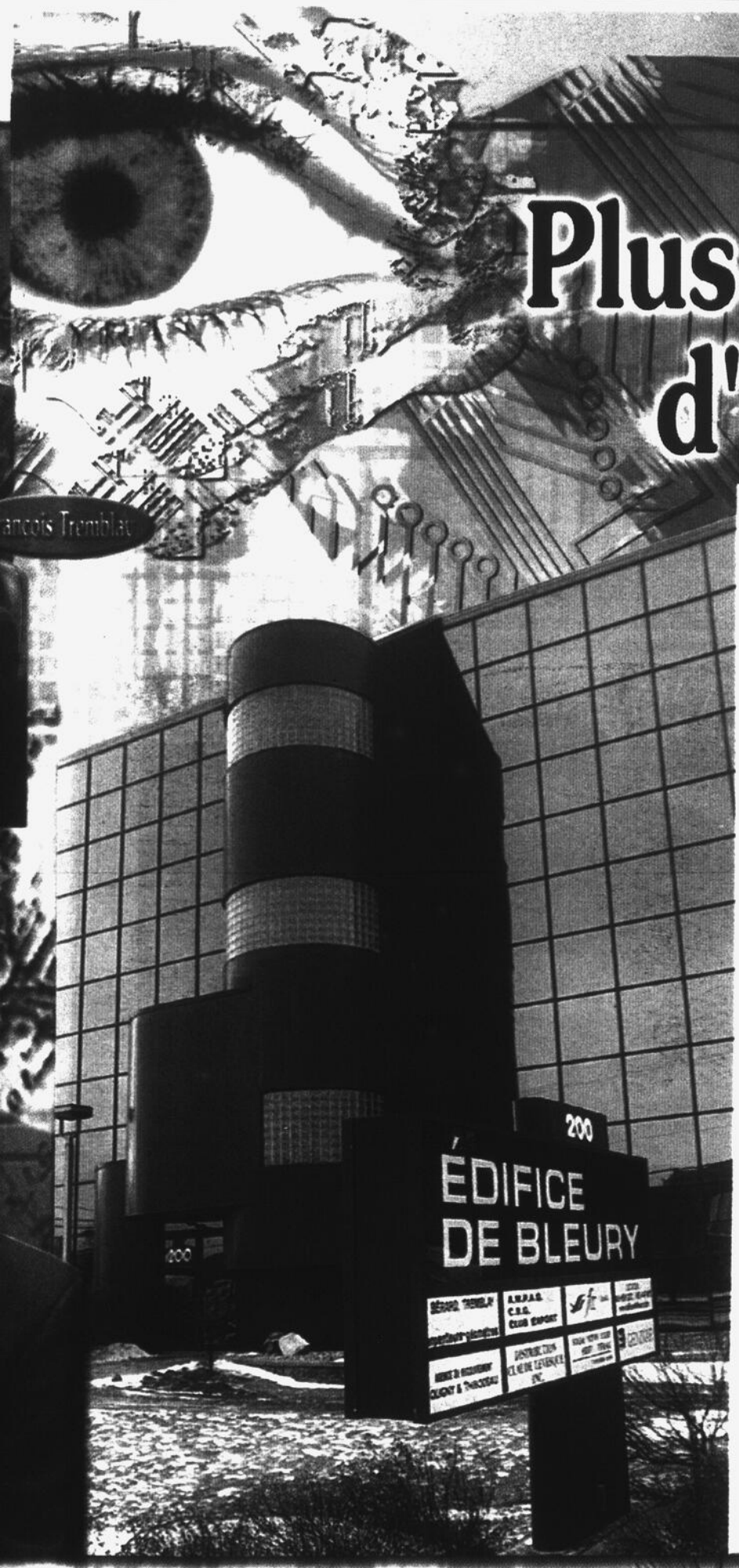
Le souci de la dimension humaine se remarque aussi par la présence de l'entreprise au sein de la communauté. Les fondateurs participent à divers clubs sociaux et sportifs. François Tremblay a déjà été président du club de golf et il existe même un trophée Bérard Tremblay pour le hockey bantam.

CARRIERE BERNIER

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
ASPHALTE • BÉTON • PIERRE

Une relation d'affaires solide comme le roc

25, Petit Bernier, C.P. 548
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 545-2000
carriere@carrirebernier.com



Plus de vingt ans d'expérience

Fondée en 1994, la société Bérard Tremblay arpenteurs-géomètres résulte de la fusion de Bérard/Chatelois créée en 1985 à Chambly et François Tremblay, arpenteur établi à Saint-Jean depuis 1984. La société a conservé ses deux établissements à Saint-Jean et à Chambly, et chacune est dirigée par un arpenteur-géomètre résidant et comprend un personnel technique qualifié. Elle compte aujourd'hui 25 employés, dont 5 arpenteurs-géomètres.

Originaire de l'Ange-Gardien-de-Rouville, Daniel Bérard eut son premier contact avec les cartes et les propriétés lors d'un emploi d'été au service d'évaluation foncière d'Iberville. Fils de cultivateur avec des talents pour la géométrie, il voyait dans la profession d'arpenteur-géomètre un bon équilibre entre la vie en plein air et le travail intellectuel. Il complète son baccalauréat en géomatique à l'Université Laval en 1981.

Originaire de Saint-Jean, François Tremblay occupe dans sa jeunesse un emploi d'été similaire à son confrère, au service technique de la ville de Saint-Jean. Fort en mathématique, lui aussi est attiré par le travail extérieur des arpenteurs-géomètres. Il étudiera aussi à l'Université Laval et deviendra arpenteur-géomètre le 17 juin 1981. Il aime se rappeler la date puisque, 20 ans après, jour pour jour, le 17 juin 2001 il deviendra président de l'Ordre des Arpenteurs-Géomètres du Québec.

Donc, beaucoup de similitudes entre les deux principaux associés de l'entreprise : diplômés la même année, influencés par un emploi d'été et tous deux attirés par le travail extérieur de leur profession. Ils sourient aujourd'hui à l'idée du travail extérieur puisqu'ils ne vont plus guère sur le terrain. La profession a changé de bien des façons. Mais c'est très bien, elle demeure stimulante parce que les défis sont toujours différents. Les contacts entre professionnels aussi sont stimulants et variés. Ils font affaire avec des architectes, des entrepreneurs, des notaires... et même des responsables olympiques.

Il recommande la profession à tous et toutes les jeunes qui aiment appliquer les nouvelles technologies et qui ont une certaine facilité en mathématiques. *Ce n'est pas parce qu'un jeune est bon en mathématique qu'il doit devenir forcément comptable*, aiment-ils rappeler, en particulier aux conseillers en orientation . La profession d'arpenteur-géomètre est dynamisante et pleine de défis intéressants, bien qu'on en compte seulement 1000 au Québec, une situation possiblement attribuable au manque d'information à son sujet. Chose certaine, Daniel Bérard et François Tremblay s'en trouvent satisfaits.

Pour finir : qui a été le premier arpenteur à exercer sa profession en Nouvelle-France ? Samuel de Champlain. Vous voyez, la profession attire des gagnants.

BÉRARD REMBLAY
& ASSOCIÉS
ARPENTEURS • GÉOMÈTRES

Entrepreneur général
Travaux de génie civil
Routes et infrastructures

Béton
Pierre concassée
Mélanges bitumineux

BAILLARGEON
Bâtir pour durer

800, rue des Carrières, C.P. 220
Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 6Z4
(450) 346-4441

BAILLARGEON
Bâtir pour durer

102705-3c39-hjid

CLASSE EXÉCUTIVE

WWW.berardtremblay.com
un site Web transactionnel

La technologie ne s'arrête pas aux instruments de mesure et de traitement des données. www.berardtremblay.com se propose comme un moyen de communication additionnel pour mieux servir ses clients actuels et futurs. Il offre des informations complètes sur l'entreprise, ses services et son histoire. Le visiteur peut :

- y visionner un clip vidéo qui présente l'entreprise ;
- y convertir des mesures : des acres ou des arpents en hectares, etc. ;
- y confier un mandat à l'entreprise et payer par carte de crédit ;
- y consulter :
  - les services offerts
  - les ressources humaines,
  - les ressources matérielles,
  - les greffes,
  - le programme d'assurance-qualité.

Et si vous voulez en savoir plus sur la profession ou consulter des exemples de tarifs, il y a un lien vers le site Web de l'Ordre des Arpenteurs-Géomètre du Québec.

Petit lexique d'une grande profession

Toute activité spécialisée vient avec son langage spécialisé. C'est vrai aussi pour la profession d'arpenteur-géomètre. Il est intéressant de se familiariser avec ce langage pour saisir des nuances importantes entre des notions similaires. Par exemple, bien que l'on puisse imaginer a priori que les concepts de piquetage et bornage sont semblables, ils sont radicalement différents. Alors que le piquetage a pour but d'indiquer au moyen de repères les limites d'un terrain, le bornage implique tout un processus judiciaire qui établit de façon permanente la limite entre deux propriétés. Pas pareil du tout.

Voici un petit lexique intéressant de la profession.

BORNAGE — Opérations qu'effectue l'arpenteur-géomètre afin d'établir de façon irrévocable et permanente la limite entre deux propriétés. Un propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës pour établir les bornes, rétablir des bornes déplacées ou disparues, reconnaître d'anciennes bornes ou rectifier la ligne séparative de leurs fonds.

CADASTRER — Opérations qu'effectue l'arpenteur-géomètre dans le but d'identifier une propriété par une numérotation unique. La loi remplace l'expression " cadastrer un terrain " par " immatriculer un immeuble ", c'est-à-dire situer les immeubles en position relative sur un plan, à indiquer les limites, leurs mesures et leur contenance, et à leur attribuer un numéro particulier.

GÉODÉSIE ET MICROGÉODÉSIE — Science permettant à l'arpenteur-géomètre de vérifier l'avancement des travaux de routes et d'édifices en identifiant leur emplacement exact à l'aide de coordonnées précises, de réaliser des études de déformation de ponts et de barrages. La microgéodésie se réalise à une échelle plus fine et à trait aux mesures industrielles de grande précision dans le domaine des pâtes et papiers, de l'aéronautique et de l'automobile.

GÉOMATIQUE — Discipline ayant pour objet la gestion des données géographiques, et qui fait appel aux sciences et aux technologies reliées à leur acquisition, leur stockage, leur traitement et leur diffusion.

PHOTOGRAMMETRIE — Ensemble des techniques d'élaboration de plans et de cartes d'après des photographies aériennes.

PIQUETAGE — Ensemble des opérations effectuées par l'arpenteur-géomètre dans le but d'indiquer, au moyen de repères, les limites d'un terrain. Le piquetage est valable pour le seul bénéfice du client.

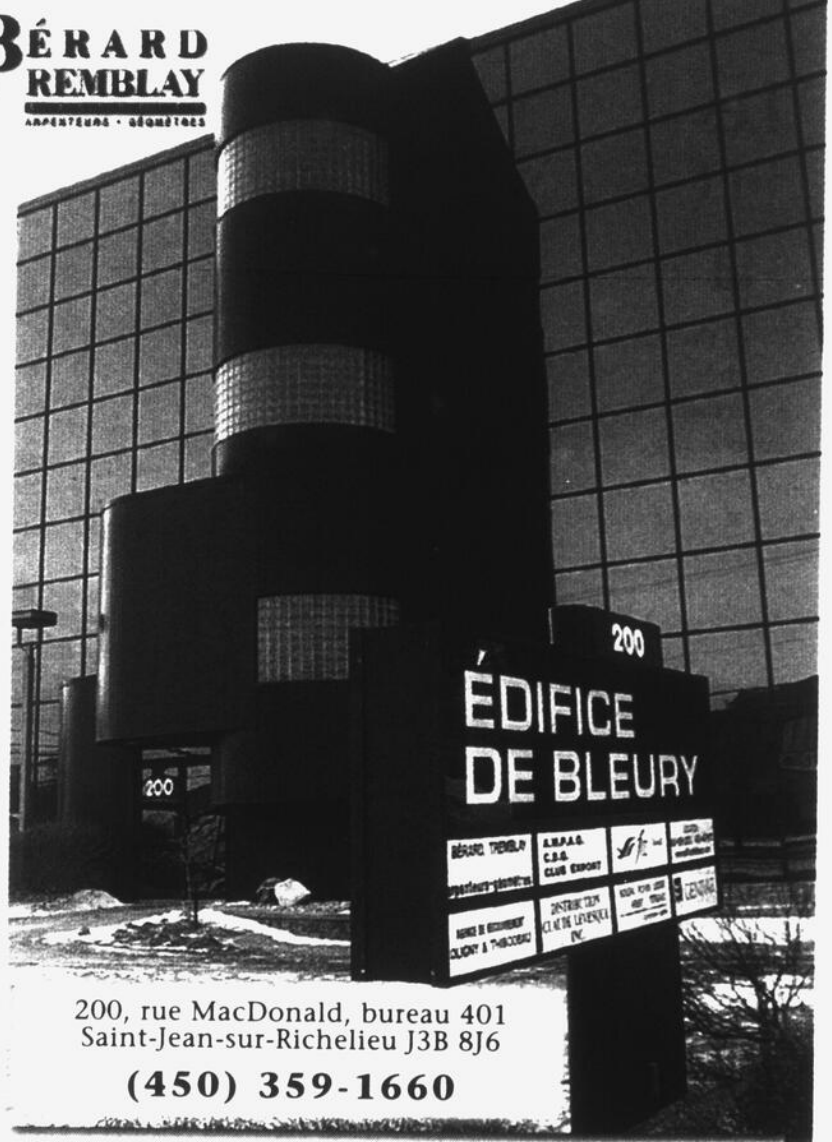
S.I.R.S. SYSTÈME D'INFORMATION À RÉFÉRENCE SPATIALE — Les SIRS emmagasinent à l'ordinateur toutes les informations pertinentes en relation avec un territoire donné. L'expertise particulière de l'arpenteur-géomètre lui permet de superviser et de coordonner la mise en place et la gestion de tels systèmes. Avec les SIRS, les arpenteurs-géomètres s'assurent de la collecte, de la mise à jour, de la gestion et de la diffusion des données, tout en veillant à leur intégrité et à leur cohérence.

TÉLÉDÉTECTION — Ensemble de techniques mises en oeuvre à partir d'avions ou de satellites, et qui ont pour but pour obtenir des images de la Terre et fournir à l'arpenteur-géomètre des informations essentielles à la réalisation de son travail.

TOPOMÉTRIE — Moyens technologiques sophistiqués, tels des instruments optiques et électroniques ainsi que des ordinateurs pour établir le positionnement d'infrastructures urbaines et de travaux de génie, par exemple.

SOURCES : Le grand dictionnaire terminologique de l'Office de la langue française www.granddictionnaire.com et l'Ordre des Arpenteurs-Géomètres du Québec www.oagc.qc.ca

BÉRARD REMBLAY
ARPENTEURS • GÉOMÈTRES



200, rue MacDonald, bureau 401
Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 8J6
(450) 359-1660

Habitations EnerGIK INC.
Pour un confort sur mesure !

Messieurs André et Éric Girard sont heureux de participer au succès de Bérard, Tremblay.

(450) 359-1889

Construction et rénovation résidentielles et commerciales

102707-3c39-hgf

65 % NE SAVENT PAS DE COMBIEN D'ARGENT ILS AURONT BESOIN À LA RETRAITE

63% des Québécois prévoient travailler à la retraite

Selon un sondage national récent commandé par le Groupe Investors à Decima Research, 63% des Québécois envisagent fortement de travailler à la retraite, sous une forme ou une autre. C'est un énorme contraste par rapport aux retraités Québécois actuels, puisque seulement 25 % des répondants retraités ont indiqué avoir un emploi.

Le sondage indique aussi que 80 % des Québécois prévoient compter sur un «revenu gagné» comme source de revenu principal ou secondaire à la retraite. Quarante-quatre pour cent des répondants ont indiqué qu'ils prévoyaient travailler à temps partiel, et 34 % pensent offrir des services de consultation ou travailler à leur compte.

Malgré qu'une grande majorité de répondants supposent que le travail occupera une partie de leur temps à la retraite, le sondage indique que la plupart des Québécois (65 %) n'ont pas déterminé quels seront leurs besoins financiers à cette étape de leur vie. Fait intéressant, le nombre de Québécois qui prévoient prendre une retraite anticipée ne semble pas fluctuer en dépit de cette incertitude. Selon le sondage, 45 % des Québécois envisagent de prendre leur retraite avant 60 ans, même si 56 % ne savent pas de combien d'argent ils auront besoin à cette fin.

«La retraite ne doit pas être un événement imprévu, dit Marie-Claude Riendeau, directrice, Fiscalité et planification successorale, Planification financière avancée au Groupe Investors. Bon nombre de personnes qui n'auront pas planifié adéquatement leur retraite devront probablement travailler pour maintenir leur style de vie. Attendre à la dernière minute pour planifier sa retraite, ou modeler son style de vie de retraité selon des hypothèses inexactes, est hasardeux. Voilà pourquoi il est essentiel de consulter un planificateur pour se bâtir la retraite que l'on désire».

Bien que la plupart des répondants aient indiqué qu'ils n'avaient pas rajusté leurs projets de retraite compte tenu des faibles rendements des marchés, ceux qui l'ont fait (15 %) ont dit qu'ils prévoyaient dorénavant gagner plus d'argent à la retraite, économiser davantage et dépenser moins. Les non-retraités ont répondu qu'ils prendraient des mesures pour gagner plus d'argent à la retraite (59%) et épargner davantage (74 %) en raison de la volatilité des marchés boursiers. Les répondants qui sont à la retraite ont indiqué qu'ils planifiaient dépenser moins d'argent (78 %) et diminuer leurs attentes quant à leur style de vie (67 %).

«Les gens doivent être réalistes quant à la possibilité de toucher un salaire à mesure qu'ils prennent de l'âge. Quand les gens quittent leur travail principal pour prendre leur retraite, plusieurs d'entre eux espèrent trouver un nouvel emploi qui les comblera tout en leur permettant de toucher un revenu d'appoint. Toutefois, il est aventureux de compter sur ce genre de revenu, puisque seulement un retraité sur cinq réussit à se trouver un nouvel emploi qui lui procure une rémunération», dit Marie-Claude Riendeau, directrice, Fiscalité et planification successorale, Planification financière avancée au Groupe Investors.

Le sondage a aussi permis de mettre au jour certaines attitudes intéressantes en ce qui concerne la retraite:

- 78 % des Québécois ont dit compter sur le RPC comme source de revenu principale ou secondaire une fois qu'ils seront à la retraite.
- 75 % des répondants ont dit compter sur leur REER comme source de revenu principale ou secondaire.
- 61 % des répondants ont dit que le régime de retraite de leur employeur constituerait une source de revenu principale ou secondaire.
- Les jeunes Québécois (moins de 50 ans) s'attendent en majorité à générer leurs propres revenus de retraite grâce à un salaire ou à un revenu de placements, alors que les retraités sont plus susceptibles de se fier aux régimes de pension des gouvernements.

Seulement 20 % des Québécois ont dit qu'ils s'attendent à recevoir un héritage qui améliorera leur situation financière. ■

ADMISSIBLES AUX RÉER

Les Obligations d'épargne du Canada appréciées pour la sécurité de placement

Les fluctuations des marchés financiers forcent un certain nombre d'épargnants canadiens à réévaluer leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER). Il ressort d'une récente étude commanditée par Placements Épargne Canada (PEC) que 69 pour cent des Canadiens considèrent la «sûreté de l'épargne» comme le facteur déterminant dans leur décision d'investissement.

«Les Canadiens sont en général des investisseurs prudents», estime Jacqueline Orange, présidente-directrice générale de PEC, un organisme de service spécial du ministère des Finances. «D'après les recherches effectuées en l'occurrence, les épargnants canadiens ont tendance à opter pour une approche modérée, qui consiste à diversifier leur portefeuille avec des produits à revenu fixe afin d'apporter une dose de sûreté à leurs REER.»

Avec l'Obligation d'épargne du Canada (OEC) et l'Obligation à prime du Canada (OPC) à taux d'intérêt plus élevé, le gouvernement du Canada garantit le taux de rendement et le placement initial. Les deux titres sont assortis de l'option REER sans frais.

L'option REER permet aux titulaires d'OEC et/ou d'OPC à intérêts composés de cotiser en tout temps au RER du Canada avec tout ou partie de leurs titres (sous réserve des limites déterminées par l'Agence des douanes et du revenu du Canada). C'est une façon simple de profiter des réductions d'impôt des REER, tout en continuant à profiter des taux d'intérêt garantis de ces obligations. Pour avoir droit à une déduction fiscale liée aux REER pour l'année 2002, vos cotisations à un REER doivent être effectuées au plus tard le 3 mars 2003.

Dans la mesure où il n'est jamais trop tôt pour commencer à songer aux cotisations de l'année prochaine, il serait souhaitable que vous réfléchissiez à un moyen pratique de cotiser à vos REER. Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada souscrites sur le lieu de travail par le truchement du programme d'épargne-salaire peuvent servir à faire fructifier vos REER en sûreté et sans aucuns frais.

Quand vient le temps de la retraite, le fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) sans frais procure un revenu régulier dans un régime d'épargne à impôt différé.

Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada (y compris avec les options enregistrées sans frais) sont en vente en ligne à www.oec.gc.ca, par téléphone au 1 888 773-9999 ainsi qu'à votre institution bancaire ou financière, chaque année, du début octobre au 1er avril. ■

AIDANS, DUPONT
Huissiers de justice
Étude établi depuis plus de 30 ans

Pour un service professionnel, confidentiel et rapide.

NOUVEAU
Service de RECOUVREMENT À L'AMIABLE (à partir d'une simple facture)

- Nous exécutons vos jugements de la cour
- Signification de vos demandes de la Régie du Logement et mise en demeure
- Nous desservons un vaste territoire (province de Québec)
- Service de constats pour preuves ultérieures



125, rue Saint-Charles
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 2C4
346-3585 / 1-877-330-3585 (sans frais)
Téléc. : (450) 346-4939
aidansdupont@qc.aira.com

M. Guy Aidans,
huissier de justice

108243-3639-09

Les consommateurs ont un rôle à jouer pour protéger leur argent

À votre avis, quel rôle jouez-vous lorsqu'il s'agit de protéger votre argent et vos renseignements personnels? Par vos actions, vous jouez en fait un rôle très important, qu'il s'agisse de protéger votre numéro d'identification personnel (NIP), de signaler sans tarder toute carte volée ou perdue ou de réduire au minimum le nombre de cartes que vous transportez.

Pour en savoir davantage sur les mesures que vous pouvez prendre, consultez les conseils et techniques de sécurité que renferme la toute nouvelle version du guide de protection des consommateurs, intitulé Protéger son argent, qui est offert gratuitement par l'Association des banquiers canadiens (ABC). Ce guide compile une foule de renseignements utiles. Une nouvelle section porte sur l'usurpation d'identité et fournit plusieurs conseils de prévention. Au contraire des autres types de fraude, l'usurpation d'identité peut commencer dès qu'un criminel a un accès autorisé aux modes d'identification d'une personne, que la victime en soit ou non consciente. Voici des conseils pour prévenir l'usurpation d'identité.

- Avant de donner des renseignements personnels, informez-vous sur la façon dont ils seront utilisés et s'ils seront communiqués à des tiers.

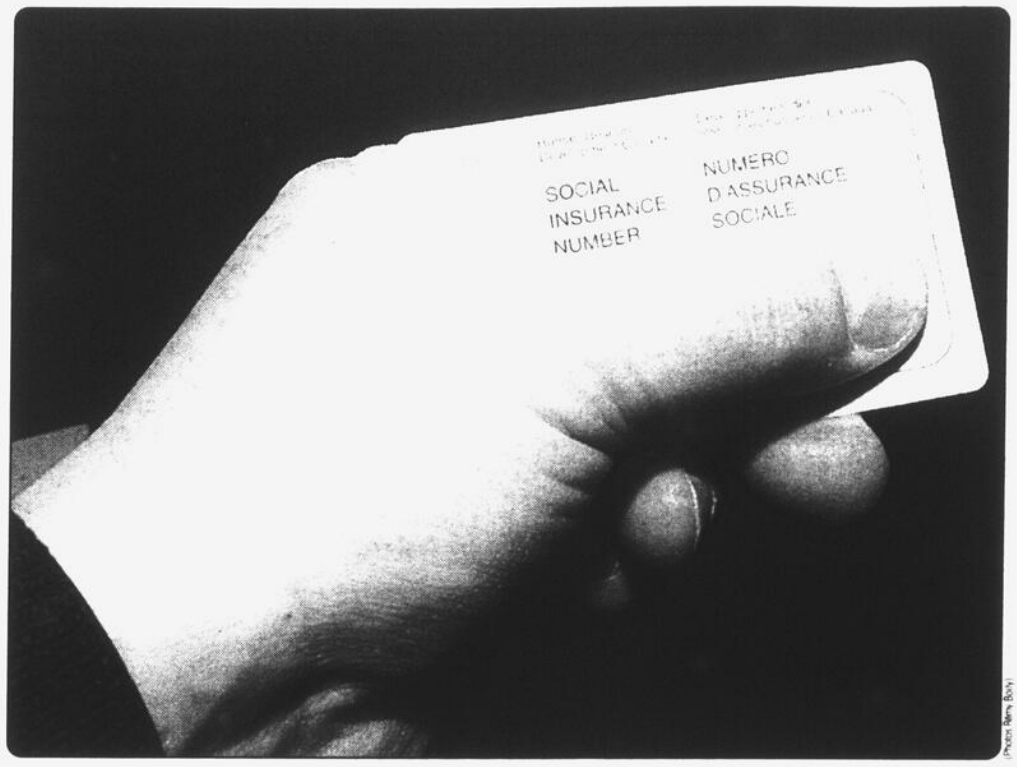
- Surveillez vos cycles de facturation. Si vous ne recevez pas vos factures au moment prévu, avisez-en vos créanciers.

- Veillez sur votre courrier. Déposez le courrier à expédier dans les boîtes de collecte prévues à cette fin ou à votre bureau de Poste Canada.

- Ne tardez pas à retirer votre courrier de votre boîte aux lettres après sa livraison.

- Assurez-vous de faire suivre votre courrier si vous déménagez ou changez d'adresse postale. Assurez-vous que vous recevez votre courrier à temps.

- Utilisez des mots de passe pour vos cartes de crédit ainsi que vos comptes de banque et de téléphone. Éviter de choisir le nom de fille de votre mère, votre date de naissance, les quatre derniers chiffres de votre NAS ou de votre numéro de téléphone, car ils sont facilement disponibles.



Il est inutile de traîner sa carte d'assurance sociale avec soi.

- Transportez le moins de pièces d'identité et de cartes bancaires possible.

- Ne donnez pas de renseignements personnels au téléphone, par courrier ou dans Internet à moins d'être la personne qui a établi la communication ou de connaître la personne avec qui vous faites affaire.

- Gardez les documents contenant des renseignements personnels dans un endroit sûr. Un usurpateur d'identité ne se gênera par pour fouiller dans vos déchets et votre bac de recyclage à la recherche de renseignements.

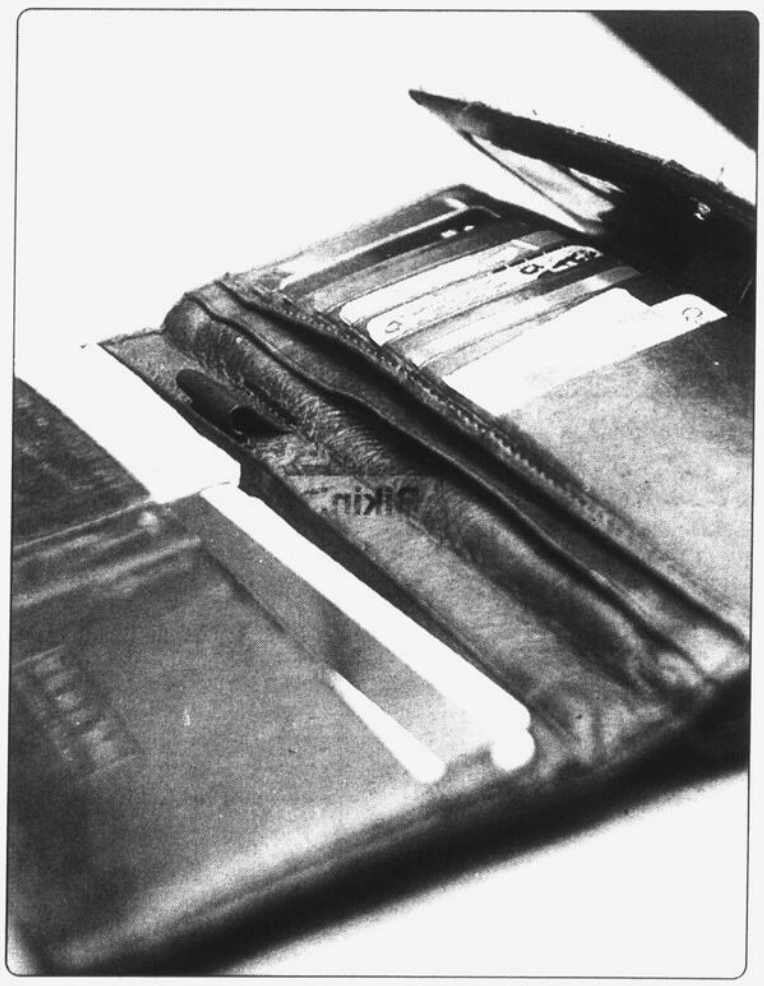
- Assurez-vous de déchirer ou de déchiqueter vos copies de demandes de carte de crédit, vos formulaires d'assurance, vos rapports de médecin et les offres de carte de crédit que vous recevez par courrier.

- Ne donnez votre numéro d'assurance sociale (NAS) que si vous ne pouvez faire autrement.

- Ne traînez pas votre carte d'assurance sociale avec vous. Rangez-la dans un endroit sûr.

Protéger son argent contient aussi certaines des informations que l'ABC diffuse aux propriétaires d'une petite entreprise, un peu partout au Canada, depuis mai 2002, par le biais du populaire séminaire Mêlez-vous de vos affaires électroniques - la sécurité et la protection des renseignements personnels : un enjeu important.

On peut se procurer gratuitement de l'information sur les séminaires et des exemplaires de Protéger son argent, auprès de l'ABC, en composant le 1 800 263-0231 ou en consultant son site Web (www.cba.ca). ■



Un portefeuille trop garni n'est pas une bonne idée. Il faut traîner le minimum de pièces d'identité et de cartes bancaires avec soi.

Cartes de crédit: ne facilitez pas la tâche des fraudeurs

Vous croyez peut-être que ces dix règles ne sont pas nécessaires. Toutefois, si vous les ignorez, vous facilitez la tâche des fraudeurs qui souhaitent utiliser vos cartes.

1. Protégez votre numéro d'identification personnel (NIP) ou code de sécurité. Vous devez le mémoriser et vous assurer qu'il ne figure sur aucun document.

2. Le plus grand nombre de vols de carte surviennent sur les lieux de travail et nous vous recommandons de toujours porter vos cartes de crédit sur vous lorsque vous êtes au travail.

3. Ne laissez jamais vos cartes de crédit dans la voiture, car après les lieux du travail, les voitures sont les cibles préférées des voleurs de cartes de crédit.

4. Après avoir réglé un achat par carte, assurez-vous que la carte que l'on vous remet est bien la vôtre.

5. En voyage, ayez toujours vos cartes de crédit avec vous ou rangez-les dans un endroit sûr.

6. Signalez immédiatement la perte ou le vol d'une carte de crédit.

7. Dès la réception de votre carte, apposez votre signature au verso de celle-ci.

8. Dressez une liste de toutes vos cartes ainsi que de leur numéro.

9. Vérifiez bien vos relevés mensuels.

10. Ne révélez jamais votre numéro de carte de crédit au téléphone à moins que vous ne traitiez avec une entreprise connue ou n'ayez établi vous-même la communication. ■

Attention à l'usurpation d'identité

L'usurpation d'identité est de plus en plus fréquente. Voici quelques moyens à prendre pour vous protéger à cet égard :

1. Avant de donner des renseignements personnels, informez-vous de quelle façon ils seront utilisés et s'ils seront communiqués à des tiers.

2. Surveillez vos cycles de facturation. Si vous ne recevez pas vos factures au moment prévu, avisez-en vos créanciers.

3. Veillez sur votre courrier. Déposez le courrier à expédier dans les boîtes de collecte prévues à cette fin ou à votre bureau de poste local. Ne tardez pas à retirer votre courrier de votre boîte aux lettres après sa livraison. Assurez-vous de faire suivre votre courrier si vous déménagez ou changez d'adresse postale.

4. Utilisez des mots de passe pour vos cartes de crédit ainsi que vos comptes de banque et de téléphone. Éviter de choisir le nom de fille de votre mère, votre date de naissance, les quatre derniers chiffres de votre NAS (numéro d'assurance sociale) ou de votre numéro de téléphone, car ils sont facilement disponibles.

5. Transportez le moins de pièces d'identité et de cartes possible.

6. Ne donnez pas de renseignements personnels au téléphone, par courrier ou dans Internet à moins d'être la personne qui a établi la communication ou de connaître la personne avec qui vous faites affaire.

7. Gardez les documents contenant des renseignements personnels dans un endroit sûr. Un usurpateur d'identité ne se gênera par pour fouiller dans vos déchets et votre bac de recyclage à la recherche de renseignements. Assurez-vous de déchirer ou de déchiqueter vos copies de demandes de carte de crédit, vos formulaires d'assurance, vos rapports de médecin et les offres de carte de crédit que vous recevez par courrier.

8. Ne donnez votre NAS que si vous ne pouvez faire autrement. Dans la mesure du possible, proposez un autre type de pièce d'identité.

9. Ne traînez pas votre carte d'assurance sociale avec vous. Rangez-la dans un endroit sûr. ■



(Photo: Rémy Boily)

Les documents contenant des renseignements personnels doivent être déchiquetés avant d'être jetés aux rebuts. Les usurpateurs d'identité n'hésitent pas à fouiller dans le bac de recyclage ou les ordures.

Dix conseils de sécurité pour vos cartes de débit

Conscientes des préoccupations que l'utilisation accrue de l'automatisation suscite chez les consommateurs, les institutions financières canadiennes vous offrent les conseils suivants afin de vous aider à effectuer vos transactions aux guichets automatiques bancaires (GAB) et vos transactions par carte de paiement direct (débit) INTERAC.

1. Passez en revue vos relevés bancaires mensuels ou vos livrets de banque régulièrement. Recherchez les transactions excédentaires ou manquantes. Signalez immédiatement toute anomalie.

2. Il vous faut une carte d'accès et un numéro d'identification personnel (NIP) pour effectuer une transaction à un guichet automatique ou une transaction de débit. Votre NIP est votre signature électronique. Vous devez le mémoriser et vous assurer qu'il ne figure sur aucun document.

3. Votre carte de guichet ou de débit est la clé qui vous permet d'accéder à votre ou à vos comptes. Elle est réservée exclusivement à votre usage personnel. Rangez-la dans un endroit sûr et ne la «prêtez» à personne.

4. En choisissant votre NIP, évitez de prendre votre numéro de téléphone, votre date de naissance ou votre adresse, car ces numéros sont trop évidents.

5. Ne divulguez votre NIP à personne. Aucune institution financière, aucun agent de police ni aucun commerçant n'est autorisé à vous demander votre NIP. Votre NIP n'appartient qu'à vous.

6. Effectuez toujours vos transactions au guichet ou au moment où vous vous sentez le plus en sécurité.

7. Lorsque vous effectuez une transaction avec une carte de guichet ou une carte de débit, mettez à l'abri des regards la séquence de composition de votre NIP avec votre main ou votre corps.

8. Une fois la transaction terminée, n'oubliez pas de récupérer votre carte et, s'il y a lieu, votre relevé de transaction.

9. Advenant la perte ou le vol de votre carte ou la non-restitution de votre carte par le GAB, veuillez aviser immédiatement votre institution financière. La plupart des institutions financières offrent à cet égard un numéro sans frais ou un service 24 heures, ou les deux.

10. Pensez à votre sécurité avant tout. Signalez immédiatement l'incident à la police et à votre banque. ■



(Photo: Rémy Boily)

Au moment de composer son NIP, il faut se méfier des regards indiscrets.

Clinique Épilation LaserPLus
Marc Merizzi m.d.
1-877-543-5655 (450)443-5655
Épilation au laser
Nouveau Diode LightSheer
Brossard et St-Jean
Aurora DS
Brossard seulement
Un gage de succès
Évaluation médicale gratuite
Supervision Médicale
Rajeunissement cutané
Microdermabrasion Salt-A-Peel
Vergetures Acné
Taches solaires Hyperpigmentation
Esthétique médicale
Restylane Reviderm
Botox Artecoll
www.espaceweb.qc.ca/laser/
Epilation au laser disponible à St-Jean
Clinique Médicale Iberville, 245 rue Riendeau, Iberville
6955 Boul Taschereau #208 Brossard à coté de Renaud Bray


SPÉCIAL
Bikini* et aisselles
159$ par traitement
* Bikini régulier
Redonnez à votre peau une apparence saine et plus vivante
Rides, cicatrices d'acné, pattes d'oie, plis du visage, augmentation des lèvres
102682-3c39-j

CLASSE EXÉCUTIVE ACIER SÉLECT

Acier Sélect inc. a le vent dans les voiles

Acier Sélect inc. se spécialise dans la fabrication et l'installation de structures d'acier d'immeubles commerciaux et industriels. Grâce à l'initiative et au désir de réussir de ses trois actionnaires, Jean-Paul Roy, Sylvain Benjamin et André Berger, cette jeune entreprise johannaise a rapidement acquis ses lettres de noblesse et est devenue synonyme de confiance et de travail bien fait dans l'industrie de la construction. Ses nombreuses réalisations, non seulement dans la région immédiate, mais aussi au-delà de la frontière québécoise, en font la plus importante entreprise spécialisée dans le domaine dans le Haut-Richelieu.

L'entreprise qui emploie quelque 70 personnes est située au 675, rue Trotter dans le Parc industriel de Saint-Jean-sur-Richelieu. Le chiffre d'affaires de Structure d'acier Sélect est en constante progression depuis ses débuts. Il était de 3 millions en 1998-99, avant d'atteindre les 11 millions en 2001-2002 et devrait aisément franchir la barre des 15 millions cette année. Acier Sélect inc. peut réaliser tous genres de projets allant du plus petit au plus gros. Ses services de fabrication et d'installation de structure vont du simple garage à des entrepôts de 500 000 pieds carrés. À titre d'exemple, l'équipe de travailleurs d'Acier Sélect inc. s'affairait présentement à la fabrication de la structure d'un bâtiment de 500 000 pieds carrés qui abritera le nouveau centre de distribution du Groupe Aldo, à Ville-Saint-Laurent. Il s'agit d'un contrat de 3,2 millions de dollars sur un projet estimé à 30 millions.

Le personnel spécialisé de Acier Sélect inc. travaille à partir de plans fournis par des ingénieurs et/ou architectes. Une fois le contrat en main, Acier Sélect inc. réalise le dessin détaillé de chacune des composantes de la structure, et soumet ses dessins à l'ingénieur chargé du projet pour approbation. Une fois les plans acceptés, Acier Sélect inc. peut entreprendre la fabrication de la structure selon un échéancier de production généralement très serré. Les différentes pièces qui composeront celle-ci seront ensuite livrées sur le chantier puis installées par l'équipe de montage selon un échéancier encore plus serré, tient à préciser Sylvain Benjamin.

Le personnel de la firme johannaise doit toujours travailler contre la montre. La pression qu'impose ce métier à ses travailleurs est grande, peu importe la période de l'année. Les trois partenaires en affaires composent aisément avec ce genre de contraintes occasionnées par une industrie de la construction en pleine effervescence. Tous trois souhaitent d'ailleurs que ce secteur de l'économie poursuivre sur sa lancée au cours des prochaines années, ce qui permettra de maintenir la croissance de leur entreprise et de peut-être même doubler dans un avenir très rapproché la superficie de la nouvelle usine dont ils viennent à peine de prendre possession l'automne dernier.

Acier Sélect inc. est fière de compter parmi ses principales réalisations dans la région les immeubles abritant le magasin Wal-Mart de Saint-Luc ainsi que les nouveaux agrandissements des usines Saint-Jean Photochimie et Formica, de Saint-Jean-sur-Richelieu et Olymel d'Iberville. À l'extérieur de la région, l'entreprise a réalisé les structures d'acier du Hangar 43 du Port de Montréal, un contrat évalué à 2M$ dont la conception a nécessité pas moins de 1 200 tonnes d'acier; l'agrandissement du Centre de distribution de Provigo à Boucherville, 2,1M$; et le cinéma Star Cité voisin du Stade Olympique, un contrat de 3M$, pour ne nommer que ceux-là.

Jean-Paul Roy, Sylvain Benjamin et André Berger ne se limitent pas à déniché uniquement des contrats dans les régions du Haut-Richelieu et de la métropole. C'est également à leur entreprise qui revient la réalisation des structures d'acier de la nouvelle usine de transformation porcine de F. Ménard érigée à l'été 2001 à Sainte-Angèle-de-Monnoir, et d'une usine de transformation de volaille propriété d'intérêts ontariens et située au Nouveau-Brunswick.

En raison de ses nombreux contrats, Acier Sélect inc. fournit même du travail à d'autres entreprises de la région et de l'extérieur spécialisées dans le domaine. Situées de Sherbrooke à Québec en passant par Drummondville, celles-ci se spécialisent non seulement dans l'installation mais aussi dans la fabrication. À l'inverse, Structure d'acier Sélect effectue aussi de la sous-traitance pour ces entreprises lorsque son calendrier de production le lui permet.



Les trois associés, Sylvain Benjamin, Jean-Paul Roy et André Berger.



102704-3c39-f

DIVCO

Les Services Immobiliers Divco Limitée
8300, Pie IX, Montréal, Québec, H1Z 4E8
Tél. : (514) 593-8888 Téléc. : (514) 593-4828
Accès directe : (514) 593-1975, # 312
Courriel : arcieroa@divco.ca

102712-3c39-n

CLASSE EXÉCUTIVE

ACIER SÉLECT

Dans un secteur risqué de l'économie

Acier Sélect s'est bâtie sur une solide expertise

Le métier de fabricant-installateur de structure d'acier est rempli d'embûches. Il n'y a pas de place à l'erreur et une seule bévue sur un projet peut coûter des centaines de milliers de dollars à ce type d'entreprise. Tout doit être évalué, vérifié et approuvé encore et encore auprès des architectes, dessinateurs et gérants de projets. Plusieurs grands fabricants l'ont appris à leurs dépends après avoir commis des erreurs coûteuses, et s'y sont cassé les reins dans bien des cas.

Jean-Paul Roy et Sylvain Benjamin savaient dans quelle galère ils s'aventuraient lorsqu'en 1998, ils ont décidé de quitter leur emploi dans une entreprise de la région spécialisée dans le domaine pour se lancer dans l'aventure de l'installation en sous-traitance de structures d'acier. Fort de leur expérience respective de 24 et 15 années dans le domaine, MM. Roy et Benjamin ont rapidement décroché d'importants contrats d'installation notamment pour leur ancien employeur qui avait accepté de maintenir sa confiance dans ses deux ex-salariés.

Acier Sélect inc. doit recruter des travailleurs, rapidement ce nombre passe de deux à quatre, puis cinq et six. Quelques mois plus tard, les deux nouveaux associés ont la confirmation que l'entreprise est sur sa lancée. À l'origine spécialisée exclusivement dans l'installation de structures d'acier d'immeubles en construction, l'entreprise pouvait déjà accéder à l'étape de la production.

En novembre 1998, après une séparation avec leur ancien employeur et principal fournisseur de contrats, Jean-Paul Roy et Sylvain Benjamin louent un ancien entrepôt situé au 156, rue Vanier en vue d'entreprendre la fabrication de structures d'acier. *« Nous avions des contrats en main et pas de local. Nous cherchions un endroit dans la région. André s'est chargé de l'implantation de l'usine »*, résume Jean-Paul Roy.

Désormais, ils auront le contrôle sur toutes les étapes de la production et pourront offrir un service plus complet à leur clientèle de plus en plus importante. C'est à ce moment qu'André Berger s'est joint aux deux associés. Oeuvrant dans le domaine depuis 20 ans, il a amené avec lui une imposante expertise dans la direction d'usine.

C'est sur ses épaules qu'a reposé le dossier de la transformation du local en une usine de fabrication efficace capable de produire dans les délais prescrits par une clientèle sans cesse plus exigeante. Pour leur part, Jean-Paul et Sylvain se chargent des hommes de chantier déjà à l'emploi de l'entreprise et des soumissions auprès des clients.

« Nous avons du embaucher six ou huit nouveaux employés qu'il nous a fallu former. Il y a très peu de main-d'oeuvre spécialisée dans le domaine et les travailleurs formés qui détenaient déjà un bon emploi étaient peu enclins à relever un nouveau défi », se rappelle André Berger.

« Ce fut une très grosse aventure pour nous. André a travaillé très fort pour organiser et rendre l'usine productive pendant que nous (Jean-Paul et Sylvain) occupions tous les postes de réceptionniste à l'installateur en passant par acheteur, vendeur et dessinateur », lance Sylvain.

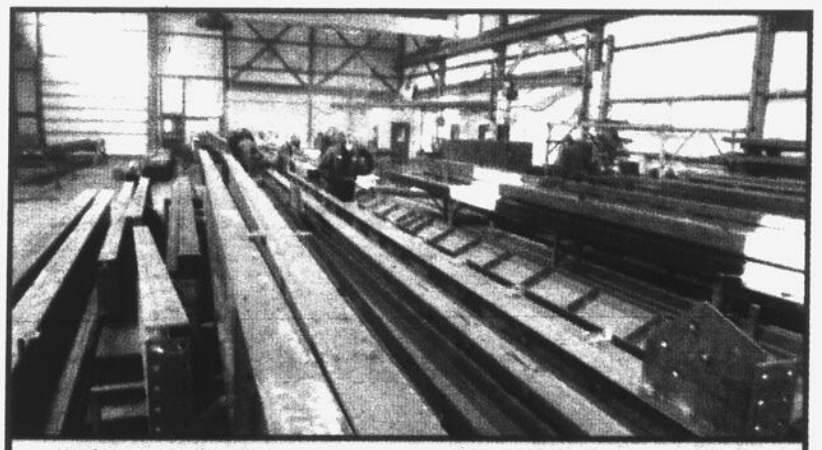
Ils n'en seraient sans doute pas là sans le support indéfectible de leurs épouses respectives qui les ont soutenus moralement et physiquement tout au long de cet important projet. Jacqueline Roy, Denise Berger et Lise Binette n'on pas compté les heures et se sont impliquées à fond. Aujourd'hui, Lise s'occupe toujours de la facturation, Jacqueline du département de la comptabilité et Denise des commandes pour l'usine.

Six mois de mise en place et de formation des travailleurs seront nécessaires. Ce n'est qu'un an après de démarrage que les trois associés pourront enfin avoir le sentiment de gérer une usine entièrement fonctionnelle.

Puis, l'entreprise fait montre de ses premières difficultés à répondre à la demande. « Plutôt que de multiplier les contrats de fabrication auprès des sous-traitants, nous avons évalué les différentes avenues de solution et nous en sommes venus à la conclusion qu'il nous fallait construire notre propre usine », relate M. Roy.

Un terrain de 150 000 pieds carrés avec façade sur la rue Trotter dans le parc industriel de Saint-Jean-sur-Richelieu est acquis en 2000. Puis, la construction d'un bâtiment de 16 000 pieds carrés moderne et entièrement adapté à la production de structure d'acier est lancée le 1er juillet 2002. Le contrat est confié à la firme Régoma Construction de Saint-Jean-sur-Richelieu.

La construction du bâtiment a nécessité un investissement de l'ordre de 1M$, alors que les équipements utilisés pour la production ont été transférés et adaptés aux nouvelles installations. Le vaste terrain dispose de tout l'espace nécessaire pour remiser la matière première servant à la fabrication et pour garer les remorques servant au transport des structures d'acier prêtes pour la livraison. Les trois associés se disent vraiment très fiers de leur décision et ne reculeraient pour rien au monde.



Situé sur la rue Trotter à Saint-Jean-sur-Richelieu, le nouvel atelier moderne d'Acier Sélect est entièrement adapté à la production de structures d'acier.

La nouvelle usine qui a la capacité de transformer 100 tonnes d'acier par semaine occupe 28 journaliers, assembleurs, soudeurs, détailleurs, peintres et opérateurs de machine. Au bout de la chaîne de production, Acier Sélect inc. fournit du travail à 30 autres personnes sur les chantiers incluant des contremaîtres, des compagnons et des apprentis. C'est sans compter tout le travail confié en sous-traitance à des entreprises spécialisées dans le domaine, en fait, tout comme l'étaient Jean-Paul Roy et Sylvain Benjamin lorsqu'ils se sont lancés à leur compte dans l'aventure de Structure d'acier Sélect.

Au fil des ans, le personnel de bureau est passé de deux associés et de leurs épouses à dix personnes qui occupent des tâches aussi variées que réceptionniste, estimateurs, gérants de projets, acheteur et personnel comptable.

Cependant, le dessin d'atelier est confié en sous-traitance. MM. Roy, Benjamin et Berger ne cachent pas qu'ils souhaiteraient bien s'approprier cette étape de production. *« Nous offrons également le service de conceptions, mais l'approbation de nos plans doit être confiée à un ingénieur. Nous aimerions aussi intégrer cette étape. Ça viendra »*, tient à préciser Jean-Paul Roy. Aujourd'hui, Acier Sélect inc. emploie en tout et partout 70 personnes et ce, sans l'octroi d'aucune subvention ou aide financière gouvernementale, affirment avec fierté les trois associés.

Pièces d'Auto St-Jean
435, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 5L4
(450) 348-3871 / (450) 348-0133
102708-3c39-f

CopiActive
COPIE & COULEUR LASER • ESTAMPE • MACARON
PLAN & DEVIS • RELIURE • FAX • PLASTIFICATION
935, boul. du Séminaire Nord,
Saint-Jean-sur-Richelieu J3A 1B6
Téléc. : (450) 349-6964
Tél. : (450) 349-6969
copie@copiactive.qc.ca
108261-3c39-n

ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS

Séminaire sur la gestion des finances personnelles à l'intention des étudiants du niveau secondaire

Vous pouvez contrôler votre argent ou laisser votre argent vous contrôler. Voilà le message de *Questions d'argent*, un séminaire unique sur la gestion financière, parrainé par l'Association des banquiers canadiens (ABC), à l'intention des étudiants du secondaire.



L'ABC croit préférable que les étudiants apprennent les réalités de la gestion des finances personnelles à l'école plutôt que de l'apprendre à leur dépens à la dure école de la vie.

L'ABC a réalisé une évaluation de ce programme auprès des étudiants et des enseignants qui ont pris part aux sessions au cours de l'année scolaire 2001-2002.

L'Association estime préférable que les étudiants apprennent en classe les dures leçons de la gestion financière, plutôt que dans la vraie vie, commente Raymond Protti, président et chef de la direction de l'ABC. Bon nombre de jeunes pensent qu'ils peuvent divulguer le NIP de leur carte de débit à leurs amis ou ne pas payer leurs factures à temps. *Question d'argent* réfute rapidement ces idées et renforce les compétences positives dont les jeunes ont besoin pour préparer leur avenir financier.»

Parmi les constats du rapport, mentionnons que:

- 97% des étudiants et des enseignants ont attribué au séminaire la cote bon à excellent;

- 94% des étudiants se sentaient mieux outillés pour préparer leur avenir financier à la suite de la présentation;

- les observations des étudiants démontrent un vif intérêt à l'égard de toutes les facettes du programme, en particulier les domaines touchant la sécurité des cartes de débit, les cotes de solvabilité et l'aide au financement des études postsecondaires.

Selon M. Protti, les messages touchent leurs cibles. De plus en plus d'observations provenant d'étudiants estiment ce séminaire très instructif. Lorsqu'un jeune apprend, par exemple, à tenir un budget ou à protéger ses cartes de crédit et de débit, il apprend en fait à éviter d'éventuels problèmes et à prendre en main son bien-être financier. En bout de ligne, le fait de savoir contrôler ses finances lui permet de protéger son argent et de se protéger.

Plus de 52 000 étudiants du secondaire IV et V ont pris part à *Questions d'argent* depuis son lancement en 1993. Plus de 1800 sessions ont eu lieu jusqu'à présent dans des collectivités de chaque province du Canada. Ce séminaire sans but commercial, d'une durée de 75 minutes, est axé sur les compétences de base en gestion financière, soit la tenue d'un budget, l'utilisation judicieuse du crédit, les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, les ressources reliées à la carrière, l'épargne et l'investissement ainsi que les questions de sécurité et de protection des renseignements personnels. Le séminaire *Questions d'argent* est animé par des banquiers spécialement formés, qui offrent bénévolement leurs services aux écoles secondaires de leur collectivité.

«Les adultes qui prennent connaissance de ce programme nous disent souvent qu'ils auraient aimé pouvoir bénéficier d'un séminaire de ce genre lorsqu'ils fréquentaient l'école», a ajouté M. Protti.

On a demandé aux étudiants qui suivent le séminaire Questions d'argent d'en évaluer, de façon anonyme, la qualité, la pertinence et l'utilité aux fins de leurs besoins à venir en gestion financière. Le rapport reflète leurs observations.

Étant donné la réponse très enthousiaste des étudiants, des enseignants et des directeurs d'école, le secteur bancaire, par le biais de l'ABC, continue d'offrir ce séminaire unique en gestion financière dans les écoles secondaires canadiennes au cours de l'année scolaire en cours.

Au Canada, plus de 1400 banquiers ont animé le séminaire, représentant les 10 principales banques du Canada, dont la Banque Canadienne de l'Ouest, la Banque CIBC, la Banque Commerciale Italienne du Canada, la Banque HSBC du Canada, la Banque Laurentienne du Canada, la Banque Nationale du Canada, la Banque Scotia, BMO Groupe financier, Groupe financier Banque TD et RBC Banque Royale.

Renseignements: les étudiants, les enseignants et les directeurs d'école intéressés peuvent communiquer avec l'ABC au 1 800 263-0231 ou visiter le site Web www.votreargent.cba.ca/ ■

Dix règles d'or pour préparer sa retraite

Dans le cadre de la saison des REER, la Banque Nationale propose 10 règles d'or pour maximiser votre portefeuille en prévision de la retraite.

Comment investir votre prochaine contribution pour le REER? Avec des taux d'intérêt aussi bas et des promesses de rendement qui ne se concrétisent pas, le doute s'installe et votre projet de retraite à 55 ans semble difficile à réaliser. Que faire?

« Avant d'investir, prenez soin de bien vous préparer. À l'aide des services d'un professionnel du placement certifié et encadré par une institution reconnue, faites un plan en établissant des objectifs de retraite réalistes qui correspondent à votre façon de vivre. Posez-vous les bonnes questions : à quel moment souhaitez-vous prendre votre retraite? Pour quel style de vie allez-vous opter? Avec combien de revenus voulez-vous prendre votre retraite? Avec votre conseiller, déterminez votre degré de tolérance au risque. Demandez-vous comment vous réagissez face aux fluctuations boursières? Avez-vous une stratégie d'investissement? Si vous n'en avez pas, vous céderez plus facilement à l'appât du gain », soulignait Philippe Bouchard, planificateur financier et directeur Gestion personnalisée à la Banque Nationale.

Une fois vos objectifs bien établis et votre profil déterminé, suivez les 10 règles d'or d'un investisseur prospère :

1. Contribuez chaque année à votre REER. Au mieux, faites vos cotisations en début d'année ce qui vous permettra de profiter d'intérêts accumulés ou encore optez pour un plan de cotisation systématique. Contribuez au REER de votre conjoint, vous profiterez de l'avantage d'un revenu familial partagé en deux au moment de la retraite et paierez ainsi moins d'impôt. Empruntez pour cotiser à votre REER est aussi une solution à envisager. Dans ce cas, utilisez le remboursement d'impôt pour régler le prêt.

2. N'achetez pas des rendements, optez pour des produits clé en mains. Les rendements passés ne sont pas garants des rendements futurs. C'est pourquoi vous devez baser votre choix sur les caractéristiques du type de placement et non sur ses performances antérieures.

3. Ne tentez pas de déjouer le marché en achetant au meilleur moment. Même les experts en placement ne parviennent pas toujours à prévoir les mouvements du marché et le meilleur moment pour acheter. Plus de 90% de votre rendement provient de la diversification de vos placements.

4. Investissez de façon systématique, par exemple mensuellement. En investissant le montant de votre choix systématiquement, vous épargnez plus facilement et à votre rythme. En investissant souvent dans l'année, vous profitez des hausses du marché, tout en évitant de subir trop durement ses baisses.

5. Diversifiez vos placements. En investissant dans plusieurs types de produits, plus d'une région, différentes catégories d'actifs et divers secteurs d'activité économique, et ce, tout en respectant votre profil d'investisseur, vous réduisez les risques et augmentez votre potentiel de rendement.

6. Soyez patient surtout en période d'instabilité des marchés. Lorsque vous investissez à long terme, demeurez fidèle à votre stratégie de placement. N'oubliez pas que l'histoire démontre qu'une baisse des marchés a souvent été suivie d'une remontée.

7. Favorisez les placements qui bénéficient d'avantages fiscaux. À l'extérieur de votre REER, privilégiez des produits dont le traitement fiscal est avantageux, comme ceux qui génèrent des gains en capital et des dividendes (actions, fonds d'actions et fonds de dividendes).

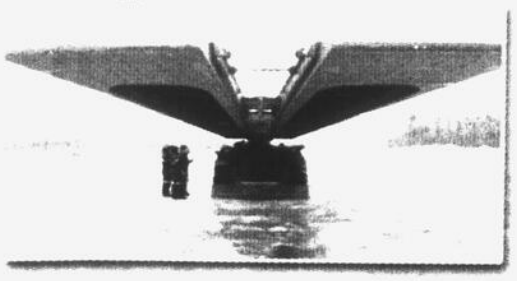
8. Ne vous privez pas du potentiel de croissance des marchés boursiers. Un portefeuille qui comprend des actions en plus d'obligations comporte un potentiel de risque moins élevé qu'un portefeuille constitué seulement d'obligations. Inclure des actions dans une proportion qui respecte votre tolérance au risque, c'est gagnant !

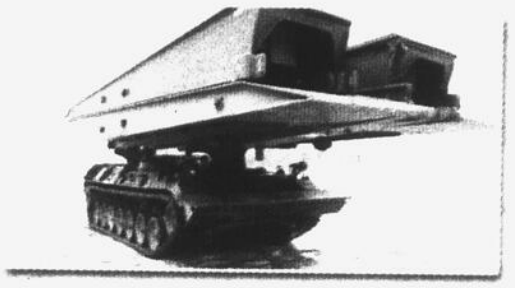
9. Maximisez le contenu étranger de votre portefeuille. Élargissez les horizons de vos placements en investissant à l'extérieur du Canada. Les marchés internationaux offrent d'excellents potentiels de rendement.

10. Suivez votre portefeuille une fois par année avec votre conseiller financier. Puisque vos besoins et votre situation financière évoluent, assurez-vous que votre portefeuille répond toujours à vos besoins. Revoyez votre portefeuille avec votre conseiller financier au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement important survient (achat d'une maison, naissance, héritage, perte d'emploi, etc.).

La Banque Nationale rappelle qu'elle offre une gamme complète de produits de placement conçus en fonction de différents profils d'investisseurs. ■

CLASSE EXECUTIVE





OERLIKON CONTRAVES

Oerlikon Contraves



CONCEPTEUR DE SOLUTIONS NOVATRICES





Nedco

Nous sommes fiers d'être partenaire de la réussite de Oerlikon Contraves et les remercions de la confiance qu'il nous témoigne.

HUBBELL

Hubbell Canada Inc.

Nedco
850, rue Pierre-Caisse, Saint-Jean-sur-Richelieu, (Québec) J3B 7Y5
Tél. : (450) 348-8750 Téléc. : (450) 348-6505

109713-3c39-I

CLASSE EXÉCUTIVE

Oerlikon Contraves

Spécialiste de l'intégration de systèmes

Oerlikon Contraves (OC) est une entreprise d'intégration de systèmes internationalement reconnue, spécialisée dans la conception, l'assemblage, l'intégration, les essais et la livraison de solutions de systèmes complètes. En mettant à profit l'expérience et les technologies acquises par le biais de l'intégration du système de missiles ADATS, OC a élargi sa gamme de produits et de services qui incluent les systèmes logiciels, les systèmes de communication et de C3, les systèmes d'arme et de détection et enfin, les technologies du transport.

Ces informations que l'on retrouve en guise d'introduction sur le site oueb d'Oerlikon Contraves résument en quelques lignes la mission de l'entreprise qui s'est implantée sous le nom de Oerlikon Aérospatiale à Saint-Jean-sur-Richelieu en 1986 à la suite de l'octroi d'un contrat de près d'un milliard de dollars avec l'armée canadienne pour la livraison d'un système intégré de défense antiaérienne. Aujourd'hui, OC fait partie du groupe Rheinmetall, actif dans les secteurs des pièces automobiles, des systèmes électroniques et des systèmes de défense.

En fait, la venue d'OC à Saint-Jean s'inscrivait alors dans une opération visant à positionner l'entreprise européenne sur les marchés nord-américain et international. Le contrat de la Défense canadienne constituait la porte d'entrée de ce vaste marché qui s'offrait maintenant à elle. Après trois années d'évaluation, le pari était gagné et un contrat était signé avec le gouvernement américain pour la livraison de plusieurs centaines de systèmes ADATS.

Les installations de l'entreprise sont aussitôt doublées et adaptées à la production de ces nouveaux équipements. Parallèlement à tout ce branle-bas de combat, le personnel de l'entreprise s'accroît jusqu'à 800 employés.

Puis, c'est la chute. En 1991, le gouvernement américain effectue des coupes drastiques dans ses dépenses militaires. En plus de fermer bon nombre de ses bases militaires en Europe, le couperet tombe également sur le projet de défense antiaérienne confié à OC. Des mises à pieds massives s'en suivent jusqu'à l'atteinte d'un plancher de 200 employés en 1996. Oerlikon faisait alors face à un problème d'image. *«Nous étions perçus comme une entreprise fabricant un produit pour un client défini»*, fait remarquer Norbert Cyr, directeur des communications chez Oerlikon Contraves. À long terme, OC ne pouvait poursuivre de la sorte. Il est clair que l'entreprise devait tout mettre en oeuvre pour mettre un frein à cette situation.



Jonathan Beaupré, ingénieur, et Meena Viswanathan, coordonnatrice du développement des affaires, discutant du système de diagnostic et de surveillance dans l'un des laboratoires de développement d'Oerlikon Contraves.

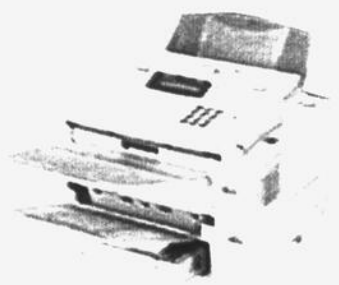
La clé !

Oerlikon Contraves est un intégrateur de systèmes. C'est là que réside la clé de son succès ! Le personnel d'OC travaille en partenariat avec des clients, des fournisseurs ou des agences gouvernementales afin de développer avec ceux-ci un assemblage de technologies et de logiciels dans le but d'offrir une solution fonctionnelle et adéquate.

En 1999, OC réalise l'inventaire de ses capacités et des applications militaires et commerciales potentielles. L'entreprise lance alors une vaste stratégie de diversification progressive et équilibrée qui permettra la relance. De nouveaux produits sont développés, les contrats affluent et OC renoue à nouveau avec le succès.

Au tout début, Oerlikon Aérospatiale avait inauguré ses nouvelles installations pour fabriquer un produit bien défini, le système ADATS, qui répondait en tout point aux exigences de son client. Oerlikon Aérospatiale se chargeait de toutes les étapes de la fabrication. L'entreprise a choisi de miser sur cette expertise en l'adaptant à sa nouvelle mission.

Oerlikon cherchait à percer un nouveau créneau, obtenir du succès et développer celui-ci en fonction du succès réalisé. *«Nous identifions les besoins du client. Nous développons un concept et nous allons chercher les technologies nécessaires à la résolution du problème. Les composantes sont amenées à l'usine, puis nous les assemblons sur place»*, résume Norbert Cyr. Tout le travail se fait directement avec le client et les fournisseurs. *«Nous sommes la "gomme technologique". Nous prenons tous ces éléments et les fusionnons pour livrer un produit unique à notre client»*, ajoute le directeur des communications.


RICOH®
Image Communication


CLASSE EXÉCUTIVE



Philippe Nadeau, technicien en électronique et Mylène Bertrand, assembleure électrique, mettent en place le câblage et font les essais dans le cadre d'un projet de transport pour Bombardier.



Exercice conduit sur un véhicule blindé poseur de pont. Sur la photo, deux représentants des Forces canadiennes ainsi que Jean-Luc Caouette et Christian Birtz d'Oerlikon Contraves.

OERLIKON CONTRAVES

Un intégrateur de systèmes

OC n'est pas un fabricant de systèmes, mais un intégrateur de systèmes. Cette différence est tentée de subtilité. À la différence d'un fabricant d'automobiles qui développe un nouveau modèle et qui tente d'en pousser la vente auprès du plus grand nombre de consommateurs possible, OC répond au besoin spécifique d'un client.

Pour atteindre cet objectif, il faut avoir acquis une excellente maîtrise de tous les éléments à l'intérieur du processus de production et c'est ce qu'offre OC. *«Nous détenons une force énorme au chapitre de l'ingénierie et plus particulièrement dans le domaine logiciel»*, note M. Cyr tout en précisant qu'OC n'emploie pas moins de 150 ingénieurs spécialisés.

Évidemment, OC ne peut exceller partout. C'est pourquoi l'entreprise a choisi de concentrer ses efforts sur certains secteurs d'activité bien définis. Il s'agit évidemment de la défense, puis des communications numériques et des technologies des transports. Pour l'entreprise, ces trois secteurs sont liés par un fil commun et, comme il s'agit de secteurs de pointe, les produits livrés par l'entreprise sont en constante évolution.

Cette façon de faire a profité à l'entreprise. La diversification des activités a permis la création de partenariats stratégiques avec des clients et des fournisseurs. «Nous ne voulons pas nous limiter à un statut de fournisseur. Nous recherchons la flexibilité pour offrir des solutions optimales à nos clients et partenaires», soutient Norbert Cyr.

De 29 millions qu'il était au moment de ce revirement en 1999, le chiffre d'affaires d'OC avait grimpé à 52 millions en 2002 et devrait atteindre les 60 millions d'ici la fin du présent exercice financier. Plus de 150 emplois ont été créés pendant cette même période et l'entreprise devrait employer 400 personnes d'ici la fin de l'année.



Jean Perreault, ingénieur de projet, configure deux stations-opérateurs qui seront installées dans l'un des centres de contrôle de la Garde côtière canadienne. Stéphane Lavigueur, technicien en essais, effectue des mesures témoins sur un cabinet d'équipement radio VHF. Ce système a été installé dans 15 centres de contrôle et dans 79 sites radio éloignés sur les côtes est et ouest du Canada.

Depuis 2000, OC a développé un large éventail de contrats dans les trois secteurs (défense, communications et transport) sur lesquels elle concentre désormais ses activités.

Défense

Au chapitre de la défense, avant tout, OC poursuit la fabrication et l'entretient des systèmes ADATS (Air Defence Anti Tank System).

De plus, elle développe actuellement des postes de tir externes et de systèmes ARROWS (Advanced Reconnaissance and Remotly Operated Weapon Station) adaptés à une nouvelle famille d'armes M3P mise au point par le fabricant belge FN-Herstal ;

- fabrique des systèmes de distribution électrique mobiles qui permettent aux forces armées de brancher les équipements de plus en plus informatisés sur des génératrices ou sur des réseaux électriques sûrs;
- assemble des démonstrateurs de technologie. Actuellement, l'armée canadienne est à tester les applications de trois habits de soldats (fantassins) du futur. Ces habits sont composés d'un ordinateur symbiotique, c'est-à-dire intégré à la veste du soldat, d'un système de communication numérique (données et voix) et d'un GPS (global positionning system). L'ordinateur sans clavier est doté d'une base de données et d'un écran afficheur. Il est activé par la voix. *«Ce produit a été développé en partenariat avec la société française SAGEM qui offre deux systèmes semblables pour la France (FELIN) et l'Angleterre (FIST). Cette opportunité nous a permis de nous faire remarquer et a même fait en sorte que notre ingénieur responsable du projet siège sur un comité de l'OTAN dont le mandat est de standardiser l'implantation de ces systèmes»*, rapporte M. Cyr;
- enfin, OC développe des simulateurs pour l'entraînement que ce soit de façon virtuelle ou sur le terrain pour des personnes seules ou pour des systèmes pouvant capter et analyser en temps réel les performances des soldats et des armes d'une équipe de combat. L'idée de base visée par ces simulateurs est d'évaluer la performance d'un soldat ou d'une équipe de combat en vue de préparer ceux-ci pour une mission.

Et ce n'est pas tout! Toutes ces solutions peuvent s'adapter à des fins non militaires. À titre d'exemple, les systèmes d'ordinateur symbiotique, d'électricité et de simulation peuvent très bien être utilisées par les services de police, de pompiers ou d'urgence.

La force de l'engagement

CGI est fière d'avoir participé au succès d'**Oerlikon Contraves** et tient à la remercier pour la confiance qu'elle lui témoigne.

CGI est la première entreprise indépendante de services-conseils en technologies de l'information au Canada et la quatrième en Amérique du Nord, compte tenu de son effectif. CGI et ses entreprises affiliées emploient plus de 21 000 professionnels.

À partir de son réseau de bureaux au Canada, aux États-Unis et en Europe, CGI offre la gamme complète des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à plus de 3 500 clients.

www.cgi.com

CGI

services-conseils/intégration de systèmes/gestion de fonctions informatiques et d'affaires/tsx:gib.a/nyse:gib

Certifiée ISO 9001

108263-3c39-L

Communications

Le secteur très vaste des communications pourrait se diviser en deux parties distinctes: la défense militaire et la sécurité maritime.

Au chapitre de la sécurité maritime, encore une fois, OC procède à un assemblage des différentes technologies à sa disposition: radio, logiciels, poste de contrôle, réseautage (informatique). Pour effectuer une percée dans ce domaine, OC a établi un partenariat avec SECMAT-NT, un fabricant français de systèmes pour la sécurité maritime. Ensemble, les deux entreprises ont développé de nouvelles solutions répondant aux récentes normes de sécurité maritime.

Déjà, un premier succès a été enregistré avec la Garde côtière canadienne et OC vient de décrocher un important contrat avec la US Coast Guard. Cette dernière est considérée comme une référence dans le monde entier, pour l'implantation d'un système de communication qui capte les signaux de détresse émis par les nouvelles radios numériques qui sont désormais installées à bord des navires commerciaux.

OC fabrique aussi des produits de gestion du trafic maritime et des systèmes de sécurité portuaires. Ces équipements modernes ressemblent à ceux que l'on retrouve dans les tours de contrôle pour l'aviation et utilisent la technologie du transpondeur. Installé sur un navire, l'appareil transmet des données aux centres de contrôle.

Les nouvelles normes internationales exigent désormais que les différents systèmes de repérage puissent communiquer entre eux. L'installation de les équipements de haute technologie s'inscrit dans une optique de sécurité portuaire, un secteur en pleine révolution. Depuis quelques années, d'importants bonds ont été réalisés dans ce domaine où l'on passe d'une technologie analogique au numérique.

Du côté du militaire maintenant, de plus en plus, les différentes armées exigent que les divers systèmes de communication qu'elles utilisent soient inter reliés et intégrés. À cet effet, les radars, caméras de détection, systèmes de reconnaissance ou d'écoute électronique qui captent toutes les informations doivent être concentrées à l'intérieur d'une interface simple. Le personnel d'OC planche sur un réseau de communication donnant accès aux capteurs qu'ils contiennent. *« La priorité numéro 1 de toutes les armées est probablement l'atteinte de cet objectif. Le futur est à la gestion de données et c'est la technologie Internet qui permettra d'atteindre cet but »*, confie le porte-parole de l'entreprise.

L'Internet se définit comme étant un réseau de réseaux et peut être comparée à une sorte de toile d'araignée numérique où tous les utilisateurs sont interconnectés à l'aide de logiciels et d'interfaces. Pour l'application militaire, on utilisera des technologies sans fil et avec fil sécuritaires, c'est-à-dire que l'information transmise est encryptée ou qu'elle circule sur un réseau filaire déconnecté du réseau public.

OC conçoit les composantes qui permettent de connecter tous ces éléments disparates. Elle détient des contrats avec les armées canadienne et néerlandaise et développe des nouvelles consoles de commandement et de contrôle pour les forces de défense finlandaises.

Transports

Depuis 2001, Oerlikon Contraves a effectué une importante inquisition dans le secteur des technologies du transport avec un premier contrat pour le compte de Bombardier Transport. Il s'agissait alors de concevoir une unité de contrôle numérique qui serait installée sur le nouveau train de Long Island aux États-Unis.

Cette percée s'est effectuée dans l'optique du développement d'un partenariat avec et pour le client. Tout comme pour le transport maritime, le secteur du transport ferroviaire est en voie d'effectuer la transition de l'analogique au numérique. Pour mener cette transition à terme, l'industrie ferroviaire doit s'en remettre à des entreprises qui maîtrisent les domaines des communications et des logiciels.

Depuis ce temps, OC a percé le secteur non seulement avec Bombardier Transport mais aussi avec d'autres grands fabricants et opérateurs de trains tels Alstom et Siemens, pour ne nommer que les deux plus connus.

OC s'est également affairée à développer de nouveaux produits de l'électronique de puissance pour le secteur du transport. Il s'agit principalement d'ondulateurs, de blocs d'alimentation, de chargeurs de batteries et de blocs d'alimentation auxiliaires. OC se démarque par la performance et la fiabilité supérieure de ses appareils en raison de l'utilisation d'une technologie et de composantes de pointe.

Une technologie de pointe dans le domaine permet de concevoir des appareils plus légers, plus fiables et moins coûteux puisqu'ils nécessitent un entretien moindre et offrent une longévité accrue. De plus, ceux-ci s'intègrent plus facilement à l'intérieur des nouveaux réseaux de gestion et se prêtent à l'automatisation.

Les partenaires du succès

Oerlikon Contraves n'aurait pu accomplir cette transformation et atteindre de tels résultats si elle n'avait pu compter sur des partenaires indéfectibles. Il s'agit des différents paliers de gouvernements (municipal, régional, provincial et national) et de bon nombre d'organismes de développement tel le conseil économique (CLD) du Haut-Richelieu qui effectue un travail exceptionnel, s'empresse de souligner notre interlocuteur.

Sans l'apport du personnel du Conseil économique, OC n'aurait pu obtenir une extension du Carrefour de la nouvelle économie. Précisons que 3000 mètres carrés à l'intérieur de l'usine d'OC ont été réservés afin de permettre le démarrage d'entreprises liées au secteur de la haute technologie. Déjà un premier locataire s'est installé à l'intérieur de l'usine. Il s'agit d'Omnitech Lab, une entreprise spécialisée dans la conception de logiciels destinés aux laboratoires médicaux.

« Nous apprécions grandement l'aide que nous recevons du gouvernement du Québec », poursuit M. Cyr. Cette aide se matérialise de différentes façons notamment par des crédits d'impôt et des subventions à la recherche et au développement ou par le support qu'apportent certains ministères tels Industrie et commerce, Sciences et technologies, ou encore, le ministère des Régions. De concert avec l'entreprise johannaise, les fonctionnaires de ces ministères participent à l'identification de nouveaux secteurs de marché et de nouvelles opportunités et assurent la promotion des produits de l'entreprise à l'étranger.

Aujourd'hui, OC entrevoit l'avenir avec sérénité. *« Nous avons réussi à créer une synergie entre toutes ces parties. Nous poursuivrons nos efforts d'intégration avec nos partenaires et fournisseurs que ce soit au niveau local, national ou international dans une optique d'évolution continue. Cette constante recherche de prospérité ne pourra qu'être profitable pour notre entreprise, nos employés, nos partenaires, nos clients et notre communauté »*, conclut Norbert Cyr.

GFI
Thomas&Betts

La croissance de l'emploi atteint des sommets inégalés en Montérégie

Gilles Bérubé

La croissance de l'emploi a atteint des sommets inégalés en Montérégie au cours de l'année 2002. En moyenne, par rapport à 2001, 33 700 personnes de plus occupaient un emploi.

C'est ce qu'ont établi les économistes d'Emploi-Québec en traçant le bilan du marché du travail de la Montérégie au cours de la dernière année. En 2002, la population active de la Montérégie était de 755 900 personnes, une augmentation de 5,5% par rapport au 716 700 personnes sur le marché du travail en 2001. En 2001, 668 600 emplois étaient disponibles. Ce chiffre a grimpé de 5% pour atteindre 702 300 personnes l'an dernier. Le nombre de chômeurs est donc passé de 48 000 à 53 500 personnes.

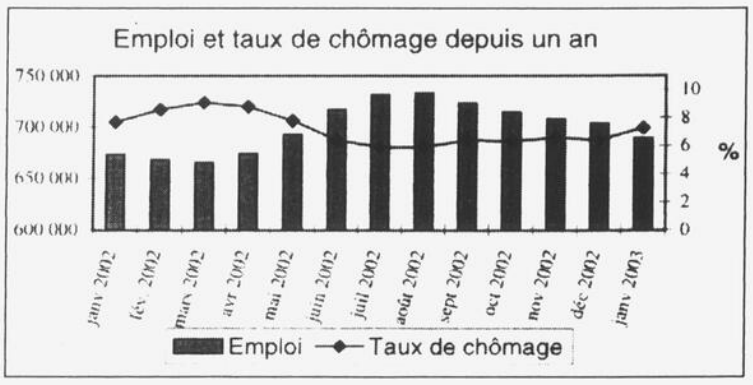
Malgré la hausse du nombre d'emplois disponibles, le taux de chômage a augmenté. Il est passé en moyenne de 6,7 à 7,1%. Cette situation s'explique par la hausse de main-d'oeuvre disponible sur le marché du travail. Ce phénomène est caractéristique d'un marché du travail qui s'améliore. Les chômeurs qui ont cessé de chercher du travail décident de revenir sur le marché de l'emploi. Il s'agit de taux moyens pour l'année, parce qu'en décembre, le taux de chômage avait reculé pour se situer à 6,4%. À titre de comparaison, en décembre 2001, le taux de chômage était de 6,7%. La situation a été meilleure dans l'ensemble de l'année tout en continuant de s'améliorer en fin d'année.

Le taux d'activité est ainsi passé de 67,3% à 70,3%. Il s'agit de la proportion de la population sur le marché du travail. En même temps, le taux d'emploi est passé de 62,8% à 65,3%. Le taux d'emploi, c'est le nombre d'emplois disponibles par rapport à la population de 15 ans et plus.

La situation est d'autant plus encourageante que la création d'emplois à temps plein est restée forte, analyse Hélène Fortin, économiste à la Direction régionale de la Montérégie. Encore en décembre, 22 600 postes à temps plein avaient été créés par rapport à la même période en 2001. Le même mois, le nombre d'emplois à temps partiel a progressé de 1700 postes.

La Montérégie affiche actuellement le plus haut niveau de population en emploi, soit 65,3%, suivi de la région de Lanaudière (64,7%). Dans l'ensemble du Québec, la création de quelque 134 400 emplois a permis une baisse du taux de chômage de 8,7% à 8,0%. Le taux d'emploi au Québec atteint 59,8%.

En décembre, les statistiques montrent également que le nombre de prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail est en baisse dans toutes les régions du Québec. En Montérégie, on compte 1275 prestataires de moins qu'en décembre 2001, une baisse de 3,8%. Pour l'ensemble du Québec, la baisse est de 10 739 prestataires, soit 3,9%. ■



Nombre d'emplois et taux de chômage en Montérégie

	Emploi	Taux de chômage
janv 2002	673 700	7,7%
fév. 2002	668 000	8,6%
mars 2002	665 300	9,1%
avr 2002	674 400	8,8%
mai 2002	692 800	7,8%
juin 2002	716 800	6,4%
juil 2002	731 400	5,9%
août 2002	733 000	5,9%
sept 2002	723 300	6,4%
oct 2002	714 700	6,3%
nov 2002	708 000	6,6%
déc 2002	703 800	6,4%
janv 2003	689 300	7,3%

Source: Emploi-Québec

emploi-3-c39-c



Signe encourageant, les emplois créés sont surtout des postes à temps plein.

LG Studio
• COMMUNICATION
• MARKETING
• GRAPHISME
"LA" solution CLEFS EN MAIN
Quand l'habit fait LE MOINE...
Programmes, circulaires et publicités, communiqués, rédaction, relation médias, conférences de presse, événements spéciaux, cartes d'affaires, signets, identité visuelle, logos, reçus, factures, affiches.
(450) 346-9384

VOYAGES
Haut-Richelieu
42, rue Saint-Jacques Saint-Jean-sur-Richelieu
Réservez et épargnez...
DÉPART EN MAI
Paris, Lyon, Bruxelles, Marseille, Nantes, Nice et Toulouse
699$ vol direct
* Promotion se termine le 31 mars 2003.
Pour renseignements :
(450) 358-2882
(450) 358-9449
Détenteur permis du Québec
109979-3c39-d


Yvan Morrissette

Pour les meilleures conditions disponibles sur le marché, appelez-moi !
SERVICE GRATUIT
ACHAT OU RENOUVELLEMENT
N'ATTENDEZ PLUS !
Profitez de la baisse des taux pour vous garantir le meilleur taux pour votre hypothèque.
5,20% Taux de 5 ans fixe Garanti jusqu'au 2 juillet 2003
* Certaines conditions s'appliquent. Détails sur place
Groupe Conseil hypothèque au Carrefour inc.
Courtier immobilier agréé - prêt hypothécaire
252, rue Laurier, Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 545-1030 Téléc.: (450) 346-2483
105520-3c39-d

Communications

Le secteur très vaste des communications pourrait se diviser en deux parties distinctes: la défense militaire et la sécurité maritime.

Au chapitre de la sécurité maritime, encore une fois, OC procède à un assemblage des différentes technologies à sa disposition: radio, logiciels, poste de contrôle, réseautage (informatique). Pour effectuer une percée dans ce domaine, OC a établi un partenariat avec SECMAT-NT, un fabricant français de systèmes pour la sécurité maritime. Ensemble, les deux entreprises ont développé de nouvelles solutions répondant aux récentes normes de sécurité maritime.

Déjà, un premier succès a été enregistré avec la Garde côtière canadienne et OC vient de décrocher un important contrat avec la US Coast Guard. Cette dernière est considérée comme une référence dans le monde entier, pour l'implantation d'un système de communication qui capte les signaux de détresse émis par les nouvelles radios numériques qui sont désormais installées à bord des navires commerciaux.

OC fabrique aussi des produits de gestion du trafic maritime et des systèmes de sécurité portuaires. Ces équipements modernes ressemblent à ceux que l'on retrouve dans les tours de contrôle pour l'aviation et utilisent la technologie du transpondeur. Installé sur un navire, l'appareil transmet des données aux centres de contrôle.

Les nouvelles normes internationales exigent désormais que les différents systèmes de repérage puissent communiquer entre eux. L'installation de les équipements de haute technologie s'inscrit dans une optique de sécurité portuaire, un secteur en pleine révolution. Depuis quelques années, d'importants bonds ont été réalisés dans ce domaine où l'on passe d'une technologie analogique au numérique.

Du côté du militaire maintenant, de plus en plus, les différentes armées exigent que les divers systèmes de communication qu'elles utilisent soient inter reliés et intégrés. À cet effet, les radars, caméras de détection, systèmes de reconnaissance ou d'écoute électronique qui captent toutes les informations doivent être concentrées à l'intérieur d'une interface simple. Le personnel d'OC planche sur un réseau de communication donnant accès aux capteurs qu'ils contiennent. *« La priorité numéro 1 de toutes les armées est probablement l'atteinte de cet objectif. Le futur est à la gestion de données et c'est la technologie Internet qui permettra d'atteindre cet but »*, confie le porte-parole de l'entreprise.

L'Internet se définit comme étant un réseau de réseaux et peut être comparée à une sorte de toile d'araignée numérique où tous les utilisateurs sont interconnectés à l'aide de logiciels et d'interfaces. Pour l'application militaire, on utilisera des technologies sans fil et avec fil sécuritaires, c'est-à-dire que l'information transmise est encryptée ou qu'elle circule sur un réseau filaire déconnecté du réseau public.

OC conçoit les composantes qui permettent de connecter tous ces éléments disparates. Elle détient des contrats avec les armées canadienne et néerlandaise et développe des nouvelles consoles de commandement et de contrôle pour les forces de défense finlandaises.

Transports

Depuis 2001, Oerlikon Contraves a effectué une importante inquisition dans le secteur des technologies du transport avec un premier contrat pour le compte de Bombardier Transport. Il s'agissait alors de concevoir une unité de contrôle numérique qui serait installée sur le nouveau train de Long Island aux États-Unis.

Cette percée s'est effectuée dans l'optique du développement d'un partenariat avec et pour le client. Tout comme pour le transport maritime, le secteur du transport ferroviaire est en voie d'effectuer la transition de l'analogique au numérique. Pour mener cette transition à terme, l'industrie ferroviaire doit s'en remettre à des entreprises qui maîtrisent les domaines des communications et des logiciels.

Depuis ce temps, OC a percé le secteur non seulement avec Bombardier Transport mais aussi avec d'autres grands fabricants et opérateurs de trains tels Alstom et Siemens, pour ne nommer que les deux plus connus.

OC s'est également affairée à développer de nouveaux produits de l'électronique de puissance pour le secteur du transport. Il s'agit principalement d'ondulateurs, de blocs d'alimentation, de chargeurs de batteries et de blocs d'alimentation auxiliaires. OC se démarque par la performance et la fiabilité supérieure de ses appareils en raison de l'utilisation d'une technologie et de composantes de pointe.

Une technologie de pointe dans le domaine permet de concevoir des appareils plus légers, plus fiables et moins coûteux puisqu'ils nécessitent un entretien moindre et offrent une longévité accrue. De plus, ceux-ci s'intègrent plus facilement à l'intérieur des nouveaux réseaux de gestion et se prêtent à l'automatisation.

Les partenaires du succès

Oerlikon Contraves n'aurait pu accomplir cette transformation et atteindre de tels résultats si elle n'avait pu compter sur des partenaires indéfectibles. Il s'agit des différents paliers de gouvernements (municipal, régional, provincial et national) et de bon nombre d'organismes de développement tel le conseil économique (CLD) du Haut-Richelieu qui effectue un travail exceptionnel, s'empresse de souligner notre interlocuteur.

Sans l'apport du personnel du Conseil économique, OC n'aurait pu obtenir une extension du Carrefour de la nouvelle économie. Précisons que 3000 mètres carrés à l'intérieur de l'usine d'OC ont été réservés afin de permettre le démarrage d'entreprises liées au secteur de la haute technologie. Déjà un premier locataire s'est installé à l'intérieur de l'usine. Il s'agit d'Omnitech Lab, une entreprise spécialisée dans la conception de logiciels destinés aux laboratoires médicaux.

« Nous apprécions grandement l'aide que nous recevons du gouvernement du Québec », poursuit M. Cyr. Cette aide se matérialise de différentes façons notamment par des crédits d'impôt et des subventions à la recherche et au développement ou par le support qu'apportent certains ministères tels Industrie et commerce, Sciences et technologies, ou encore, le ministère des Régions. De concert avec l'entreprise johannaise, les fonctionnaires de ces ministères participent à l'identification de nouveaux secteurs de marché et de nouvelles opportunités et assurent la promotion des produits de l'entreprise à l'étranger.

Aujourd'hui, OC entrevoit l'avenir avec sérénité. *« Nous avons réussi à créer une synergie entre toutes ces parties. Nous poursuivrons nos efforts d'intégration avec nos partenaires et fournisseurs que ce soit au niveau local, national ou international dans une optique d'évolution continue. Cette constante recherche de prospérité ne pourra qu'être profitable pour notre entreprise, nos employés, nos partenaires, nos clients et notre communauté »*, conclut Norbert Cyr.

GFI
Thomas&Betts

La croissance de l'emploi atteint des sommets inégalés en Montérégie

GILLES BÉRUBÉ

La croissance de l'emploi a atteint des sommets inégalés en Montérégie au cours de l'année 2002. En moyenne, par rapport à 2001, 33 700 personnes de plus occupaient un emploi.

C'est ce qu'ont établi les économistes d'Emploi-Québec en traçant le bilan du marché du travail de la Montérégie au cours de la dernière année. En 2002, la population active de la Montérégie était de 755 900 personnes, une augmentation de 5,5% par rapport au 716 700 personnes sur le marché du travail en 2001. En 2001, 668 600 emplois étaient disponibles. Ce chiffre a grimpé de 5% pour atteindre 702 300 personnes l'an dernier. Le nombre de chômeurs est donc passé de 48 000 à 53 500 personnes.

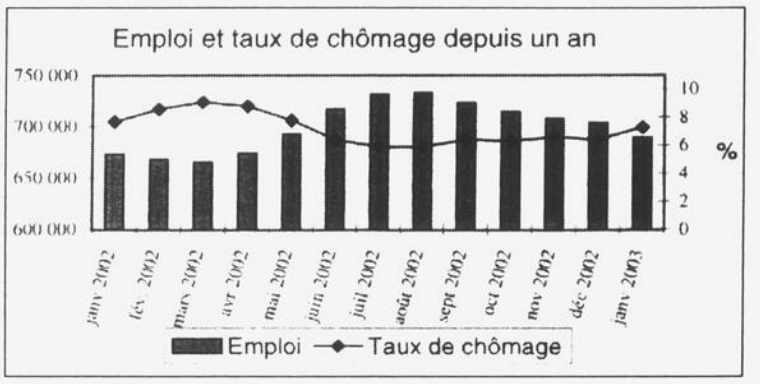
Malgré la hausse du nombre d'emplois disponibles, le taux de chômage a augmenté. Il est passé en moyenne de 6,7 à 7,1%. Cette situation s'explique par la hausse de main-d'oeuvre disponible sur le marché du travail. Ce phénomène est caractéristique d'un marché du travail qui s'améliore. Les chômeurs qui ont cessé de chercher du travail décident de revenir sur le marché de l'emploi. Il s'agit de taux moyens pour l'année, parce qu'en décembre, le taux de chômage avait reculé pour se situer à 6,4%. À titre de comparaison, en décembre 2001, le taux de chômage était de 6,7%. La situation a été meilleure dans l'ensemble de l'année tout en continuant de s'améliorer en fin d'année.

Le taux d'activité est ainsi passé de 67,3% à 70,3%. Il s'agit de la proportion de la population sur le marché du travail. En même temps, le taux d'emploi est passé de 62,8% à 65,3%. Le taux d'emploi, c'est le nombre d'emplois disponibles par rapport à la population de 15 ans et plus.

La situation est d'autant plus encourageante que la création d'emplois à temps plein est restée forte, analyse Hélène Fortin, économiste à la Direction régionale de la Montérégie. Encore en décembre, 22 600 postes à temps plein avaient été créés par rapport à la même période en 2001. Le même mois, le nombre d'emplois à temps partiel a progressé de 1700 postes.

La Montérégie affiche actuellement le plus haut niveau de population en emploi, soit 65,3%, suivi de la région de Lanaudière (64,7%). Dans l'ensemble du Québec, la création de quelque 134 400 emplois a permis une baisse du taux de chômage de 8,7% à 8,0%. Le taux d'emploi au Québec atteint 59,8%.

En décembre, les statistiques montrent également que le nombre de prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail est en baisse dans toutes les régions du Québec. En Montérégie, on compte 1275 prestataires de moins qu'en décembre 2001, une baisse de 3,8%. Pour l'ensemble du Québec, la baisse est de 10 739 prestataires, soit 3,9%. ■



Nombre d'emplois et taux de chômage en Montérégie

	Emploi	Taux de chômage
janv 2002	673 700	7,7%
fév. 2002	668 000	8,6%
mars 2002	665 300	9,1%
avr 2002	674 400	8,8%
mai 2002	692 800	7,8%
juin 2002	716 800	6,4%
juil 2002	731 400	5,9%
août 2002	733 000	5,9%
sept 2002	723 300	6,4%
oct 2002	714 700	6,3%
nov 2002	708 000	6,6%
déc 2002	703 800	6,4%
janv 2003	689 300	7,3%

Source: Emploi-Québec

emploi-3-c39-c



Signe encourageant, les emplois créés sont surtout des postes à temps plein.

LG Studio
• COMMUNICATION
• MARKETING
• GRAPHISME
"LA" solution CLEFS EN MAIN
Quand l'habit fait LE MOINE...
Programmes, circulaires et publicités, communiqués, rédaction, relation médias, conférences de presse, événements spéciaux, cartes d'affaires, signets, identité visuelle, logos, reçus, factures, affiches...
(450) 346-9384

VOYAGES Haut-Richelieu
42, rue Saint-Jacques Saint-Jean-sur-Richelieu
Réservez et épargnez...
DÉPART EN MAI
Paris, Lyon, Bruxelles, Marseille, Nantes, Nice et Toulouse
* Promotion se termine le 31 mars 2003.
699$ vol direct
Pour renseignements :
(450) 358-2882
(450) 358-9449
Détenteur permis du Québec
109979-3c39-d


Yvan Morrissette
Pour les meilleures conditions disponibles sur le marché, appelez-moi !
SERVICE GRATUIT
ACHAT OU RENOUVELLEMENT
N'ATTENDEZ PLUS !
Profitez de la baisse des taux pour vous garantir le meilleur taux pour votre hypothèque.
5,20% Taux de 5 ans fixe Garanti jusqu'au 2 juillet 2003
* Certaines conditions s'appliquent. Détails sur place
Groupe Conseil hypothèque au Carrefour inc.
Courtier immobilier agréé - prêt hypothécaire
252, rue Laurier, Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél.: (450) 545-1030 Téléc.: (450) 346-2483
105520-3c39-d

St-Jean Photochimie reçoit une attestation de participation ISO-jeunes

GILLES LÉVESQUE

Dix nouvelles entreprises, dont St-Jean Photochimie, viennent de recevoir une Attestation de participation ou une mention d'honneur ISO-Jeunes pour l'intérêt qu'elles accordent à l'intégration des jeunes.

Cette remise d'attestations a eu lieu au Faculty Club de l'Université McGill en présence de MM. Denis Boulianne, directeur exécutif associé de la sous-ministre adjointe, Développement des ressources humaines Canada, région du Québec, et Guy Delisle, directeur Gestion du rendement des cadres supérieurs chez Alcan et président d'honneur de l'événement.



Sur la photo, on reconnaîtra Caroline Renaud, gestionnaire des ressources humaines chez St-Jean Photochimie, Chantal Mercier, une employée et Daniel Pageau, président de E.Q.U.I.P. International.

Une entreprise ISO-Jeunes est un milieu de travail qui a décidé de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes en leur faisant une juste place, en leur offrant des conditions d'emploi équitables et en facilitant leur accès à la formation (stages rémunérés, programme de formation internes, formule de parrainage, etc.).

C'est en vertu de cette initiative que St-Jean Photochimie s'est vu remettre une Attestation de participation ISO-Jeunes. Fondée en 1989, St-Jean Photochimie oeuvre dans le secteur de la chimie fine. Filiale de l'entreprise française PCAS depuis 1992, elle se spécialise dans la fabrication de composants photochimiques utilisés dans l'imprimerie et la microélectronique et exporte l'ensemble de sa production.

Historiquement, cette entreprise de Saint-Jean-sur-Richelieu a toujours misé sur la volonté de réussir et d'innover de la jeunesse, d'autant plus que les nouveaux diplômés sont au fait des technologies les plus récentes. Cela fait pour ainsi dire partie de la culture de l'entreprise.

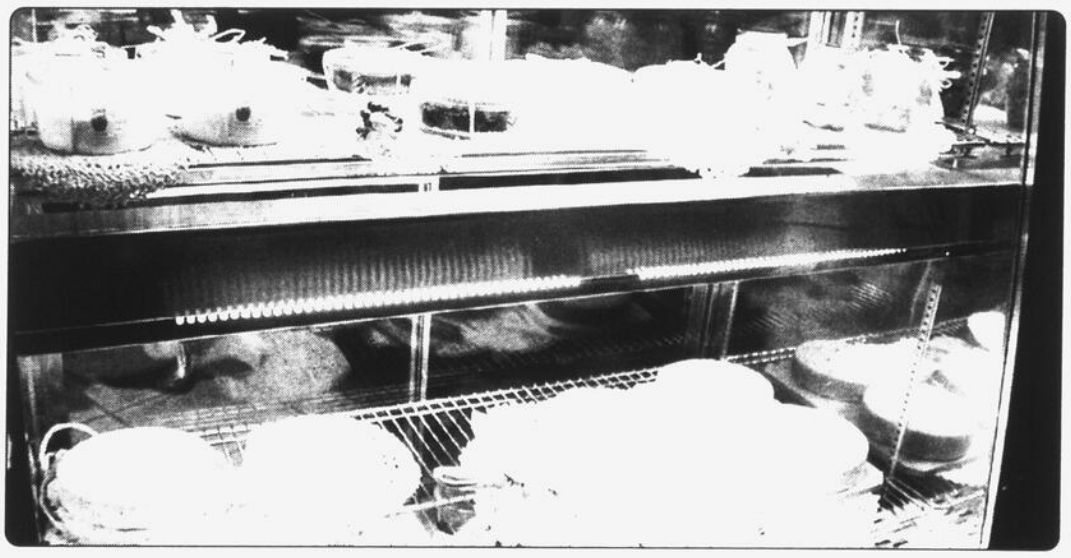
À cet égard, la répartition de l'effectif est éloquente: 31 des 50 employés ont moins de 35 ans et, dans la catégorie des 35-45 ans, plus de la moitié ont joint les rangs de l'entreprise dès la fin de leur formation.

Depuis ses débuts, St-Jean Photochimie a toujours accueilli de trois à cinq stagiaires par année, des étudiants de divers niveaux en chimie, dont près de la moitié ont ensuite été embauchés. Ces jeunes recrues profitent d'une formation par compagnonnage s'étalant sur plusieurs mois. De plus, St-Jean Photochimie collabore activement avec l'Institut de chimie et de pétrochimie pour leur permettre d'élaborer des programmes de formation bien adaptés aux besoins de l'industrie. ■

1,5 million pour soutenir le programme Aliments du Québec

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Maxime Arseneau, vient d'annoncer l'octroi d'une aide financière de 1,5 million de dollars à Aliments du Québec. Divulgué lors de la deuxième édition du Mérite national de la restauration et de l'alimentation, ce montant est versé pour l'année en cours et représente le triple de la somme accordée annuellement au projet au cours des trois dernières années.

Lancé officiellement en 1996, Aliments du Québec constitue un exemple unique de partenariat entre le gouvernement et l'industrie. Son mandat consiste à veiller sur la reconnaissance et la promotion des aliments produits ou transformés au Québec à l'intérieur de son propre marché. L'aide annoncée aujourd'hui découle des engagements prévus dans le cadre de la Politique québécoise de la transformation alimentaire, lancée en juin dernier.



Aliments du Québec a pour mission la reconnaissance et la promotion des produits alimentaires du Québec. En outre, un comité travaille à établir des définitions claires des termes «Produit fermier» et «Produit du terroir».

PROFESSIONNELS

M. Arseneau a également profité de l'occasion pour faire le point sur les travaux devant mener à la reconnaissance professionnelle des chefs, cuisiniers et pâtissiers. Entreprise l'an dernier en collaboration avec la Société des chefs, cuisiniers et pâtissiers, cette démarche répond à une demande formulée depuis longtemps par le milieu.

Le ministre a indiqué que les travaux avancent plus vite que prévu et que les consultations se termineront avec un ou deux mois d'avance. «La formation, les compétences et l'expérience des artistes de la table seront donc bientôt reconnues officiellement à leur juste valeur», a mentionné le ministre. Il a aussi tenu à remercier les différents partenaires pour leur excellente collaboration tout au cours de la démarche.

APPELLATIONS RÉSERVÉES

Par ailleurs, le ministre s'est dit confiant de pouvoir annoncer officiellement d'ici l'été certaines appellations réservées parmi les propositions reçues et présentement à l'étude. Rappelons que, conformément à la Loi sur les appellations réservées, producteurs et entreprises peuvent réserver une appellation, certifiant ainsi auprès des consommateurs la qualité et l'excellence de leurs produits. Le ministre a également indiqué que les entreprises pourront bientôt profiter d'un nouveau programme pour mieux les accompagner dans leurs démarches afin de réserver une appellation.

Enfin, poursuivant les mêmes objectifs, un comité spécial a été formé pour élaborer des définitions claires des appellations «produit du terroir» et «produit fermier». Présidé par Mme Anne Desjardins, chef cuisinier et propriétaire du restaurant L'eau à la bouche, ce comité doit entre autres définir des critères et des normes de sélection en plus de proposer un système de certification de ces produits.

«Les producteurs, comme les chefs cuisiniers et l'ensemble des consommateurs québécois, trouveront assurément des bénéfices à la mise en place de ces appellations puisqu'elles contribueront à l'image de marque des produits québécois. Je suis convaincu que la mise en place de tels outils favorisera le développement de nos produits et de notre gastronomie, en plus de stimuler la créativité des gens qui, par leurs efforts, par leur passion, nous font apprécier les plaisirs de la table», a conclu le ministre. ■

Et si le *Centre de la Nouvelle Economie* du Haut-Richelieu, c'était pour VOUS ?

Votre entreprise est-elle admissible ?

Pour être admissible, toute société existante ou naissante - qu'elle soit québécoise ou étrangère - doit exercer des activités créatrices d'emplois dans les secteurs représentatifs de la nouvelle économie. De plus, elle doit recevoir une attestation d'admissibilité délivrée par Investissement Québec.

Tous vos employés sont-ils admissibles ?

L'aide fiscale vise les employés qui répondent aux critères suivants :

- ils occupent un emploi directement rattaché aux activités de production de l'employeur ;
- ils entreprennent, supervisent ou supportent directement des travaux relatifs à l'exécution d'une activité admissible ;
- ils occupent un emploi à temps plein ;
- ils exercent leurs fonctions, en totalité ou presque, dans un immeuble désigné.



Les Carrefours de la nouvelle économie (CNE) ont été créés à la suite du dépôt du Discours sur le budget, le 9 mars 1999. Ce concept vise à stimuler, par des mesures fiscales, l'implantation et le développement d'entreprise appartenant à la nouvelle économie dans des immeubles désignés de chacune des régions du Québec. À Saint-Jean-sur-Richelieu, le Carrefour de la Nouvelle Économie est situé au 84-100 rue Richelieu.

Où vous adresser ?

L'entreprise intéressée à s'établir dans le CNE du Haut-Richelieu peut contacter Sylvie Lacroix au CLD du Haut-Richelieu (359-9999, poste 228).

Pour visiter l'immeuble du CNE, adressez-vous à Robert Paradis au 296-8240.

Le saviez-vous ?

Une fois que vous aurez reçu votre attestation d'admissibilité, Investissement Québec peut vous aider à obtenir le financement nécessaire pour commencer votre projet avant même que vos crédits d'impôt vous soient payés.

Grâce à une garantie d'Investissement Québec, vous pouvez obtenir un prêt d'une institution financière correspondant à 75% des crédits d'impôt remboursables. Vous pouvez ainsi bénéficier de vos crédits d'impôt à mesure que vos dépenses admissibles sont engagées. Informez-vous !

Est-ce votre secteur d'activité ?

De manière à étendre l'aide fiscale à l'ensemble des secteurs de la nouvelle économie, le CNE peut abriter des entreprises exerçant leurs activités dans les technologies de haut savoir suivants :

. Technologies de l'information et des communications, notamment :
- informatique, logiciel ou progiciel
- télécommunications
- services de consultation

. Technologies de la production, notamment :
- conception et ingénierie
- fabrication et montage
- manutention automatisée des matériaux
- systèmes d'information de fabrication

. Biotechnologies, notamment :
- santé humaine et animale
- agriculture, agroalimentaire et foresterie
- environement

. Technologies des matériaux, notamment :
- matériaux chimiques et matériaux métalliques
- polymères et matériaux composites

. Services de nature scientifique et technologique, notamment :
- services de génie
- laboratoires d'essai
- services de conseils scientifiques et techniques
- conception de systèmes informatiques

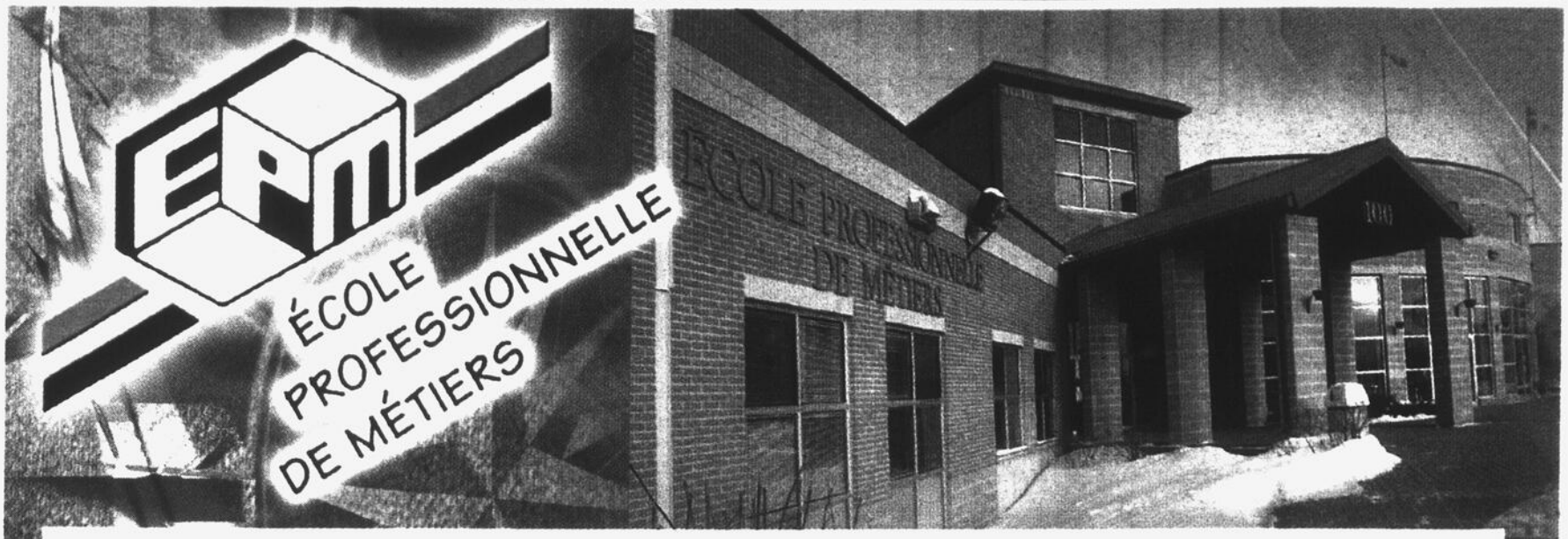
Quelle aide le CNE offre-t-il ?

La société qui s'installe dans un CNE bénéficie d'un remboursement de 40% des salaires versés aux employés admissibles, jusqu'à concurrence de 15 000$ CA par année et par employé. Cette aide est renouvelable annuellement, jusqu'au 31 décembre 2010.

Sommaire de l'aide fiscale offerte

Crédit d'impôt remboursable Salaire versé à un employé admissible	Forme d'aide 40% du salaire admissible (maximum de 15 000$ CA par employé)	Durée Jusqu'au 31 décembre 2010
Congé d'impôt Impôt sur le revenu des spécialistes étrangers au Québec	Forme d'aide Exemption	Durée 5 ans

000058-3c33-r



L'arpentage et la topographie, ou comment allier plein air, informatique et travail d'équipe

Dans la région du Haut-Richelieu, ceux et celles qui ont la bosse des mathématiques et un attrait marqué pour le plein air convergent à l'École professionnelle des métiers de Saint-Jean-sur-Richelieu. De fait, l'établissement offre le programme d'arpentage et topographie à une quarantaine d'élèves simultanément. De nos jours, un diplôme dans cette discipline est synonyme de plein emploi. Que l'on pense à la construction d'un nouveau développement immobilier ou à la réfection d'une route, on pense d'abord aux services des opérateurs-topographes, ou aides-arpenteurs.

Le commun des mortels n'y pense peut-être pas, mais les services d'arpentage et de topographie sont résolument indispensables, en ville comme en campagne. Dans n'importe quel chantier, l'équipe d'arpentage sera la première sur place à recueillir les données du terrain visé et à les schématiser pour en faire des plans de construction. " Ce sont ces équipes qui procèdent au piquetage et à la subdivision des terrains, entre autres ", explique M. Jacques Meunier, professeur d'arpentage et responsable du département à l'École professionnelle des métiers. " Par contre, les finissants de notre programme de formation peuvent aussi se diriger vers le domaine foncier, ou de la propriété privée, dans la localisation de cadastres, par exemple. "

Les opérateurs-topographes se rendent par définition régulièrement sur le terrain pour calculer angles, positions et inclinaisons des terrains. Par contre, une grande partie de leur travail se fera devant l'ordinateur afin de modéliser leurs données amassées sur le chantier. " L'un des objectifs que nous avons à atteindre avec nos étudiants et nos étudiantes est de leur apprendre à implanter les données pour la construction éventuelle ", précise M. Meunier.

La répartition des heures de classe en arpentage et topographie reflète donc ce que le milieu professionnel demande. Sur les 1800 heures de cours, soit l'équivalent de deux ans d'études de septembre à juin, les étudiants recevront une formation adaptée au marché du travail. Sous l'étroite supervision des professeurs Jacques Meunier, Jacques Thibodeau et Pascale Perreault, les étudiants se familiarisent d'abord avec la discipline selon les techniques de base en arpentage : calculs manuels, tables à dessin et autres instruments nécessitant un traitement des données brutes font partie du curriculum. Comme Jacques Meunier le mentionne, " les règles de base de calcul, le dessin à la main et l'utilisation d'un théodolite (instrument de topographie servant à mesurer les angles horizontaux et verticaux) servent en fait de guide à nos étudiants pour qu'ils puissent saisir la nature de l'arpentage. " Ce ne sera qu'après avoir vu et appliqué ces principes élémentaires que les groupes d'étudiants pourront se lancer dans la " réalité ", à l'aide de systèmes de positionnement global (GPS) et de dessin assisté par ordinateur.



RONA L'express
G. H. BERGER LTÉE
455, boul. du Séminaire
Saint-Jean-sur-Richelieu
348-4916

IMPRIMERIE EXCELSIOR INC.
UNE IMPRIMERIE QUI VA DE L'AVANT

Nous sommes fiers d'avoir contribué à la conception et à la réalisation de cette page.

24, rue Marchand
Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél. : (450) 349-3887
Téléc. : (450) 349-6480

108248-3c39-hf

La crème de la crème

D'ailleurs, le département d'arpentage et topographie peut se vanter d'enseigner avec d'aussi beaux instruments. Il faut d'abord dire qu'avec l'avènement des nouvelles technologies, les métiers d'arpentage ont pu améliorer leurs techniques de cueillette de données. Grâce à ces nouvelles méthodes, l'arpentage devient de plus en plus précis et offre l'avantage de calculer en temps réel. Désormais, les instruments topographiques dotés du système GPS font économiser du temps du côté de l'analyse des données.

Au cours de leur formation, les étudiants auront la possibilité d'effectuer deux stages en entreprise, soit après chaque année d'étude. Le dernier stage couronne leur passage à l'École professionnelle des métiers. À cet effet, le département songe à déplacer ce stage au début du printemps, " car la pénurie de main d'œuvre crée une forte demande " et ce, tôt en début d'année, confie Jacques Meunier, " d'autant plus que seulement quatre commissions scolaires offrent ce programme au Québec ".

Inutile de dire donc que le taux de placement des étudiants frôle les 100 %. Dès leur sortie de l'École, les employeurs attendent les finissants de pied ferme. Cette pénurie fait-elle augmenter le salaire offert? " Oui, mais pas assez, avoue Jacques Meunier. Dès leur entrée sur le marché du travail, les opérateurs-topographes touchent un salaire oscillant entre 10 et 12 $ de l'heure. Toutefois, dans le domaine de la construction, les salaires vont jusqu'à 21 $ de l'heure. "

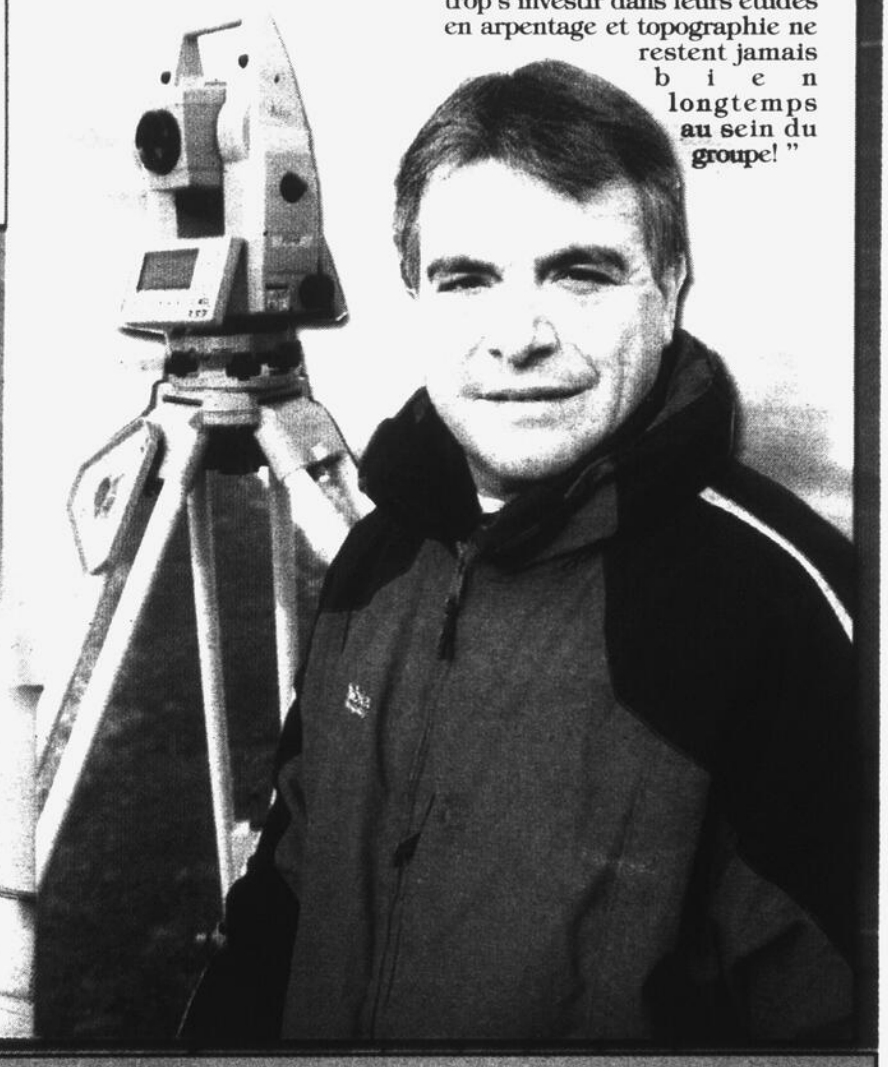
Hormis les possibilités d'emploi dans les chantiers de construction, les milieux de travail en arpentage et topographie sont variés. D'abord, il y a les bureaux d'experts-conseils, comme les ingénieurs et les arpenteurs-géomètres. Puis, il y a les compagnies minières et les sociétés d'état (Hydro-Québec, Société d'énergie de la Baie James et Abitibi-Consolidated, entre autres), sans oublier les grandes entreprises comme Bell Canada ou Gaz Métropolitain. Cependant, M. Meunier tient à préciser que les grandes surfaces de travail " offriront plutôt une description de tâches concentrée sur la cueillette de données à l'extérieur ou sur le dessin assisté par ordinateur ". Le ratio moitié-moitié tant souhaité, où l'opérateur-topographe partage son temps entre le terrain et le bureau fait plutôt partie de la réalité des petites entreprises où l'on demande à chaque membre de l'équipe d'être un peu touche-à-tout.

Une discipline en pleine évolution

C'est un fait indéniable, le visage de l'arpentage et de la topographie change. Grâce aux récentes découvertes technologiques, l'opérateur-topographe peut maintenant travailler sur le terrain à longueur d'année, contrairement aux décennies précédentes. De plus, la composition des classes s'est beaucoup modifiée. Dans les années 1990, à peine trois femmes par année, sur un groupe de 20 étudiants, obtenaient leur diplôme d'études professionnelles en arpentage et topographie. Maintenant, un classe type contient autant de femmes que d'hommes. Pour encourager cette percée des femmes, on retrouve, fièrement accrochée dans la salle informatique du département, une affiche du concours «Chapeau, les filles!», où une des étudiantes en arpentage et topographie de l'école des métiers de Saint-Jean avait remporté le premier prix pour son cheminement dans ce domaine jadis réservé aux hommes.

S'il y a un autre aspect de la formation professionnelle qui est en train de changer, c'est la renommée de celle-ci. En arpentage et topographie par exemple, il n'y a pas de place pour la fainéantise ni la facilité. Autrefois, les parents envoyaient à l'école professionnelle les enfants qui affichaient de mauvais résultats scolaires ou encore qui ne semblaient éprouver aucun intérêt pour les études supérieures. Même s'il y a encore des préjugés face à ce degré de scolarisation, il faut savoir que la voie professionnelle est aussi importante que les autres types de formations. Et comme dirait Jacques Meunier : " Ceux et celles qui croient réussir sans trop s'investir dans leurs études en arpentage et topographie ne restent jamais bien longtemps au sein du groupe! "





LIBRAIRIE DU RICHELIEU
CENTRE-VILLE
Papeterie • Ameublement de bureau
Livres • Service • Location
191, rue Richelieu, Saint-Jean-sur-Richelieu
Tél. : 347-6446
• 347-4080
108249_3c39-hf

ÉLEVAGE BOVIN

L'Acadie abrite une ferme unique au Québec

GILLES LÉVESQUE

Près de 200 personnes ont assisté le mois dernier à une journée portes ouvertes qui avait lieu à la Ferme Agri-Boeuf située au 1013, chemin des Patriotes, à L'Acadie. Les nombreux visiteurs ont alors pu découvrir un parc d'engraissement unique en son genre au Québec, notamment pour ce qui est des avantages qu'il comporte sur le plan de la sécurité et des opérations qui y sont menées.



Le parc d'engraissement de L'Acadie comporte de nombreux avantages sur le plan de la sécurité et des opérations.

C'est par un froid de canard et une petite tempête de neige que s'est tenue cette journée d'information organisée par les propriétaires des lieux, Lucio Zoia et Erminia Merlo, en collaboration avec des représentants du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, secteur ouest.

Le moins qu'ont puisse dire, c'est que ce parc d'engraissement d'une capacité de 650 têtes avec plancher incliné à 5% et glissement continu du mélange fumier-liquide en dehors des enclos est impressionnant à voir. On parle d'ici d'un concept innovateur visant à assurer le confort des bêtes et une meilleure efficacité de la main-d'oeuvre. Ce concept permet aussi une gestion de fumier solide avec des choix de litières variées.

Présent à la rencontre, Olivier Marois-Mainguy a entre autres précisé que ce concept comporte des coûts additionnels de construction de l'ordre de 20% qu'il est possible de récupérer en raison des avantages qu'il comporte. L'investissement est d'environ 600 $ par tête.

Ce projet est si innovateur que la Société des parcs d'engraissement du Québec avait prévu une visite des lieux à son agenda dans le cadre de ces portes ouvertes.

QUELQUES DONNÉES

D'une dimension de 288 par 104 pieds, ce bâtiment compte 13 enclos. La superficie disponible aux animaux est de 30 pieds carrés par tête. La largeur de l'allée centrale est de 9 pieds, comparativement à 11 pieds pour la largeur des deux allées latérales.

Mme Merlo a entre autres précisé que sur le continent européen, l'élevage sur plancher incliné est une pratique courante qui obtient de bons résultats. La réalité européenne étant différente de celle du Québec, le bâtiment de L'Acadie marie les avantages du système sur plancher incliné aux conditions d'élevage d'ici. Les enclos sont plus grands et les planchers plus inclinés.

Le choix de cette construction se justifie par la modification des opérations courantes. Les caractéristiques du bâtiment réduisent au minimum les travaux manuels et les risques d'accidents au travail. La manipulation des animaux et les besoins d'intervention à l'intérieur des enclos sont minimes.

RÉGIE DU TROUPEAU

Il est à noter que l'alimentation est semblable aux pratiques que l'on retrouve chez de nombreux éleveurs québécois. Un système informatisé aide à gérer les rations formulées et les coûts.

Suite à la page 39



Le parc d'une capacité de 650 têtes avec plancher incliné à 5% et glissement continu du mélange fumier-liquide est impressionnant à voir.



Erminia Merlo exploite l'entreprise en compagnie de son conjoint, Lucio Zoia.

Suite de la page 38

L'amélioration du suivi des gains de poids sera visée lors du prochain investissement. L'outil de suivi devra s'adapter au système de traçabilité existant et à la régie informatisée des rations alimentaires dans le nouveau bâtiment.

Olivier Marois-Mainguy précise que le couloir central joue un rôle primordial dans les opérations. Il recueille le fumier déplacé de façon continue par le piétinement des bêtes. Il sert à recevoir, charger et déplacer les animaux dans les différents enclos ou vers l'abattoir. Le fumier recueilli dans le couloir est évacué tous les deux jours. De même, l'apport de litière supplémentaire se fait aux deux jours avec une pailleuse traînée. L'application de litière est de 1,5 kilogramme par tête par jour.

Mentionnons que l'évacuation des fumiers ne nécessite pas le déplacement des animaux. Les bêtes transférées dans le bâtiment au mois d'août n'ont nécessité aucune entrée de machinerie dans les enclos jusqu'à leur sortie en novembre. Par contre, les animaux introduits à un poids moyen de 500 à 600 livres nécessiteront un nettoyage des enclos.

L'évaluation du bien-être des bouvillons fait de l'extérieur des enclos est plus efficace et plus rapide parce que l'accès visuel accru facilite la détection des problèmes de santé, donc une intervention immédiate.



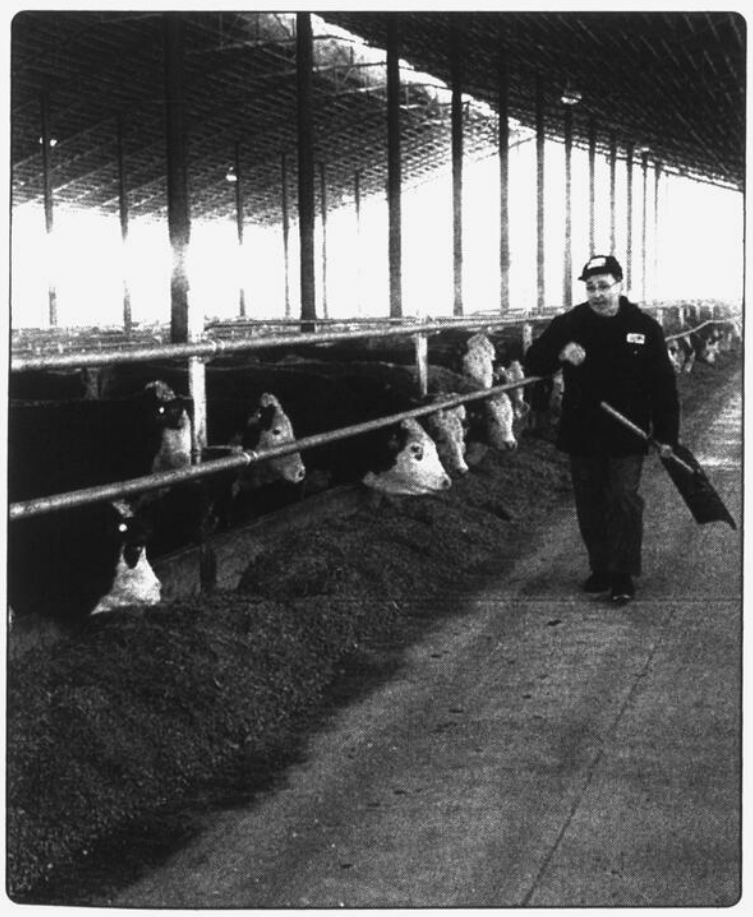
(Photo Jacques Paul)

Pas moins de 200 éleveurs ont assisté à la journée portes ouvertes, dont plusieurs membres de la Société des parcs d'engraissement du Québec.

LITIÈRES ALTERNATIVES

Par ailleurs, le choix de l'utilisation des litières nouvelles s'est fait à travers l'expérience vécue en Italie où cette pratique d'utilisation des résidus de culture de maïs est courante. Elle permet de sécuriser l'approvisionnement en litière et de valoriser les produits de la ferme.

Voilà, pour l'essentiel, les informations livrées au cours de la journée portes ouvertes. D'autres données pertinentes seront disponibles sur la rentabilité de ce projet puisque les agronomes du ministère continueront de s'y intéresser durant un certain temps encore. ■



On parle d'un investissement d'environ 600 $ par tête.

Carnet de services

Centre de Collision St-Jean Pierre Godin & Fils
. Évaluation gratuite assurance et particulier
. Remorquage 24 heures
. Carrosserie - peinture
. Centre d'esthétique
Pierre Godin propriétaire
AUTOPRO CARROSSERIE
348-8488
535, chemin Grand-Bernier, Saint-Jean-sur-Richelieu

Ascenseurs Richelieu inc.
• Ascenseurs / monte charge
• Ascenseurs et plates-forme pour handicapés
• Monte plat
• ENTRETIEN • RÉPARATION
• RÉNOVATION • INSTALLATION
SERVICE 24 HEURES
Michel Gaboury Président
Tél.: (450) 357-9171 Pagette: (450) 542-2574
Téléc.: (450)244-5151

NETTOYAGE
Les Deux-Rives
Camion usine de nettoyage de tapis, meubles et conduits de ventilation (résidentiel et commercial)
• Techniques spécialisées
• Équipements modernes
• Notre formation obligatoire à nos employés vous assure un travail de qualité garanti.
Pas de mauvaises surprises
Pour un temps limité avec le nettoyage de 2 tapis «Obtenez un protecteur gratuit»
(450) 359-0605 Sans frais : 1-800-204-3978
805, rue Gaudette, Saint-Jean-sur-Richelieu
000031-3c39-fl

Espace Bell

Dernière chance les 26, 27 et 28 février 2003



Nokia 252

Forfait prépayé à la carte de Bell Mobilité

Incluant :
- 100 minutes en tout temps
- Afficheur
- Aucun contrat
- Aucune mensualité
- Aucune enquête de crédit

Téléphone cellulaire 120c de Motorola

Plus :
Chargeur d'auto
SANS FRAIS
d'une valeur de 40$

Aucune remise postale

(1)

Quantité limitée



120c de Motorola

Forfait Mobilité week-ends

- 100 minutes en tout temps
- Centre de message
- Renvoi d'appel
- Appel en attente

25$ /MOIS

INSTALLATION GRATUITE



Obtenez :
Récepteur
Antenne
+ installation

Plus :
2e (3) récepteur pour
299$ (2)

TÉLÉPHONE ÉLÉGANT

Super aubaine
14,95$
prix courant 24,95$



MERINGUE D'AASTRA
- Boutons lumineux qui facilitent la composition

Également offert en couleur amande



Technologie à 900 MHz
BW 9109 de Bell

Offert au prix réduit
29,95$
prix initial : 59,95$

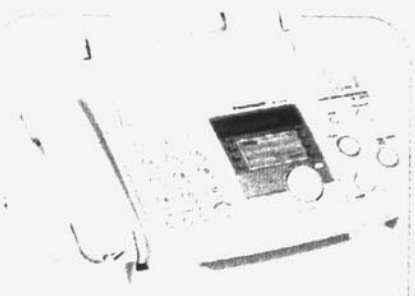
Sans fil



Ensemble de deux
129,95$

Radios FRS TalkAbout T5420 de Motorola

Comprend deux piles Ni-Cd et un berceau de chargement



Télécopieur Panasonic KX-FHD 332
149$

après remise postale de 30$

Système de télévision numérique par satellite Bell ExpressVu 3120

(1) Le prix s'applique avec toute nouvelle activation avec un abonnement de 24 mois à un forfait Bell Mobilité mensuel de 25$ ou plus par mois. (2) Après le crédit de programmation de 140,98$; le crédit de programmation s'applique après les taxes; certaines conditions s'appliquent. L'offre s'applique exclusivement aux nouveaux abonnés résidentiels. Le crédit doit servir à l'abonnement au forfait Ultra 12. (3) Obtenez l'installation du 2e récepteur pour 49,95$ (Modèle 2700A remis à neuf, photo à titre indicatif).

Passez au magasin Espace Bell le plus près :

391, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-5210

Carrefour Richelieu (à côté du Zellers)
600, rue Pierre-Caisse,
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 349-4400

109977-3c39-ygf